

LE DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

d'après

LA LÉGISLATION POLONAISE

ÉTUDE DE DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 27 mai 1935, à 14 heures

par

Kopek MIKLISZANSKI

Président : H. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur

Suffragants : HUGUENEY, Professeur
NIBOYET, Professeur

PARIS

Éditions de l'Imprimerie IDÉALE

60, Rue des Tournelles

1935

LE DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

d'après

la législation polonaise

(Étude de droit comparé)

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.**

LE DROIT PÉNAL INTERNATIONAL

d'après

LA LÉGISLATION POLONAISE

ÉTUDE DE DROIT COMPARÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 27 mai 1935, à 14 heures

par

Kopek MIKLISZANSKI

Président : H. DONNEDIEU DE VABRES, Professeur

HUGUENEY, Professeur

Suffragants :

NIBOYET, Professeur

PARIS

Éditions de l'Imprimerie IDÉALE

60, Rue des Tournelles

1935



AVANT-PROPOS

I. Au seuil même de notre étude, nous tenons à souligner un point capital dans la conception que nous nous faisons du Droit pénal en général, à savoir, l'élimination complète de la science criminelle de tout ce qui touche à la *pénalité*. Pour nous, la peine, sa fixation, son organisation, ses modes d'exécution ne sont pas du ressort du Droit pénal qui, à proprement parler, devrait être dénommé *Droit criminel*.

L'objet du Droit criminel, c'est de qualifier, en se plaçant au point de vue de la justice humaine, un fait donné. Un acte a été accompli par un individu, le Droit criminel, en tenant, bien entendu, compte de toutes les circonstances qui l'ont accompagné, aura à résoudre la question de savoir, si cet acte doit être, nous ne disons pas puni, à cause précisément de l'élimination des questions de peines du Droit criminel scientifique, mais la question de savoir, si le fait dont il s'agit doit être, aux yeux de la science criminelle, approuvé ou désapprouvé, licite ou illicite, en un mot, s'il doit tomber sous le coup de la Loi pénale ou non — et par la Loi pénale, nous entendons, d'ores et déjà, avant même que le Droit pénal *universel positif* soit établi, la norme de justice unique et générale, valable pour tous les pays et pour tous les temps.

II. On nous dira que ceci est de la morale et non point du droit. Eh bien, nous n'hésiterons pas à avouer, tout en demeurant sur nos positions de juriste, qu'entre le droit criminel et la morale il n'y a guère de différence de fond. Ce que la morale nous impose par « *l'impératif catégorique* » intérieur, le droit criminel l'exprime sous la forme d'un ordre juridique. Et inversement, toute norme pénale qui n'est pas assise sur le sentiment de justice inné à l'homme, pourrait peut-être se justifier par des considérations politiques ou administratives, mais ne saurait jamais se prévaloir des données criminologiques.

III. Il ne faut pas en effet oublier que le Droit criminel est en quelque sorte une science de second degré, une science de technique qui opère sur des notions qui lui sont fournies, en premier lieu, par la morale. Cette dernière propose au législateur un but à réaliser de la façon la plus simple et en même temps la plus efficace. Aussi longtemps que le Droit pénal obéit à ces instructions que lui donne la morale, il répond à sa valeur scientifique et garde sa raison d'être, mais dès l'instant qu'il se détourne du chemin qui lui a été tracé par la morale, pour se baser sur des concepts qu'il se crée lui-même, il dégénère en un agencement chaotique des ordres arbitraires et abusifs ne méritant aucune attention de la part du criminologue.

Rien donc de plus naturel que le Droit pénal nous apparaisse comme une discipline juridique à une forte empreinte morale.

IV. La question de l'incrimination de l'acte envisagé étant résolue, la tâche du criminologue est finie. Aux pouvoirs législatifs des différents pays d'appliquer, par la suite, les mesures répressives appropriées aux faits qui ont été qualifiés par la doctrine d'infractions. Ces mesures de répression qui ne viennent que sanctionner la norme criminelle ayant une existence tout à fait indépendante et en dehors de la règle législative *positive*, ne sont pas, comme du reste toute autre sanction judiciaire, de l'essence du Droit criminel.

Qu'on nous permette d'invoquer ici l'exemple du Décalogue trois fois millénaire, mais toujours vivant. Tout en posant les normes criminelles fondamentales, les Tables de la loi ne font aucune allusion à la peine. Et pourtant, personne n'oserait nier que Moïse ne soit un législateur par excellence. C'est d'ailleurs à cette circonstance d'être tout à fait débarrassé de considérations comminatoires, de s'adresser tout droit à la justice humaine, que le Décalogue doit son immortalité et son prestige sans pareil parmi tant d'autres monuments législatifs que l'homme s'était construits.

V. Mais entendons-nous bien, nous ne disons pas que la peine

ne doit pas exister en Droit positif, bien qu'il y ait de grandes réserves à faire pour ce qui est de la légitimité de l'infliction des peines aux délinquants au nom de la prétendue défense sociale ; la sanction judiciaire est peut-être indispensable, du moins sous la forme des mesures de sûreté, mais, selon nous, elle n'a rien à voir avec le Droit criminel en tant que discipline juridico-scientifique.

Notre thèse se trouve affirmée par le fait qu'il existe aujourd'hui une science pénitentiaire. Si l'étude de la peine s'est détachée de l'ensemble de la criminologie pour former une science distincte, c'est qu'elle ne trouve pas sa place dans le Droit criminel proprement dit.

VI. Si donc nous faisons du droit pénal international, si nous souhaitons l'avènement du Droit criminel *universel* qui est, soulignons-le dès maintenant, le point d'arrivée du développement du droit pénal international, ce n'est point que nous soyons hanté par le désir de contribuer à l'universalisation du régime pénitentiaire, à l'aggravation du sort des malheureux délinquants, au renforcement de leur poursuite, ou même à la stabilisation et à l'unification internationales des mesures répressives — c'eût été là une œuvre d'ordre étatico-administratif, ou tout au plus *interétatico-administratif*, et n'aurait rien à voir avec le Droit pénal scientifique. Certes, le but suprême du droit pénal international, c'est d'anéantir le crime en quelque lieu qu'il sévisse, mais ce n'est pas par des méthodes pénitentiaires que notre science prétend y aboutir.

VII. Le droit pénal international, tout au moins celui de l'avenir, aura à compter beaucoup plus sur son ascendant moral que sur les sanctions répressives qu'il établirait. Par ses dispositions législatives qui relèveront directement de la justice humaine et qui seront universellement valables, le droit pénal viendra s'attaquer à la mentalité même du délinquant, à la conception que celui-ci se crée du crime. Et l'ébranlement de cette conception constitue le seul remède qui soit efficace pour détourner le malfaiteur de ses desseins dangereux.

AVANT-PROPOS

VIII. Quelle est en effet l'idée que se fait du crime le délinquant ? Pour lui, commettre un acte qualifié par la loi infraction, c'est une affaire comportant deux intérêts opposés : son propre intérêt à lui, et celui des autorités qui le poursuivent. Quant à l'intérêt de celui qui va directement souffrir, de celui qui va être sa victime, le criminel ne le voit même pas, à cause justement de cette empreinte de défense sociale qu'on a coutume de donner à des règles législatives répressives — il s'agit de défendre la société et non pas la victime. S'adonner à des méfaits, c'est courir un risque, voilà sous quelle lumière le malfaiteur envisage son activité criminelle. Courir le risque de se faire prendre par les autorités policières, c'est la seule difficulté qu'il ait à surmonter dans son entreprise délictueuse. Aucune considération d'ordre moral ne peut venir troubler son esprit, puisque l'idée de ne pas faire du mal à autrui, l'idée de la souffrance de la victime est, dans les lois répressives à caractère territorial, reléguée au dernier plan, pour être remplacée par la notion vague et insaisissable, même pour les esprits plus cultivés, de la défense de ce qu'on appelle tantôt Etat, tantôt Société.

IX. Un médecin-chef de la Maison Centrale de Montpellier¹⁾ nous dit que si l'on demande à une détenue, soit à son entrée dans l'établissement, soit au cours de sa détention, soit au moment de sa libération, le motif pour lequel elle a été condamnée, que ce soit pour vol, tentative de meurtre ou manœuvres abortives, elle répond invariablement 9 fois sur 10 par la phrase suivante : « On m'accuse de... » mais ne dira jamais « J'ai fait un vol » ou « J'ai commis une tentative de meurtre » etc.

C'est que toutes les préoccupations du criminel se concentrent sur ses accusateurs, qu'il considère comme ses adversaires personnels qui s'en prennent à lui et le poursuivent ; quant au mal et aux préjudices qu'il a causés par ses actions délictueuses, ils n'entrent point, pour lui, en ligne de compte.

X. Eh bien, tant que subsiste chez le délinquant cette concep-

1) Dr. Vigouroux, Les récidivistes, Rev. Int. dr. pén. 1933, p. 281 et suivantes.

tion du crime-risque, de la société-ennemi personnel, tant que les dispositions de Droit pénal restent imprégnées de cet effacement de l'intérêt de la victime devant le prétendu intérêt général du groupe ; tant que, dans la mentalité du criminel, assassiner un homme c'est s'attaquer à la vie sociale et non à celle de la victime, mentalité formée à la suite des législations pénales à esprit territorial et étatique, tant que cette mentalité subsiste, il est vain de songer à la suppression ou même à la diminution de la criminalité en ce monde. Bien au contraire, avec cette mentalité, tous les efforts du malfaiteur tendront à inventer toujours de nouveaux moyens de se soustraire aux poursuites. Jamais il ne lui viendrait à l'idée que s'abstenir de délinquer serait le meilleur moyen d'échapper à la punition. Il croirait à une lâcheté de sa part que de battre en retraite devant les entraves que met sur son chemin la société qui, d'ailleurs, dans son esprit, se confond avec le parquet ou encore avec le gendarme.

Celles, qui reviennent en prison, nous dit encore notre médecin-chef, toujours souriantes, sans émoi, n'assurent jamais qu'elles ne recommenceront pas. « Ce qui n'a pas réussi une fois, ni deux, affirme l'une d'elles, peut fort bien réussir la troisième fois. »²⁾

Même les conventions et les ententes entre les Etats, qui auront *uniquement* pour but de renforcer, sur le terrain international, la poursuite des malfaiteurs, l'élargissement de la compétence du juge de capture, l'uniformisation des peines etc., ne sauront en rien changer cet état de choses. Le délinquant n'y verra qu'une alliance conclue entre ses adversaires et dirigée contre lui. Il se verra, il est vrai, plus menacé, sa besogne lui deviendra plus pénible, mais il ne songera jamais à reculer et à arrêter sa néfaste activité ; il organisera peut-être avec ses acolytes des contre-alliances internationales et il tentera toujours « la chance ».

XI. On ne pourra aboutir à des résultats plus heureux qu'en modifiant complètement l'attitude que prend le criminel vis-à-vis de son forfait. Il faut que le délinquant se détourne du crime avec

2) Idem.

horreur et abomination, car il n'y a que cette façon d'agir qui soit véritable et efficace, et, pour qu'il le fasse, il est indispensable que l'impulsion vienne du dedans et non du dehors.

Créer chez les criminels cet état d'esprit qui les amènerait à méditer sur le crime en lui-même, sans tenir compte de la poursuite et de la peine, et à s'en détourner d'une façon spontanée et définitive — voilà ce que se propose d'atteindre le droit pénal international dans sa phase ultime d'un seul Droit criminel *universel*.

XII. Ce nouvel état d'esprit chez les délinquants, le Droit pénal universel saura le former, parce qu'il sera complètement débarrassé des préoccupations territoriales et étatiques. Le Droit pénal universel ne viendra pas fulminer des menaces de poursuite à l'adresse des criminels au nom de la Société ou de l'Etat, ni au nom de tous les Etats ensemble, ni même au nom de l'humanité ; mais il leur parlera au nom de la conscience humaine, au nom de l'humain tout court. Le criminel ne verra plus dans son crime un fait qui est poursuivi et puni par les autorités policières, mais une action contre laquelle se dresse de toute sa force la conscience des hommes de tous les pays et de tous les temps et que l'on fuit avec abomination. Il ne considérera plus sa néfaste activité comme étant une affaire entre lui et le juge ; il verra qu'en commettant un crime, ce ne sont pas les autorités judiciaires qu'il va froisser, mais qu'il agira contre le sentiment de justice propre à tout être humain, contre cette conscience morale qui abhorre tout mal causé par un homme à son semblable et qui gît également dans le tréfond de sa *propre* âme.

XIII. L'ascendant moral du Droit criminel universel devra être tel, que le délinquant, avant de perpétrer un crime, ne sera plus préoccupé uniquement de la façon et des moyens à employer pour échapper aux poursuites judiciaires, mais qu'il se mettra avant tout à réfléchir, et qu'il se demandera dans son for intérieur, si faire souffrir et porter préjudice à son prochain, n'est pas en contradiction flagrante avec ses intimes convictions mora-

les, avec la loi de sa propre personnalité humaine.

Le jour, où l'on aura réussi à insinuer à ceux qui sont tentés par le crime de telles méditations, on pourra considérer l'humanité comme complètement guérie du fléau de la criminalité.

XIV. Nous ne voulons pourtant pas préjuger sur le bien-fondé de la théorie du *criminel-né*. Il se peut fort bien que chez certains individus la poussée vers une activité criminelle soit inhérente à la structure particulière de leur vie psychique. Mais ceci ne veut pas dire, que le crime soit un phénomène fatal et inévitable. Naître criminel ne peut signifier autre chose que d'avoir une *prédisposition* anthropologique à s'adonner à une activité nuisible. Dire qu'on peut venir au monde avec le destin irrévocable de commettre par exemple un meurtre, est aussi irraisonnable que de prétendre qu'on peut être dès sa naissance appelé à tuer une personne *déterminée*, et rien que cette personne déterminée.

Dans la conception positiviste, peut-on tout au plus parler de l'existence des penchants criminels très accusés, et faisant partie de l'individualité du délinquant. Or, les penchants divers chez l'homme ne présentent, au fond, qu'une sorte d'énergie psychique accumulée et cherchant à se décharger. Si on leur laisse libre cours, c'est-à-dire, si la volonté du sujet reste neutre, ses penchants criminels trouveront tout naturellement une issue propice dans la perpétration des meurtres, des vols, des viols etc. Mais il ne faut pas oublier que la volonté, quoi qu'on en dise, reste chez le délinquant dont la mentalité n'est pas pathologiquement troublée, un facteur considérable. S'il veut, et s'il veut *réellement*, il saura parfaitement dominer ses inclinations dangereuses. Certes, étant par hypothèse innées en lui, ces inclinations ne pourront être tout à fait étouffées. Mais il ne s'agit guère de les étouffer, il s'agit simplement de les détourner, de les canaliser, de les forcer à chercher une issue ailleurs que dans les actes nocifs. En un mot, nous faisons ici appel à la *sublimation*, phénomène bien connu des théories *freudiennes* qui l'appliquent surtout à l'énergie sexuelle, mais qui est aussi certainement applicable à ce réservoir

de forces latentes, gisant au fond de la personnalité du délinquant.

XV. La question se ramène donc à trouver un moyen d'agir sur la *volonté* de celui qui se plaît à produire du mal à son entourage, de l'amener à reconnaître *lui-même* le caractère criminel de ses propres tendances, à les contrôler et surtout à *vouloir* les dominer. Du moment qu'il le *voudra*, même le criminel-né arrivera, de par sa propre force morale, à diriger ses énergies dangereuses vers d'autres issues et à les *sublimer* en des activités plus salutaires. Ce qui, à vrai dire, se produit en chacun de nous. Car, comme on l'a déjà dit, nous sommes *tous* des criminels-nés, et si nous ne commettons pas de crimes, c'est parce que nous *ne le voulons pas*, c'est parce que nous faisons tout notre possible pour avoir raison de nos propres instincts qui nous poussent à faire du mal à autrui.

Or, nous sommes persuadé que le Droit criminel universel avec son caractère purement humain, dégagé de toute considération particulariste et ne visant que les crimes en eux-mêmes, sera à même d'évoquer, même chez le criminel s'étant déjà révélé par ses faits, des réflexions introspectives de ce genre.

Telles sont les idées qui nous ont inspiré le dessein d'apporter notre modeste contribution au développement de la science du droit pénal international, précurseur direct du *Droit criminel universel*.

INTRODUCTION

Etudier les dispositions législatives polonaises relatives au droit pénal international, c'est étudier d'abord les articles 3 à 11, 60 et 113 du Code pénal, et ensuite les articles 31 et 643 à 650 du Code de Procédure Criminelle et l'art. 3 de la Loi sur les contraventions.

Mais ces textes législatifs sont loin d'épuiser, en cette matière, notre droit positif ; celui-ci devra être dans de nombreux cas complété par les coutumes et usages internationaux généralement admis. Citons à cet égard, en premier lieu, l'extradition qui n'est que très sommairement réglée par le Code de procédure criminelle.

Même dans le cadre des institutions prévues par la loi, une large liberté d'appréciation est laissée au juge, liberté dont il ne manquera certainement pas d'user en vue d'accentuer davantage l'idée déjà nettement exprimée par la doctrine et appliquée dans une certaine mesure par le législateur, de sortir la répression du crime du domaine des Etats particuliers pour la transférer sur le plan de la communauté humaine tout entière.

Donc, les textes législatifs sus-mentionnés, les usages et les coutumes internationalement établis, l'activité jurisprudentielle,

tels sont les éléments constitutifs du droit pénal international positif en Pologne.

Avant d'aborder l'objet proprement dit de notre étude, nous estimons rationnel et utile de donner, à titre de notions introductives, une idée générale de ce qu'est la science juridique appelée *droit pénal international*. Ces notions préliminaires formeront la première partie.

Avec la seconde partie nous entrerons au cœur même du sujet, puisqu'elle traitera des principes directeurs du droit pénal international posés par le législateur polonais.

La troisième et la dernière partie nous fera ressortir dans quelle mesure et sous quelle forme le droit pénal positif polonais entre en collaboration directe avec celui des autres Etats.

Chacune de nos trois parties sera divisée en un certain nombre de chapitres, suivant les questions à traiter. Les chapitres seront à leur tour divisés en sections respectives.

Enfin, après avoir ainsi épuisé notre sujet, nous tâcherons d'en tirer une conclusion générale.

Voilà le plan que nous adoptons pour l'étude qui va suivre.

P R E M I E R E P A R T I E

N O T I O N S P R E L I M I N A I R E S

CHAPITRE UNIQUE

CONCEPTION GENERALE DU DROIT PENAL INTERNATIONAL.

SECTION PREMIERE.

Définition et nature.

Le droit pénal international est la science juridique qui a pour objet de régler les rapports de droit pénal, toutes les fois qu'un ou plusieurs de leurs éléments revêtent un caractère d'extranéité. Les auteurs aiment à énumérer, dans la définition qu'ils donnent du droit pénal international, tous les cas où cette extranéité est susceptible de se présenter dans les rapports de droit pénal. Ainsi, d'après ces auteurs, le droit pénal international entrerait en jeu toutes les fois que de l'extranéité serait entachée, soit la nationalité de l'agent, soit le lieu de la perpétration de l'acte inculpé, soit tous les deux à la fois, soit enfin les actes accomplis par les autorités judiciaires à la suite de cet acte. Il nous semble pourtant que, dans une définition du droit pénal international, cette énumération des cas d'extranéité qui sont régis par notre discipline, est tout à fait superflue. D'ailleurs, il n'y a pas de différence essentielle entre ces deux genres de définition, l'objet de droit pénal international restant pour tous les deux le même.

Pour ce qui est de la nature du droit pénal international, il convient de distinguer entre le droit pénal international dans sa phase actuelle et celui de l'avenir, car notre science est, plus que toute autre discipline juridique, en pleine évolution, et sa nature dans l'avenir sera tout à fait différente de celle qu'elle possède de nos jours.

A l'heure actuelle, le droit pénal international relève à coup sûr du droit interne de chaque Etat particulier ; les dispositions législatives qui le concernent sont établies exactement de la même manière que toutes les autres lois pénales, par la même autorité, et avec la même souveraineté. Ne constituant aujourd'hui qu'un chapitre dans le code pénal interne, son contenu peut librement changer d'un pays à l'autre. La dénomination d'international lui vient uniquement en raison du caractère d'extranéité des rapports juridiques qu'il a à régler. Analogie complète, à ce point-là, avec une autre discipline juridique qui lui correspond en matière civile et qui est dénommée droit international privé. Donc, dans sa phase actuelle, le droit pénal international reste tout à fait à la discrétion du pouvoir législatif de l'Etat ; il est un droit purement interne.

Mais ce stade à prédominance étatique n'est que transitoire. Dans l'avenir, les dispositions ayant trait à la compétence des juridictions et des législations par rapport aux lieux et aux personnes, à l'autorité des jugements étrangers etc., ne seront plus établies d'après la volonté unilatérale de l'Etat, mais elles seront, au contraire, dictées par les intérêts supérieurs de la communauté interétatique. Le droit pénal international cessera d'être un droit interne, mis à la discrétion du législateur de chaque pays particulier, pour devenir un droit qui sera réellement international et placé au-dessus des visées territoriales des Etats. La diversité des systèmes de règlement des compétences entre les Etats différents disparaîtra ; il n'y aura qu'un seul régime du droit pénal international universel, valable pour tous les législateurs.

Il est vrai que tout ce que nous disons ici sur le droit pénal international s'applique aussi au droit pénal tout court, car le progrès du droit pénal ne consiste pas seulement dans l'universalisation d'un seul système qui réglerait les rôles respectifs et les collisions éventuelles qui peuvent se produire entre les législations répressives particulières ; le progrès consiste précisément à faire disparaître la cause des divergences existant entre les législations

de différents pays et dans la création d'un seul droit pénal uniforme et universel, qui soit mis au service de la communauté humaine tout entière, dans sa lutte contre le fléau de la criminalité. Donc le problème de l'universalisation concerne toutes les institutions du droit pénal, et il ne serait pas exagéré d'attribuer, d'une façon générale, un caractère transitoire à la nature de législation interne du droit pénal d'aujourd'hui. Mais à proprement parler, la question de l'universalisation du droit pénal en général est elle-même du ressort du droit pénal international.

Précisons notre pensée. Nous avons fait, dans notre définition, entrer dans le droit pénal international tous les rapports de droit répressif à caractère d'extranéité. Or, l'universalité de la loi pénale est à coup sûr un élément d'extranéité. Donc, dès qu'une disposition législative pénale est universalisée, elle entre par cela même dans le domaine du droit pénal international. On peut citer à cet égard l'exemple des délits du droit des gens. Dès l'instant où la répression de cette catégorie de délits a été universalisée, ceux-ci sont sortis du domaine du droit interne pour entrer dans celui du droit pénal international. Il en résulte que le droit pénal international voit son domaine grandir au fur et à mesure qu'augmente le nombre des dispositions de loi répressives universalisées, et le jour où toutes les lois criminelles de tous les Etats, universalisées et unifiées, relèveront d'un seul pouvoir législatif mondial, le droit pénal international s'identifiera avec le droit pénal universel et il aura alors atteint son dernier point de développement.

Il est donc erroné de croire avec M. Pella que « dans un avenir peu éloigné cette discipline (droit pénal international) disparaîtra ou, en tout cas, perdra progressivement de son importance », et cela à cause de l'avènement d'un seul droit universel à effets extraterritoriaux³⁾. Certes, le droit pénal international, avec le caractère de droit territorial qu'il revêt aujourd'hui, n'existera plus dans l'avenir, mais le propre de notre discipline est d'évoluer, de sortir pro-

3) La criminalité collective des Etats et le droit pénal de l'avenir, p. 165, 2^e édit.

gressivement du cadre du droit interne, pour devenir un droit extraterritorial devant s'imposer à tous les législateurs. Dire que le droit pénal international est appelé à disparaître avec le triomphe du droit pénal universel est aussi erroné, que de soutenir que le droit pénal en général devra un jour disparaître, car dans l'avenir il n'y aura plus de droits pénaux, mais un seul droit pénal universel. Notre science changera seulement de caractère et de nature, mais le droit pénal *universel*, loin de marquer la décadence du droit pénal international, constituera, au contraire, l'apogée et le dernier stade de son évolution.

Reste encore à préciser la place qu'occupe le droit pénal international dans la classification des sciences juridiques. Appartient-il au droit public ou au droit privé ? Les auteurs répondent à l'unanimité que c'est une branche du droit public, puisqu'il règle, affirment-ils les rapports entre l'Etat et les individus.

Pour nous, la question comporte une distinction, elle est d'ailleurs liée à une autre question concernant le droit pénal en général : le droit pénal est-il une branche du droit public ou du droit privé ? Ici encore, la presque unanimité des auteurs se met d'accord pour lui attribuer le caractère public. C'est l'Etat qui exerce la justice ; les dispositions qui ont trait à des infractions à la loi sont d'ordre étatique et relèvent, par conséquent, du droit public.

Mais cette manière de voir nous semble inexacte. Il faudrait, d'après nous, faire, en cette matière, une distinction fondamentale entre les délits du droit commun et les délits politiques. Les dispositions législatives qui règlent ces derniers ressortissent certainement au droit public. Les délits politiques sont des délits contre la chose publique, contre l'Etat ; ils concernent précisément les rapports entre les individus et l'Etat. Au contraire, les délits du droit commun sont des délits commis contre la chose privée, des délits que commettent les individus les uns contre les autres. Donc, les dispositions législatives ayant trait à cette catégorie de délits, règlent les rapports entre les individus et non entre ceux-ci et l'Etat. Elles établissent des limites à l'activité de l'individu à

l'égard de ses semblables, l'Etat n'y étant pour rien. On ne peut pas arguer de ce que la poursuite ne peut être exercée que par l'Etat, car la poursuite qui ne vient que sanctionner la règle législative, reste en dehors de la substance de la norme pénale elle-même. Tout au plus, peut-on dire, que le droit pénal *sanctionnateur* relève du droit public, mais le droit pénal en tant que posant des normes de conduite dans les rapports entre les individus appartient au droit privé, au même titre que le droit civil qui, lui aussi, règle les différentes relations entre les individus. D'ailleurs, là aussi, les individus en litige ne peuvent se faire justice eux-mêmes, là aussi c'est l'Etat seulement qui peut imposer son jugement aux parties, et pourtant personne n'a jamais pensé à considérer le droit civil comme une branche du droit public.

La même distinction entre les délits politiques et les délits du droit commun que nous venons de faire en vue de déterminer le caractère privé ou public du droit pénal en général, doit être faite aussi, quand il s'agit de déterminer à ce point de vue la nature du droit pénal international. Les textes réglant les délits commis contre l'Etat, soit par les nationaux, soit par les étrangers, soit à l'intérieur du pays, soit hors des frontières, sont toujours du ressort du droit public de l'Etat donné ; gardent, au contraire, leur caractère du droit privé, les dispositions législatives qui ont pour objet les délits du droit commun, alors même que ceux-ci comportent un élément d'extranéité. En effet, cette catégorie de délits, qu'ils se produisent sur le terrain interne ou sur le terrain international, concernent toujours des rapports répressifs entre les individus.

SECTION II

Historique

§ 1. Antiquité

Dans l'Antiquité, le droit pénal international, en tant que discipline juridique assise sur des principes solides et généraux, n'existait certainement pas. Sans parler de la période de la ven-

geance privée, où la répression n'était qu'une affaire à régler par la victime ou ses parents, même à l'époque où les peines ont commencé à être infligées dans l'intérêt général, on n'a jamais envisagé le problème de la répression criminelle sous l'angle du droit des gens. L'exclusivisme jaloux, propre aux groupements humains à l'aube des temps civilisés ne permettait guère de prendre en considération les intérêts extraterritoriaux. Les lois et les juges ignorent complètement tout ce qui n'intéresse pas directement le groupe ou ses membres. Voilà le principe. Mais déjà dans les sociétés du monde antique, çà et là, on découvre une orientation vers un esprit plus large, vers une certaine prise en considération, en matière répressive des intérêts à caractère d'extranéité. Citons-en quelques exemples.

En Grèce, l'infériorité des étrangers se traduisait tantôt par l'établissement d'incriminations spéciales, tantôt par celui de pénalités plus rigoureuses, tantôt enfin par celui d'une procédure et d'une compétence ne présentant aucune garantie de justice. Le régime de défaveur s'étendait également sous différentes formes aux infractions, dont les étrangers étaient non plus les auteurs, mais les victimes. Néanmoins, en pratique, et surtout à Athènes, on cherchait par divers moyens à adoucir le sort des étrangers, et, chose curieuse pour la vie juridique de l'ancienne Grèce, c'était seulement en marge de la loi que les étrangers pouvaient jouir d'une certaine bienveillance qui rendait leur état à peu près tolérable. Ce que les lois leur refusaient en droit, l'esprit hospitalier des indigènes le leur accorda dans la vie, situation singulière, car d'habitude, c'est l'inverse qui se passe, les injustices se faisant, en général, en marge de la loi.

A Rome, le régime répressif, comme d'ailleurs toutes les institutions sociales, était organisé sous le signe d'un nationalisme impérialiste et foncièrement égoïste. Les étrangers constituaient la dernière catégorie de personnes se trouvant sur le territoire de l'Empire Romain. A mesure que grandit la dignité et l'honneur

4) Cf. Donnedieu de Vabres, *Introd. à l'ét. du dr. pén. inter.*, p. 11 et suiv.

de la qualité de citoyen romain, la condition de celui qui avait eu le malheur de n'être qu'un misérable barbare allait en s'aggravant. Tout ce que fit l'Etat romain contre l'activité criminelle, il le fit uniquement en vue de sauvegarder sa domination impérialiste. Mais précisément, le fait de mettre le droit pénal au service de son hégémonie mondiale contribuait par une singulière fortune à l'avènement d'un système solide du droit pénal international. En effet, l'Empire Romain avait parfaitement réussi à soumettre sous sa domination un nombre considérable de différents peuples. Dès lors, il lui a fallu nécessairement organiser les rapports de droit pénal qui surgissaient entre lui et les ressortissants de ces peuples, et entre les différents ressortissants eux-mêmes. De là naquit un règlement de compétences criminelles législatives et juridictionnelles, ainsi qu'un système relatif à la force exécutoire des jugements étrangers et à l'extradition. Seulement, c'était là un droit pénal international non point juridique, mais foncièrement politique⁵).

Le seul peuple qui sût gravir d'emblée les hauteurs d'une justice parfaite, en matière répressive, ce fut le peuple juif. En Palestine, à l'époque où, dans tous les autres pays du monde antique, les étrangers étaient presque mis hors la loi, régnait dans toute sa majesté divine la législation mosaïque, qui se penchait avec la même sollicitude sur ceux qui venaient demander justice, citoyens ou étrangers, sans mettre aucune différence entre les personnes⁶). « L'étranger qui viendra demeurer parmi vous, sera comme celui qui est né parmi vous, vous l'aimerez comme vous-même »⁷). « Il n'y aura qu'une même loi et qu'une même coutume pour vous et pour ceux qui sont étrangers dans le pays »⁸). Voilà les idées qui étaient à la base du droit pénal international dans la conception biblique ; idées qui s'inspiraient d'une haute moralité et d'un sen-

5) Cf. *ibid.*, p. 13.

6) Deut. I, 15-17.

7) Levitique XIX, 33-34.

8) Nombres XV. 15; Cf. Donnedieu de Vabres, *Intr. à l'ét. du dr. pén. international*, p. 19.

timent parfait de justice égalitaire ; idées qui se trouvaient des dizaines de siècles en avance sur celles du monde antique.

Il n'y a d'ailleurs guère à s'étonner que le peuple, qui a donné au monde l'immortel Décalogue, ait été le premier à embrasser la notion d'une justice purement humaine.

§ 2. *Moyen âge.*

Un progrès énorme du droit pénal international se réalise au moyen âge à la période de naissance des communes. C'est l'époque où se forment les grands principes théoriques, qui sont encore aujourd'hui à la base du droit pénal international.

La protection juridico-pénale de la Cité italienne ne se limite pas à ses propres citoyens, elle s'étend également, dans une certaine mesure, aux individus d'origine étrangère. Certes, on ne va pas jusqu'à les assimiler tout à fait aux citoyens, devant la loi pénale, mais on ne se désintéresse pas non plus complètement de leur sort. On les renvoie notamment dans leur commune d'origine pour les faire juger par leurs propres juges. C'est à cette occasion que naît en matière de droit pénal la distinction entre la *lex fori* et la *lex loci*. En effet, le juge national qui devait juger l'individu renvoyé en raison d'un acte commis sur le territoire d'une autre commune, tout en appliquant sa propre loi, prenait pourtant en considération celle qui était en vigueur dans la commune où l'infraction en question était commise. C'était conforme à la théorie de Bartole, selon laquelle l'Etat, tout en gardant vis-à-vis de ses ressortissants un droit de punir absolu en quelque lieu qu'ils se trouvassent, devait pourtant appliquer, à l'égard des infractions commises hors du territoire, la loi sous l'empire de laquelle l'acte fut perpétré. Les statuts pouvaient d'ailleurs prévoir des exceptions à ce principe.

La pratique de renvoyer des étrangers devant leurs juges personnels, qui, vu l'autorité de Bartole, s'était généralisée dans toute l'Italie du nord au XIV^e siècle, est à l'origine de l'exter-

ritorialité pénale accordée par le droit moderne aux agents diplomatiques⁹).

A côté du principe de nationalité ou de domicile se développe aussi, au moyen âge, le principe territorial. En Italie, c'était surtout sous l'influence des glossateurs qui furent inspirés par les textes romains, qui consacraient d'une façon à peu près complète la territorialité de la loi pénale. En Allemagne, en France, en Espagne, en Flandre, la territorialité répressive pouvait se développer grâce à la « chaude poursuite » qui suivait immédiatement l'action et conduisait directement à la condamnation et à l'exécution de la peine. Le voleur pris en flagrant délit fut tout simplement pendu à l'arbre le plus proche¹⁰). Le régime de la chaude poursuite fut vite étendu à la poursuite tout court, et on en est arrivé ainsi à donner toujours la compétence au juge du lieu de l'infraction.

On peut trouver aussi une forte tendance vers la territorialité de la loi pénale dans le droit polonais du XIV^e siècle. Les Statuts de Casimir interdirent la pratique qui consistait à renvoyer les incendiaires et *oppressores virginum* de nationalité allemande dans leurs pays d'origine pour qu'ils y fussent jugés par leur droit national¹¹). Lesdits criminels devaient dorénavant être jugés par le tribunal et d'après le droit du lieu *delicti commissi*. Cette disposition vint évidemment porter une atteinte grave au principe de la personnalité active qui fut jusqu'alors très largement appliqué, en Pologne, aux étrangers. Les Statuts de Casimir font ainsi le premier essai d'introduction dans le droit pénal polonais du système répressif territorial.

Le développement de la territorialité pénale était encore favorisé par la procédure inquisitoriale du moyen âge. On se rendait notamment vite compte que c'étaient les autorités locales qui étaient les mieux placées pour procéder à la poursuite, et que c'était dans le lieu de la perpétration de l'acte inculpé que la réac-

9) Cf. Rappaport, Les étapes des tendances d'évolution en droit pén. int. Rev. dr. pén. et crim. 1934, p. 403.

10) Kohler, Internationales Strafrecht, p. 39 et suiv.

11) Idem, p. 45; v. texte cité p. Rappaport, op. cit., p. 403.

tion morale était la plus forte. En outre, le droit canonique se prononçait aussi toujours en faveur de la compétence du *forum delicti commissi*. Donc, déjà au moyen âge, le principe territorial, malgré le maintien et la pratique généralisée, dans la plupart des Etats européens, de la personnalité de la loi pénale, ne manqua pas de progresser et de faire prévoir son triomphe définitif ultérieur.

Enfin, le troisième système du droit pénal international, celui de l'universalité de la répression, se retrouve également dans le droit du moyen âge. En Italie notamment, les assassins furent considérés comme des criminels particulièrement dangereux et on fit admettre à leur égard la compétence du *iudex deprehensionis*. De même le *vagabundus*, celui qui n'avait pas de domicile déterminé, pouvait être partout saisi et jugé. Des historiens relèvent enfin quelques statuts qui prirent en considération, en matière de récidive, les infractions commises antérieurement à l'étranger¹²⁾.

Mais, à cette époque-là, le principe universel ne comptait pas beaucoup de partisans. Il ne fut pratiqué que grâce à l'autorité de Bartole qui s'est montré favorable à l'application de la répression universelle aux *hostes generis humani*.

On trouve encore un autre système qui ne pouvait se maintenir que dans l'atmosphère moyenâgeuse. C'était le système dit de Vargus, d'après lequel l'étranger qui lésait un citoyen, était traité sans égards, on permettait même de recourir contre lui à la vengeance privée. Ce système se trouvait — entre autres — appliqué par les statuts de la France du Sud¹³⁾.

§ 3. Temps modernes.

Les temps modernes apportent un essor considérable au droit pénal international et font ressortir encore davantage la nécessité d'établir des règles solides et générales dans la répression

12) Kohler, op. cit., p. 38.

13) Voir textes apportés par Kohler, op. citat., p. 50.

criminelle, sur le terrain interétatique.

Cet essor est d'abord marqué par la consécration définitive du principe territorial. Pour éviter toute hésitation qui pourrait exister à cet égard, en France, une ordonnance criminelle de 1670 dispose en termes formels que les délits sont punis là où ils ont été commis. Donc, en droit pénal, les étrangers sont traités de la même façon que les *subditi*. L'ancienne pratique de renvoyer les délinquants étrangers devant le juge de leur pays natal fut complètement abandonnée. On considérerait comme illogique et injuste, qu'un étranger profitant de l'hospitalité du pays pût se soustraire à des obligations établies par la loi.

Parallèlement au progrès du principe territorial se fait jour de plus en plus le système de la répression universelle. La poursuite du criminel appartient, il est vrai, à l'Etat où l'infraction a été commise, mais cet Etat doit l'exercer non seulement dans son propre intérêt, mais dans celui de la communauté interétatique tout entière. Le *jus puniendi* exercé par l'Etat doit être considéré comme une collaboration à la justice mondiale.

Il en résulte que, si c'est un autre Etat que celui où l'acte en question a été perpétré, qui s'empare du délinquant, ce sera à lui qu'appartiendra le *jus puniendi*, puisqu'il faut bien que, dans tous les cas, la justice reçoive satisfaction. De là, naît d'un côté, le principe universel qui attribue la connaissance de l'infraction au juge du lieu où le délinquant a été saisi et, de l'autre côté, le système qui impose à l'Etat de livrer l'accusé entre les mains de l'Etat territorial.

Mais ces deux systèmes, universalité de la répression et extradition, ne vont pas tarder à se combiner ensemble, pour former un système en quelque sorte synthétique : l'Etat qui saisit l'inculpé peut s'attribuer le droit de le juger, mais s'il ne le fait pas, s'il ne veut pas exercer son *jus puniendi*, il est de son devoir de le remettre aux autorités territoriales. C'est la célèbre formule des Hugo Grotius — *aut dedere, aut punire*, formule qui est à la base du droit pénal international moderne.

L'alternative de Grotius devient le point de départ de deux théories souvent confondues, mais qui, en réalité, demeurent distinctes : celle du droit pénal *subsidaire* et celle de *l'universalité de la répression*. Dans la première théorie, quand l'Etat ne livre pas l'accusé, il faut bien qu'il ait lui-même la compétence de le punir, puisqu'une infraction ne doit jamais rester impunie, mais cette compétence, il l'exerce toujours à titre subsidiaire, car, en premier lieu, la compétence appartient au juge territorial.

La théorie universaliste va plus loin. Tous les Etats, dit-elle, sont directement intéressés, et au même titre, à la répression du crime, en quelque endroit qu'il se produise. Il n'y a donc pas de raison de donner une préférence quelconque au juge territorial. Les autorités qui sont en possession de l'inculpé ont l'exercice de la compétence criminelle à titre *principal*, compétence qui ne vient pas suppléer à la carence d'une autre compétence préférable, mais qui est, au contraire, tout à fait indépendante.

Ce point de vue vraiment universel a été adopté par le droit pénal positif en matière de délits dits internationaux.

A l'heure actuelle, ces cinq systèmes répressifs : territorial, personnel, subsidiaire, extraditionnel et universel forment la charpente du droit pénal international.

SECTION III

Sources

Comme dans chaque discipline juridique, il y a deux sources principales du droit pénal international : la doctrine (A) et le droit positif (B).

A. Nombreux sont les auteurs qui ont écrit sur le droit pénal international, soit dans les traités spéciaux, soit en lui consacrant un chapitre dans leurs ouvrages sur le droit pénal en général. Les auteurs du droit international public s'occupent fort peu de notre discipline. Le droit pénal international n'ayant, en effet, rien à voir avec le droit international *sensu stricto*. Il y a une différence

fondamentale entre ces deux sciences juridiques. Les sujets du droit pénal international ce sont des individus, tandis que ceux du droit international public sont des Etats. La même solution doit être donnée quant à la classification d'une autre discipline juridique très apparentée à plusieurs égards avec le droit pénal international et qu'on appelle le droit international privé. Là aussi, malgré son caractère et sa dénomination d'international, nous avons affaire à des individus et non point à des personnes juridiques étatiques qui, elles, forment les seuls sujets du droit international public.

Les diverses théories que l'on rencontre chez les auteurs du droit pénal international peuvent être ramenées à deux grandes tendances nettement opposées : la tendance territoriale ou étatique et la tendance extraterritoriale ou universelle. Le système étatique part de l'idée que le droit pénal qui est établi par l'Etat représentant un certain groupement d'hommes, ne peut et ne doit servir que les intérêts de ce groupement. Donc chaque groupement territorial doit nécessairement avoir son propre droit pénal distinct de celui que possèdent les autres groupements. Et ce qui est vrai pour le droit pénal, en général, est vrai aussi pour le droit pénal international qui ne forme au fond qu'un certain nombre de dispositions insérées dans les législations des Etats particuliers. Ces dispositions doivent uniquement avoir en vue la défense des intérêts de l'Etat et de ses sujets.

Selon cette théorie, il est impossible et d'ailleurs non souhaitable de tenter, non seulement l'universalisation du droit pénal, mais même la création d'un système de droit pénal international qui soit commun à tous les législateurs. En partant de ces idées un auteur allemand a pu dire : « Il ne peut pas y avoir de droit pénal international uniforme pour tous les pays civilisés ; il n'y a que des dispositions qui déterminent, dans chaque législation pénale concrète, l'étendue de sa sphère d'application. De même que le Code pénal allemand se distingue dans sa partie spéciale de toutes législations en vigueur, de même les dispositions relatives à la

collision de normes répressives établies par le code futur allemand, se distinguera de n'importe quelle législation ¹⁴).

Mais cette théorie à but politique et égoïste est de plus en plus abandonnée au profit du système universaliste. Le droit pénal, il faut qu'il s'élève au-dessus des visées particulières pour servir la cause de la justice universelle. La criminalité est un fléau qui atteint et intéresse toute l'humanité, et il est du devoir de chaque législateur pénal de le combattre de son mieux en dehors de toute considération territoriale ou nationale. C'est seulement en se plaçant au point de vue des intérêts purement humains, que le droit pénal international répondra à son but scientifique.

C'est ce qui a fait dire à un autre auteur allemand que « le droit pénal international repose sur des données supérieures du droit pénal et sur sa signification pour l'humanité. Dans l'avenir on ne parlera plus en droit pénal international et en droit international privé des normes de collisions, ce qui est un point de vue bien rudimentaire, mais on parlera de la division des obligations culturelles entre les législateurs ; au lieu de collision on aura attribution ¹⁵).

Signalons encore une troisième théorie du droit pénal international d'une empreinte bien particulière, et qui a été émise par le criminologiste roumain M. PELLA. D'après cette théorie, le droit pénal international, tout au moins celui de l'avenir, aurait à établir la responsabilité pénale et à réprimer les faits criminels commis par les Etats eux-mêmes. Les sujets du droit pénal international ne sont pas, dans cette conception, les individus, mais les Etats, personnes collectives ; son objet de protection est le maintien de l'harmonie et de la paix dans la famille des nations.

Sans contester la portée morale et l'urgente nécessité de soumettre les Etats criminels à une répression internationale, il faut dire que la théorie de M. Pella pêche par une confusion des termes

14) Mendelsohn-Betholdy cité par Rappaport, *Principes du dr. pén. internat.*, p. 13.

15) Kohler dans sa préface, *op. citat.*

et par une erreur de classification. La responsabilité collective des Etats relève uniquement du droit international public : elle ne peut être réglée que sur le terrain politico-juridique. La détermination, l'application et l'efficacité des normes criminelles établies à l'égard des Etats, êtres collectifs, sont intimement liées au développement des institutions du droit international *sensu stricto* et le droit pénal international n'y est pour rien. Tout au plus, peut-on parler d'un droit pénal *interétatique*, terme d'ailleurs pris en considération par M. Pella lui-même¹⁶).

B. La seconde grande source du droit pénal international, c'est le droit positif, ce qui veut dire qu'il y a autant de sources du droit pénal international que de législations. Mais ceci n'est vrai que pour le stade actuel de notre science, car dans l'avenir les dispositions différentes du droit pénal international dans les législations particulières, sont appelées, comme d'ailleurs le droit pénal tout entier, à se confondre dans un système uniforme et universel qui constituera la seule et unique source du droit pénal international.

SECTION IV

Méthodes

A l'heure actuelle, le droit pénal international se sert de deux méthodes : législative et conventionnelle. Dans la première méthode, les dispositions de droit pénal international sont insérées dans un texte législatif interne et de ce chef, elles s'appliquent exactement de la même façon que toute autre disposition de loi. Cette méthode donne au droit pénal international plus de prestige, plus de vitalité, plus de solidité et enfin plus d'efficacité : c'est la méthode juridique.

La méthode conventionnelle consiste à faire revêtir au droit pénal international la forme de conventions et d'accords interna-

16) V. La criminalité collective des Etats et le dr. pén. de l'avenir, p. 155 et suiv. 2^e éd.

tionaux. C'est une méthode forcément limitative, puisqu'elle ne fait jouer les dispositions libérales du droit pénal international qu'au profit des pays avec lesquels on a conclu des accords. Le droit pénal international devient ainsi un droit conventionnel qui se crée d'une façon isolée, en marge de la législation pénale interne, et au gré des circonstances diplomatiques. C'est la méthode politique. Un exemple frappant en est donné par le droit extraditionnel qui, jusqu'à la fin du siècle dernier, formait presque partout un droit purement conventionnel et qui était, par conséquent, inspiré des intérêts politiques.

Ces dernières années, une autre méthode se fait jour de plus en plus ; elle est en quelque sorte une combinaison des deux méthodes précédentes. Nous faisons ici allusion aux conférences internationales pour l'unification du droit pénal. Des délégués des différents pays qui étaient à la veille de codification ou de réformation de leurs législations pénales internes, se réunissaient en des conférences périodiques pour discuter les questions de droit pénal qui étaient susceptibles d'être résolues d'une façon uniforme. Les textes arrêtés et votés à ces conférences devaient par la suite être insérés dans les lois et codes pénaux des pays qui ont été représentés aux conférences¹⁷⁾.

Les discussions préalables à une réunion internationale des représentants des diverses écoles et tendances assurent au droit pénal international de meilleurs solutions et la consécration législative postérieure des projets de textes, qui y ont été arrêtés d'une volonté commune, leur garantit le prestige et la solidité nécessaires. C'est la meilleure méthode, elle ouvre le chemin qui mène directement au droit péna universel, but final du droit pénal international.

Il ne reste qu'à souhaiter que ces conférences se multiplient, que le nombre de dispositions législatives portées à leur ordre du jour et votées aillent toujours en augmentant, jusqu'à ce que le

17) Jusqu'ici cinq conférences de ce genre ont eu lieu. V. bibl. à la fin du vol.

droit pénal tout entier soit uniformisé dans tous les pays. Des législations particulières uniformes à l'établissement d'un droit universel unique, il n'y aura qu'un seul pas à faire.

SECTION V

Rôle

Le rôle du droit pénal international peut être néfaste ou salubre, mais en tout cas, il n'est pas à négliger. Il serait néfaste, si le droit pénal international ne servait qu'à accuser davantage le but purement égoïste et autoritaire que poursuit l'Etat dans la répression de la criminalité. L'absolutisme des principes de la territorialité et de la personnalité active et passive, le désintéressement complet aux infractions et aux sentences pénales émanant des autorités étrangères ne font qu'attribuer au droit pénal international un caractère des plus dangereux pour la solidarité et la dances-là, on ne peut pas parler d'un droit pénal international, puisqu'elles excluent toute collaboration des Etats contre la criminalité en commun des peuples. A vrai dire, en présence de ces tentatives ; elles rendent impossible toute uniformisation du droit pénal, en un mot, c'est la négation du droit pénal international.

Mais le rôle du droit pénal international peut être et il est heureusement salubre pour les relations pacifiques entre les nations. En effet, les dispositions du droit pénal international établies par les législations modernes s'inspirent de plus en plus des intérêts extraterritoriaux. Elles visent non seulement la répression locale de la criminalité, mais aussi à combattre le crime en dehors de toute considération groupale. Elles y arrivent par l'atténuation du principe territorial, par le fait de s'intéresser aux infractions commises hors des frontières, par l'attribution d'une certaine autorité aux lois et aux jugements répressifs étrangers et surtout par la large place qu'elles font au système de l'ubiquité de la répression qui, selon nous, est le seul qui soit à même de nous conduire vers le droit pénal universel, qui, répétons-le, est le but essentiel

et la raison d'être du droit pénal international.

Plus une législation pénale se débarrasse des visées territoriales, plus elle s'inspire de l'idée de lutter contre le crime en quelque lieu qu'il se produise et quel qu'en soit l'auteur, plus elle assigne, dans ces dispositions, de place à des éléments internationaux, et plus grande est sa part dans le maintien et la consolidation de la vie pacifique entre les peuples.

Les pages qui vont suivre seront précisément consacrées à l'étude de ce que le législateur polonais a apporté dans cette collaboration pour la paix internationale.

DEUXIEME PARTIE

LES PRINCIPES DIRECTEURS DU DROIT PENAL INTERNATIONAL POLONAIS

Ces principes sont prévus dans le chapitre premier de la partie générale du Code pénal polonais intitulé « Sphère de la force obligatoire de la loi pénale », art. 3 à 11. Il convient encore d'y ajouter les articles 60 et 113 dans la partie spéciale.

En traitant les questions relatives au droit pénal international dans le Code pénal et non dans celui de la procédure criminelle, le législateur n'a fait que suivre la méthode adoptée par la plupart des codes et projets de codes les plus récents.

A chacun des principes directeurs nous allons consacrer un chapitre.

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCIPE TERRITORIAL

SECTION PREMIERE

Enoncé et portée

La territorialité de la loi pénale signifie que tous les actes punissables commis dans l'enceinte du territoire entraînent nécessairement et exclusivement la compétence législative et judiciaire du pouvoir souverain de l'Etat dont relève ce territoire.

La nationalité de l'agent n'est point prise en considération. Du moment qu'il a perpétré son acte sur un territoire soumis à l'autorité de l'Etat, l'individu, même étranger, se verra appliquer le même traitement répressif que s'il était un sujet de cet Etat.

Le principe découle de la souveraineté aujourd'hui indiscutablement illimitée de l'Etat, ainsi que de l'idée, aussi généralement admise, que le territoire forme un élément essentiel de l'Etat. Celui-ci ne pourrait nullement souffrir qu'un acte punissable commis dans un lieu soumis à sa souveraineté territoriale puisse relever d'une appréciation législative ou judiciaire autre que la sienne.

A y regarder de près la théorie territoriale, pour autant qu'elle régit les infractions commises à l'intérieur du pays, ne fait qu'appliquer l'idée de l'égalité des citoyens et des étrangers devant la loi pénale. Pour ce qui est de l'ignorance du droit, fort possible et justifiée chez les étrangers, on sait que la règle *nemo censetur ignorare legem* est plus fictive que réelle ; qu'il arrive souvent qu'on punisse des personnes qui, en fait, ignoraient le

caractère prohibitif de leurs actes ; il est donc parfaitement loisible de l'appliquer même à l'égard des étrangers.

La territorialité de la protection juridico-pénale, tout au moins par rapport aux infractions commises par les étrangers sur le territoire, est consacrée à l'unanimité par la doctrine et les législations les plus récentes. Et lors de la rédaction du Code pénal polonais aucun doute ne pouvait surgir quant à son introduction dans notre législation répressive. La question était seulement de savoir, le principe même de la valeur territoriale de la loi pénale étant admis, quel genre d'atténuation il importait d'y apporter et dans quelle mesure. On verra par la suite qu'en fait, le nombre de tempéraments apportés par le législateur polonais au principe territorial est considérable.

Toutefois, sous l'angle où nous l'envisageons ici, c'est-à-dire sous celui des infractions accomplies sur le territoire, l'application du principe territorial ne souffre, en droit polonais, aucune exception, elle s'étend notamment même aux contraventions (art. 2 de la Loi sur les contraventions de 1932).

Le principe territorial peut, dans un texte législatif, être formulé de deux manières : on peut soit disposer *expressis verbis* que la loi pénale s'applique aux citoyens et aux étrangers qui ont commis une infraction sur le territoire, soit disposer que la loi pénale régit tous ceux qui, au moment de l'infraction, se trouveraient sur le territoire. Il ne s'agit évidemment ici que d'une question de pure forme, le résultat étant dans l'une et dans l'autre rédaction exactement le même.

Le Code polonais a adopté la seconde formule et dispose dans l'art. 3 § 1 que « la loi pénale polonaise est applicable à toutes les personnes qui ont commis une infraction sur le territoire de l'Etat Polonais ».

SECTION II

Historique

L'origine historique du principe territorial en matière pénale remonte en Pologne aux Statuts du roi Casimir¹⁸⁾, qui interdirent de renvoyer certains délinquants d'origine allemande dans leurs villes natales pour y être jugés par leurs lois nationales. Puis une série de Constitutions soumettaient en termes formels les étrangers au droit pénal local.

Ainsi le Statut Lithuanien où il est dit que : « les étrangers et tous ceux qui viennent habiter dans le grand Duché Lithuanien, quels que soient leurs propres mœurs, seront jugés là, où ils auront commis leurs infractions »¹⁹⁾.

Sur les terres dépendant de la Couronne la pratique de traire les étrangers devant les tribunaux répressifs fut même très fréquente. La preuve en est fournie par le registre des malfaiteurs du bailliage de Sanok datant de 1554 à 1638. On y lit à plusieurs reprises que des sujets étrangers comparurent devant les tribunaux polonais. Ainsi, en 1597, ont été traduits devant le tribunal répressif de Rymanow des *Hungari falsae monetae cudores* qui étaient arrivés en Pologne pour la diffuser.

On trouve même de curieuses dispositions de loi imposant aux propriétaires des hôtels, auberges, débits de boisosns et d'une façon générale à tous ceux qui donnèrent hospitalité aux étrangers, l'obligation de les faire mettre au courant des dispositions essentielles de la législation pénale en vigueur dans la localité (p. exp. les questions tenant aux pratiques religieuses, interdiction de formation des sectes, etc.). La Constitution de la ville de Dantzic de 1525 en donne le motif en disant « *ut quilibet hic et in Dominis Nostris existens se voluntati ac Mandatis Nostris accomodare sciat et possit* »²⁰⁾.

18) V. supra.

19) Texte apporté par Makarewicz, Droit pénal polonais, partie générale, p. 34.

20) Apporté par Makarewicz, op. citat., p. 35.

Ces précédents historiques remontant loin dans le passé de la Pologne démontrent nettement que le législateur polonais, en consacrant le caractère territorial de la loi pénale, n'a pas seulement suivi l'exemple donné, en cette matière, par les législations étrangères, mais bien mieux, en le faisant, il est resté fidèle à la tradition historique polonaise et n'a fait que continuer le développement d'un principe juridique posé par l'ancien droit pénal national.

SECTION III

L'étendue du territoire

Le champ d'application de la loi pénale étant le territoire, une question primordiale se pose de savoir ce qu'il faut entendre par le territoire. La réponse à donner à cette question comporte la division suivante :

1° étendue réelle. 2° étendue fictive.

§ 1. *Etendue réelle.*

Le territoire réel d'un Etat est constitué par son domaine géographique dans le sens le plus large. Il comprend, non seulement le continent du pays, les ports, les havres, les rades, mais aussi toutes les eaux intérieures et littorales, ainsi que l'espace atmosphérique au-dessus du territoire tel qu'on vient de le délimiter.

La détermination des eaux intérieures d'un Etat ne présente aucune difficulté. Ce sont toutes les eaux qui arrosent le territoire. Il faut y faire entrer également la partie d'un fleuve international qui parcourt le pays. L'internationalisation d'un fleuve n'a trait qu'à la libre navigation de tous les Etats, mais elle ne saurait créer d'exterritorialité d'aucune sorte. Les infractions commises sur un fleuve international seront à coup sûr considérées comme commises sur le territoire de l'Etat riverain, et tomberont par conséquent sous le coup de la loi pénale locale. La même situation se présente en matière de détroits. Là aussi, tout en ouvrant la

navigation à tous les Etats, on reconnaît pourtant la souveraineté de l'Etat titulaire.

On trouve plus de difficultés, par contre, quand il s'agit de déterminer ce qu'il faut entendre par les eaux côtières. C'est la question de l'étendue de la mer territoriale, connue en droit international public. L'existence même d'une bande de mer baignant les côtes, soumise à l'autorité de l'Etat territorial, est hors de doute, mais ce qui soulève des difficultés, c'est la fixation de la largeur de cette bande de mer.

Sans entrer dans l'analyse des systèmes différents qui ont été proposés par les internationalistes et qui changent d'ailleurs d'une époque à l'autre, on peut dire, d'une façon générale, que la mer territoriale est formée par les eaux côtières que l'Etat territorial est à même de dominer. Une infraction commise dans cette partie de la mer entraînerait la compétence territoriale de l'Etat littoral.

Les limites du territoire, autres que la mer, sont fixées par des traités et accords internationaux. Cependant, si c'est un fleuve qui constitue la ligne frontière entre deux Etats, la limite de la sphère d'application de la loi pénale peut ne pas toujours se confondre avec celle prévue par les accords politiques. En effet, au point de vue politique c'est le *Talweg*, c'est-à-dire l'endroit de la plus grande profondeur du fleuve, qui sert de ligne de démarcation entre les deux Etats riverains, tandis, qu'en matière pénale, il faudrait décider que c'est le milieu géométrique du fleuve qui déterminerait la compétence territoriale à l'égard d'une infraction commise dans la partie du fleuve en question. Car la reconnaissance du *Talweg* ne concerne que les possibilités à donner aux deux Etats riverains de profiter de la navigation, et pour celle-ci le *Talweg* est de première importance. Mais si le *Talweg* ne se couvre pas avec le milieu géographique du fleuve, il n'y a pas de raison pour que celui-ci n'en reste pas moins l'endroit où s'arrête la souveraineté territoriale de l'Etat.

§ 2. *L'étendue fictive.*

Le territoire fictif de l'Etat comprend tout endroit qui, tout en ne faisant pas matériellement partie du sol national, reste pourtant soumis au pouvoir territorial de cet Etat. En matière pénale, la fiction aura comme résultat que toute infraction, qui aura été accomplie dans un tel endroit, sera juridiquement censée avoir été commise sur le territoire et qu'elle relèvera de ce chef du jus puniendi de l'Etat territorial.

L'extension fictive du territoire se retrouve dans plusieurs hypothèses.

A. Navires et aéronefs.

Un navire ou tout autre moyen de communication fluviale, aussi longtemps qu'il se trouve dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale, ne forme pas une extension du territoire. C'est le territoire même, et ce n'est pas cette hypothèse-là que vise l'art. 3 § 1, en parlant des navires polonais. La fiction ne commencera à jouer que lorsque le navire aura quitté les eaux territoriales ; il est détaché alors du territoire proprement dit et l'on ne peut plus parler que d'une quasi-territorialité.

Deux situations sont à envisager qui recevront des solutions inverses. D'abord celle d'un navire en pleine mer.

La pleine mer est libre ; aucun Etat ne peut prétendre y exercer une souveraineté quelconque. Rien n'empêche donc à ce que le navire se trouvant en pleine mer ne soit soumis à la loi territoriale de l'Etat dont il bat pavillon.

Le navire qui, relativement aux rapports de droit civil et de droit administratif, est considéré comme faisant partie du territoire de l'Etat dont il relève, doit l'être aussi à l'égard de la loi pénale. Tous les délits commis à bord d'un navire polonais voguant en pleine mer sont de la compétence du jus puniendi de l'Etat Polonais (art. 3 § 1), exactement de la même façon que s'ils étaient commis sur le territoire. Ce qui est vrai pour le navire même l'est également pour tous ses accessoires, tels que canots,

ponts de navire, et autres objets étant à la portée directe des personnes qui se trouvent à bord.

La seconde hypothèse est celle du navire dans son passage ou stationnement dans les eaux étrangères. La situation est ici plus délicate. La souveraineté quasi-territoriale de l'Etat du navire se heurte à celle exercée par les autorités locales. L'application donc de la loi pénale aux infractions commises sur un navire, alors que celui-ci se trouve dans un endroit relevant d'un autre Etat présenterait de grands inconvénients d'ordre politique et pratique. De plus, l'admission d'une telle extraterritorialité obligerait l'Etat d'accorder les mêmes droits aux navires étrangers stationnant dans ses ports à lui, ce qui, vu l'internationalisation continuelle des fleuves, ne serait ni commode à réaliser et ni même souhaitable. Du reste, l'Etat n'a guère d'intérêt à soustraire les infractions en question à la compétence de l'Etat où elles ont été commises.

Aussi la plupart des législateurs ont-ils jugé plus opportun de ne point appliquer le principe territorial à l'égard des actes punissables perpétrés dans les conditions susdites. Certains législateurs le disent même expressément. Ainsi le Code pénal norvégien de 1902 § 12 - 1° qui rend applicable la loi territoriale « aux actes condamnables commis à l'intérieur du pays, y compris les navires norvégiens en *pleine mer* ». Le Code polonais ne le fait pas d'une façon aussi explicite, mais il résulte indiscutablement des travaux préparatoires, comme nous l'avons dit plus haut, que c'est à cette hypothèse-là que se limite l'extension fictive du territoire en matière de navires²¹).

Tout ce que nous venons de dire sur les navires s'applique également aux aéronefs. Les aéronefs polonais qui se trouvent en air libre sont soumis à la territorialité pénale de l'Etat Polonais, ceux qui volent dans un air relevant de l'autorité d'un autre Etat

21) V. en sens contraire le proj. de c. p. § 4 al. 2 allemand qui parle formellement des délits commis sur les navires et aéronefs allemandes en quelque lieu qu'ils se trouvent; de même c. p. italien, art. 4, al. 2.

échappent à cette territorialité. Seulement, il convient de rappeler qu'à l'heure actuelle, l'air libre ne subsiste qu'au-dessus de la pleine mer ou au-dessus d'un territoire sans maître, car tout autre espace d'air, sans tenir compte de sa hauteur, fait partie du territoire de l'Etat sous-jacent.

Il reste enfin entendu que nous ne visons ici que les navires et les aéronefs de commerce. Pour ce qui est des navires et aéronefs militaires ils sont régis par des règles spéciales. L'exterritorialité joue à leur égard d'une façon absolue, elle s'applique même quand les navires et les aéronefs se trouvent dans les eaux, territoire ou air étrangers. Les délits commis sur un navire ou un aéronef militaire polonais ne peuvent jamais ressortir à une loi et juridiction pénales autres que celles de l'Etat Polonais.

Si le Code ne fait pas expressément de distinction entre navires et aéronefs de commerce et ceux de guerre, c'est qu'il ne lui appartient pas de s'occuper des questions dont la réglementation est plutôt du ressort du code pénal militaire. D'ailleurs, l'application exclusive de la loi pénale nationale à l'égard de l'armée ou de toute autre unité militaire, sans qu'on prenne en considération le lieu où elles se trouvent, ne se prévaut guère du principe territorial, mais elle s'appuie plutôt sur des coutumes et usages internationalement reconnus.

En somme, la loi pénale polonaise est applicable à tous les navires et aéronefs qui flottent sous le pavillon polonais sans aucune exception, pour autant qu'ils se trouvent en pleine mer ou en air libre ; elle n'est applicable, au contraire, à ceux qui se trouvent dans les eaux, territoires ou air étrangers, que s'ils sont attachés à l'autorité militaire polonaise.

B. Territoire sans maître.

Cette hypothèse est aujourd'hui d'une portée pratique très restreinte. Il n'existe plus, à l'heure actuelle, de territoires qui ne soient pas soumis à une autorité étatique. Mais si le cas se présentait, si par exemple au cours d'une expédition polonaise dans les régions polaires, une infraction était commise par un de ses

membres sur un territoire sans maître, elle relèverait du jus puniendi polonais, sans qu'on tienne compte de la nationalité de l'auteur (arg. art. 7 b).

Il est vrai que, si c'était un autre Etat qui se fût emparé du délinquant, il aurait pu, lui aussi, faire valoir sa compétence à l'égard des actes punissables commis sur un territoire sans maître. Et certains auteurs veulent précisément y voir une application du principe de l'universalité du droit de punir, selon lequel tous les Etats sont appelés à exercer leur jus puniendi là où le pouvoir territorial fait défaut. Mais il nous semble pourtant qu'en droit positif, la compétence d'une loi pénale donnée à l'égard des infractions accomplies en territoire sans maître procède plutôt de l'idée que chaque Etat se considère comme le souverain virtuel d'un territoire non encore soumis à une domination étatique. C'est pour cela que nous faisons figurer le territoire sans maître parmi les extensions fictives du territoire.

C. Pays soumis à la juridiction consulaire.

Dans un certain nombre de pays d'Orient, dont l'organisation judiciaire ne fournit pas assez de garanties aux justiciables européens, les consuls des Etats d'Europe sont compétents pour connaître des infractions commises, dans le ressort de leur territoire consulaire, par les sujets de leur Etat. Ce sont des pays dits de capitulation.

Il y a là également une sorte de territorialité fictive : les actes punissables commis dans les pays de capitulation, par des nationaux, sont traités, de la même façon que s'ils l'étaient sur le territoire.

Cependant, à l'envisager du côté de l'Etat ayant le privilège de juridiction, on y verra une application du principe personnel largement compris : les ressortissants des pays européens continuent à être régis, dans les pays de capitulation, par leurs lois d'origine et à être jugés par leurs propres juges en raison de leur

qualité de citoyen d'un Etat qui bénéficie du régime de juridiction consulaire²²).

SECTION IV

La détermination du lieu de l'accomplissement de l'infraction

Le principe territorial comporte deux éléments : le territoire et l'action délictueuse. Ce que présente l'élément territoire, nous venons de le préciser. Il nous reste donc à présent à étudier le deuxième élément, à savoir l'action.

Abstraction faite des actes préparatoires qui, eux, ne peuvent pas à coup sûr influencer sur la détermination de la compétence territoriale, à moins qu'ils ne soient dangereux et punissables par eux-mêmes, la question se pose pour les phases par lesquelles passe l'action délictueuse proprement dite.

Ces phases sont au nombre de trois. La première, c'est l'accomplissement de l'action par un mouvement corporel de l'agent. La seconde, c'est celle où l'action est en cours, où les forces, une fois déclenchées, se développent par la causalité naturelle. La dernière phase de l'action, c'est son aboutissement au résultat voulu par l'agent.

Or, il peut arriver que ces différentes phases de l'action délictueuse se déroulent sur des territoires divers. La question est donc de savoir laquelle d'entre elles, dans un cas pareil, décidera de la compétence territoriale.

Pour ce qui est de l'Etat où l'action fut déclenchée, il n'est pas douteux qu'il ne soit territorialement compétent pour la juger. En effet, ce qui provoque la réaction répressive, c'est le déclenchement, c'est la mise en mouvement des forces propres à consommer l'acte punissable. Tout ce qui se passe après : le développement mécanique de l'action déclenchée, l'effet, ne nous servent qu'à une qualification rétrospective du premier mouvement qui

22) Nous laissons de côté la question des endroits hors frontières occupés militairement qui est du ressort du droit international public.

constitue l'infraction à la loi proprement dite. S'il n'en était pas ainsi, si le caractère délictueux de l'action ne pouvait être établi que lorsque celle-ci aura passé par chacune des trois phases indiquées, il n'aurait jamais pu être question de punir la simple tentative. S'il y a possibilité de punir la tentative, c'est que justement l'élément délit est parfait, dès que les forces naturelles devant aboutir à la consommation de l'acte donné sont mises en mouvement.

Dès lors, si le moment délictueux de l'action se manifeste uniquement dans le mouvement corporel de l'agent, c'est donc lui seulement qui fait intervenir la loi pénale. Et bien entendu, il fait intervenir cette loi pénale, qui se trouve violée, c'est-à-dire celle qui est en vigueur là où le déclenchement de l'action se produit.

Il en résulte, au moins à s'en tenir strictement au rapport de cause à effet qui existe entre la perpétration de l'acte punissable et l'intervention du jus puniendi qu'il ne peut jamais y avoir plus d'une seule compétence territoriale, à savoir celle où l'action fut accomplie. L'Etat où continue l'action ou celui où l'effet se produit, n'ont aucun titre à revendiquer la compétence territoriale, car leurs territoires, n'ayant été que les terrains où jouaient simplement les causes naturelles indépendamment de la volonté de l'auteur, n'ont point été délictueusement touchés.

Ce point de vue d'une logique rigoureuse avait été primitivement adopté par l'avant-projet de code pénal polonais de 1922, où le territoire de l'infraction était seulement celui où l'acte d'exécution avait été tenté ou accompli.

Mais sous l'influence d'un très grand nombre de législations et de projets de codes pénaux étrangers²³), et surtout peut-être, en s'inspirant du projet de textes législatifs unifiés, votés à la première Conférence pour l'unification du droit pénal qui se tenait

23) Projet tchécoslovaque § 8; loi argentine du 29-X-1921, art. 1er; c. p. italien art. 6 al. 2; Cf. aussi résolutions de l'Institut du droit international dans sa session du 17-IX-1883 à Munich, Annuaire vol. I, p. 1185, ainsi que ses résolutions à la session de Cambridge, An. 1931-II, p. 118.

à Varsovie en 1927²⁴), les rédacteurs du code pénal ont trouvé, par la suite, nécessaire de donner une portée extensive à la notion du lieu de l'infraction, en considérant l'acte inculpé comme étant commis sur le territoire polonais même « lorsque l'effet délictueux s'y est produit ou devait s'y produire suivant l'intention de l'auteur » (art. 3 § 2).

Il en résulte que, dans le cas où une infraction serait accomplie sur un territoire et où l'effet se produirait sur un autre, les deux Etats en présence seront territorialement compétents pour en connaître. C'est peu logique, car, comme nous avons déjà dit, la loi de l'Etat où s'est produit l'effet n'a guère été territorialement violée, le résultat atteint n'étant que la conséquence naturelle des causes mécaniques d'une action délictueuse commise ailleurs ; la volonté de l'agent, condition essentielle de toute punition, n'est plus pour rien dans cette phase.

Pourtant cette disposition peut se justifier par l'idée que le résultat criminel provoque un trouble dans les sentiments de justice du pays où il se produit et rend par là nécessaire l'intervention du jus puniendi local.

Toutefois, il convient de bien distinguer, en cette matière, entre l'effet immédiat produit par l'action et le résultat définitif qui s'ensuivrait ultérieurement. Un individu dans le territoire A tire sur une personne dans le territoire B ; la victime blessée se rend dans le territoire C et, après un certain temps, elle y succombe à la suite des blessures. Les blessures, c'est l'effet immédiat de l'action criminelle, tandis que la mort de la victime qui s'est produite ultérieurement, c'est le résultat définitif ou la réussite de l'action.

Dans l'exemple précité, si l'on suppose le territoire polonais prenant la place soit de A, soit de B, la loi polonaise territoriale sera compétente en vertu de l'art 3 § 2. Par contre, à supposer que le territoire polonais prenne la place de C, la territorialité de la loi polonaise serait hors de cause. Le territoire C ne reste

24) Actes, p. 131, res. A. art. 1er al. 3 in fine.

en effet en aucune liaison avec l'action criminelle proprement dite; le résultat définitif qui s'y était produit ne vient que caractériser une action qui a eu lieu dans un autre territoire. Le même raisonnement, nous l'avons appliqué également à l'égard de l'effet immédiat produit par l'action, mais enfin, en droit positif, il n'est vrai qu'en ce qui touche le résultat définitif.

Faisons enfin remarquer que pour rendre applicable la loi polonaise, il n'est guère indispensable que l'effet se produise *réellement* sur le territoire polonais ; il suffit que, dans l'intention de l'auteur, il doive s'y produire. Un acte punissable qui a été entrepris à l'étranger dans le dessein de lui faire produire des effets en Pologne, entraînerait la compétence territoriale polonaise, alors même que ces effets voulus ne se sont pas produits ou se sont produits ailleurs.

Il ne faut pas distinguer à cet égard entre les crimes et les délits puisque, en droit polonais, la tentative est punie dans le premier cas aussi bien que dans le second.

Reste encore à dire un mot sur la détermination de la territorialité pénale en matière de complicité. La loi polonaise ne prévoit guère ce cas, mais il faut décider que la loi territoriale sera applicable à des actes de complicité commis sur le territoire indépendamment du lieu où se déroulerait l'activité de l'auteur principal.

SECTION V

Exceptions au principe territorial

Ces exceptions sont, à proprement parler, très nombreuses, car il faut qu'on y fasse entrer les systèmes personnel, réel, universel, la prise en considération des lois étrangères etc., autant de matières qui feront l'objet des chapitres suivants.

Ici nous ne visons qu'une seule catégorie d'exceptions, celle qui porte atteinte au principe territorial dans sa manifestation positive. La territorialité de la loi pénale peut, en effet, se pré-

senter sous deux aspects : positif et négatif. Le premier se manifeste par le fait que la loi pénale s'applique, à l'exclusivité de toute autre loi, à tous les actes punissables perpétrés sur le territoire ; le second aspect consiste à ce que le législateur territorial se désintéresse complètement de toutes les infractions qui sont commises hors de frontières et de tous les actes judiciaires émanant des autorités judiciaires étrangères.

Il y a deux cas où la loi polonaise ne sera pas applicable aux infractions commises sur son propre territoire : celui de l'exterritorialité des agents diplomatiques et celui de l'immunité parlementaire.

Les agents diplomatiques étrangers séjournant en Pologne sont soustraits aux juridictions répressives locales. C'est une exception bien grave à la règle générale que tous les actes perpétrés sur le territoire en violation de la loi polonaise sont de la compétence du juge polonais, exception qui ne peut se maintenir que basée sur une réciprocité internationalement assurée.

L'origine historique de cette institution peut être rattachée au droit du moyen âge où le seigneur pouvait évoquer toute affaire concernant ses propres sujets et de les soustraire de la sorte à la juridiction du pays où les infractions s'étaient produites. On peut aussi voir dans les privilèges accordés aux agents diplomatiques un vestige de l'inviolabilité pratiquée de tout temps à l'égard des légateurs que s'envoyaient les Etats belligérants en vue de pourparlers²⁵⁾.

Le Code pénal ne parle guère de l'exterritorialité des représentants diplomatiques étrangers. La question est pourtant législativement réglée par l'art. 31 du Code de procédure criminelle de 1928, ce qui prouve que le législateur polonais considère les privilèges dont bénéficient les agents diplomatiques comme étant d'ordre procédural. En effet, la soustraction de ces personnes à la compétence du juge polonais n'enlève pas aux infractions par eux accomplies leur caractère délictueux ; cette soustraction ne con-

25) Makowski, Droit Pénal, p. 129.

cerne que *l'exercice* du jus puniendi territorial. Ainsi, l'acte même restant une infraction aux yeux de la loi pénale, les autorités polonaises pourront en tirer des conséquences politiques.

Néanmoins, il convient de souligner que beaucoup d'auteurs et de lois étrangères estiment que les dispositions relatives à l'exterritorialité des agents diplomatiques sont du ressort du droit matériel et non de celui de la procédure²⁶). Dans cette conception, on se prévaut de la considération que les personnes privilégiées ne pourront plus être inquiétées des actes punissables qu'elles avaient commis au moment où elles avaient la qualité d'agents diplomatiques, alors même qu'elles ont perdu cette qualité depuis. Si le privilège, dit-on, n'avait trait qu'à la poursuite, celle-ci aurait pu avoir lieu, une fois la cause du privilège disparue. Si la poursuite n'est jamais possible, c'est qu'il n'y eut pas d'infraction.

Les personnes soustraites à la compétence des tribunaux polonais sont: a) les représentants diplomatiques accrédités en Pologne; b) le personnel de la représentation diplomatique d'un Etat étranger accrédité en Pologne; c) les membres de la famille des personnes mentionnées sous les lettres a) et b); d) le personnel de chancellerie de la représentation; e) les gens en service chez les représentants et de la même nationalité qu'eux; f) les autres personnes bénéficiant du privilège d'exterritorialité en vertu des lois, convention ou coutumes internationales généralement admises (art. 31 § 1^{er} du Code de proc. crim. modifié par la loi du 21 janvier 1932). Le § 2 du dit article ajoute que ces dispositions ne feront pas obstacle à l'application de la rétorsion et qu'elles ne concernent pas les citoyens polonais.

Signalons enfin que le privilège d'exterritorialité est purement personnel. Il ne s'étend pas p. exp. à l'hôtel de l'Ambassade. Un délit perpétré dans l'enceinte d'une ambassade étrangère en Pologne est perpétré sur le territoire polonais. On n'admet plus aujourd'hui la fiction qui consistait à faire considérer les terrains occupés

26) Cf. projet de texte de dr. pén. int. à insérer dans le code pénal polonais proposé par M. Travers, Com., de cod., rec. gén.

par une ambassade comme juridiquement attachés au territoire de l'Etat qu'elle représente. Une question délicate se poserait quant à l'arrestation de l'agent, car, d'après les coutumes internationales, les autorités judiciaires locales n'auront pas le droit de s'introduire dans l'hôtel de l'ambassadeur sans y être invitées par lui. Mais la procédure de l'extradition est certainement hors de cause.

L'existence de la deuxième catégorie de l'infraction soustraite à la territorialité de la loi pénale est impliquée par l'immunité parlementaire. Ici l'exception joue au profit de ses propres citoyens. Les parlementaires de deux Chambres ne peuvent être poursuivis en raison des actes punissables qu'ils commettraient dans l'exercice de leurs fonctions. S'ils se rendaient coupables d'une infraction à la loi pénale en dehors de leurs fonctions parlementaires, ils pourraient être poursuivis, mais après qu'on aurait obtenu l'autorisation de la Chambre respective.

A vrai dire, dans l'immunité des députés et des sénateurs, il s'agit plutôt d'un privilège à l'égard d'un objet d'activité parlementaire, et non à l'égard de la personne du député ou du sénateur²⁷⁾.

CHAPITRE II

LE PRINCIPE DE LA PERSONNALITE ACTIVE

Nous venons d'étudier le principe territorial tel qu'il se manifeste par son côté positif ²⁸⁾. On a vu que, de ce côté-là, sauf d'insignifiantes exceptions, il trouva en droit polonais une consécration formelle et absolue. Si maintenant on devait l'appliquer avec la même rigueur dans sa manifestation négative, le principe territorial nous amènerait à ignorer complètement la criminalité qui se développe parmi la grande communauté humaine restant en dehors de nos frontières territoriales. Il est facile à prévoir combien les relations pacifiques entre les peuples en souffriraient, et

27) Cf. Makowski, op. citat., p. 131.

28) Voir supra.

combien la lutte contre le fléau du crime en deviendrait futile.

Aussi le législateur polonais a-t-il jugé indispensable, comme d'ailleurs la presque totalité des législateurs de nos jours²⁹⁾, d'apporter un certain nombre d'atténuations à la rigueur primitive de la territorialité de loi pénale.

Et d'abord, le législateur s'intéresse aux actes punissables perpétrés par des citoyens polonais à l'étranger ; cette catégorie d'infractions, il la soumet aux règles de la personnalité active. L'art. 4 qui consacre ces règles va faire l'objet du chapitre présent.

SECTION PREMIERE

Formule et fondement

La personnalité active de la loi pénale signifie que la loi pénale continue à régir le sujet, même quand celui-ci se trouve, au moment de l'accomplissement de l'infraction, sur un territoire étranger. Donc, une infraction commise par un Polonais à l'étranger, relèverait du *jus puniendi* de l'Etat Polonais. C'est ce que décide l'art. 4 § 1^{er} du Code pénal polonais.

On considère généralement cette disposition législative comme un correctif nécessaire au système pratiqué par tous les Etats continentaux de la non-extradition des nationaux. Du moment qu'un Etat ne livre pas ses citoyens à des autorités répressives étrangères, il faut tout au moins qu'il les fasse juger par ses propres juges, car, si les tribunaux se désintéressaient complètement de l'activité criminelle déployée par les citoyens hors des frontières, ceux-ci ne pouvant être extradés, auraient joui d'une impunité absolue. Le seul fait d'avoir franchi la frontière aurait mis les délinquants à l'abri de toute poursuite.

29) L'observation stricte du principe territorial n'est connue que par le droit anglo-saxon. En Angleterre, l'individu accusé d'une infraction commise à l'étranger ne se borne pas à invoquer l'incompétence du juge anglais, mais plaide directement « *Not guilty* », non coupable; partout ailleurs, on trouve des écarts profonds. Cf. Donnedieu de Vabres, Les principes modernes..., p. 15.

C'est donc la règle que le citoyen ne peut pas faire l'objet de l'extradition qui implique la compétence de la loi nationale. Le lien causal entre la compétence de la loi nationale et de la non-extradition du citoyen est certain. Les travaux préparatoires du code polonais, ainsi que les débats ayant eu lieu sur la même question à la Conférence de Varsovie en 1927, le démontrent très nettement.

Aussi considère-t-on généralement la compétence personnelle comme étant subsidiaire. La loi nationale se substitue à celle du lieu de l'infraction. Elle n'intervient que parce que le jus puniendi territorial ne peut pas s'exercer. S'il s'agissait d'un étranger ayant commis l'infraction à l'étranger, on l'aurait livré à l'autorité territoriale. Mais comme on se trouve en présence d'un accusé jouissant de la qualité de citoyen, l'extradition devient impossible et, par conséquent, il faut qu'on le fasse juger par son juge personnel.

Toutefois, il ne faut pas trop s'attacher au caractère subsidiaire de l'application de la loi pénale à l'égard des citoyens pour une infraction commise au delà des frontières. Il faudrait, à notre avis, y voir plutôt une réalisation partielle des tendances de plus en plus accentuées vers l'universalisation de la norme pénale. Une loi pénale, si on la trouve bonne, juste, efficace et nécessaire, il faut qu'on l'applique toujours, sans se préoccuper du lieu où le mal s'est produit. La réalisation des dites tendances est partielle parce qu'elle se limite à des citoyens seulement, mais à leur égard elle est, sous certaines conditions d'ailleurs, complète : toutes les infractions sans exception, dont se rendrait coupable un Polonais dans un pays étranger, seraient de la compétence de la loi pénale polonaise.

C'est une compétence, disons-nous, à caractère universel et principal et non subsidiaire. Pour illustrer notre pensée, citons l'exemple de la loi suisse du 22 janvier 1892 sur l'extradition. L'art. 2 de cette loi commence par décider qu'« aucun citoyen suisse ne pourra être livré à un Etat étranger » et termine par établir la compétence de la loi suisse à l'égard des nationaux qui

auraient commis une infraction sur le territoire de *l'Etat qui requiert l'extradition* et encore à condition que cet Etat « donne l'assurance que l'individu ne sera pas poursuivi une seconde fois sur son territoire pour le même fait... ». Voilà du droit pénal subsidiaire. La compétence du juge personnel n'y est pas érigée en une règle générale, elle est seulement rendue *possible* dans la mesure où la qualité de citoyen de l'agent empêche *effectivement, dans un cas particulier*, qu'il soit extradé. Pour que la loi suisse intervienne, il faut que l'extradition soit réellement demandée, et cela seulement par l'Etat de l'accomplissement de l'infraction ; encore faut-il que cet Etat déclare se contenter du jugement suisse.

Tout autre est, en la matière, l'attitude du législateur polonais. La personnalité active de la loi pénale est chez lui générale et absolue. Il est vrai qu'elle a pour cause originelle la règle de la non-extradition des nationaux, mais, en pratique, elle en reste complètement indépendante. Pour que le principe personnel s'applique, il n'est nullement nécessaire qu'une demande d'extradition ait été faite, on ne peut donc pas dire que la compétence personnelle vienne suppléer à l'impossibilité de l'extradition, puisqu'elle se réalise tout à fait en dehors de celle-ci. Si elle était d'un caractère subsidiaire, si elle n'avait pas d'autre but que celui de se substituer à la compétence de la *lex loci*, elle n'aurait dû s'appliquer, que pour autant que l'Etat territorial ait d'abord manifesté la volonté d'exercer son jus puniendi, comme c'est le cas dans la loi suisse. Si l'Etat territorial ne le faisait pas, il n'y aurait pas besoin de suppléer à la carence de la *lex loci*.

Le principe personnel est encore, en droit polonais, d'une portée absolue. A l'égard des actes punissables perpétrés par un Polonais sur un territoire étranger, le juge polonais doit *obligatoirement* être saisi. Certes, la poursuite est subordonnée à une série de conditions, mais celles-ci n'ont rien à voir avec la demande d'extradition. L'attitude, que prendrait l'Etat territorial à l'égard du jugement rendu par le juge personnel de l'auteur, qui est prise

en considération par la loi suisse, reste indifférente pour le législateur polonais, et cela précisément parce que la loi polonaise s'applique au citoyen à titre universel et principal. Elle est d'une compétence tout à fait indépendante de celle de la *lex loci*.

Tirons encore un argument pour démontrer la fragilité du lien prétendu entre le principe de la personnalité active et le refus de l'extradition de ses propres citoyens, et pour rester en droit comparé, de la loi française du 24 février 1910. Cette loi décide que la loi pénale française sera compétente pour les infractions commises en territoire, même « si l'inculpé n'a acquis la nationalité française qu'après l'accomplissement du crime ou du délit » (C. Ins. Crim. art. 5 al. 3). Or, la loi du 10 mars 1927 (art. 5-1^o) permet dans un cas pareil l'extradition d'un Français ; donc c'est plutôt l'idée de la valeur universelle de la compétence pénale que celle du droit subsidiaire qui préside à la règle de la compétence subjective³⁰).

SECTION II.

Historique

De même que celle du principe territorial, l'origine historique de la personnalité active de la loi pénale remonte en Pologne à l'ancien droit national. On en trouve mention dans la Constitution de 1557 qui dispose, conformément du reste aux coutumes précédemment établies, que les sujets de la noblesse de la Podolie accusés du vol commis sur le territoire de la Valachie, seront jugés par le bailli de Kamieniec³¹). L'extradition était dans ce cas exclue³²).

Dans le même sens, la Constitution de 1567 qui soumet à la poursuite locale « les malfaiteurs qui viennent des pays voisins chercher un refuge en Podolie ». Mais ce texte ne vise que les

30) Cf. *infra*.

31) Ville principale de la Podolie.

32) Voir textes cités par Makarewicz, *op. citat.*, p. 35.

délinquants professionnels. Ce n'est qu'à l'égard de ces gens « nuisibles » qu'on trouve nécessaire d'appliquer le principe de la nationalité subjective. Les infractions commises par un non-professionnel, même sujet polonais, à l'étranger, ne présentent aucun intérêt pour les autorités judiciaires polonaises. Ostrowski, auteur polonais contemporain, s'en plaint justement en indiquant « l'exemple infâme et déshonorant les autorités polonaises du meurtrier qui, du fait qu'il a commis son meurtre au delà des frontières de la République, peut affronter sans aucune crainte les plus hautes juridictions »³³⁾.

La compétence personnelle se retrouve encore, dans l'ancien droit polonais, en matière politique. Ainsi les infractions commises par des sujets polonais à l'étranger et portant préjudice à la République Polonaise sont poursuivies par les autorités polonaises. Tel paraît être le sens de la disposition contenue dans la Constitution de 1655 : « Tous ceux qui sont restés à côté du Tzar de Moscou et lui ont juré fidélité nous les déclarons *pro Perduellibus et hostibus Patriae* »³⁴⁾.

Sous la domination des codes régionaux, le principe de la compétence personnelle varie, quant à son étendue et ses conditions d'application, suivant les trois législations en vigueur sur les différentes terres polonaises. Le code pénal allemand § 4 disposa qu'en principe la loi pénale allemande n'avait pas d'application aux actes commis en dehors du territoire, mais à cette règle générale il ne manqua pas d'apporter une série d'exceptions qui renversèrent la règle. En effet, relèvent de la compétence de la loi allemande les délits politiques commis par les nationaux à l'étranger, ainsi que tous les crimes et délits, perpétrés par eux, au cas où ils sont punis par la loi en vigueur dans le lieu où ils ont été commis. L'étranger n'est puni que pour les délits politiques. Le système ressemble à celui du code pénal polonais, mais par certaines conditions, auxquelles il soumet la poursuite des infractions commises

33) Ibid. p. 36.

34) Ibid.

à l'étranger, il s'en écarte considérablement (Cf. § 5 Code pénal allemand).

De beaucoup, les plus rapprochées des dispositions du Code polonais, sont celles données par le code pénal russe de 1903 qui était en vigueur dans la plus grande partie de la Pologne partagée.

L'art. 9 de ce code rend applicable la loi pénale russe à l'égard des nationaux qui ont commis à l'étranger un crime ou un délit. Aux étrangers, la loi ne s'applique que si l'infraction a été dirigée contre un national, contre un bien de l'Etat, ou enfin dans les cas spécialement visés par les traités. Les conditions de l'application de ces dispositions sont les mêmes que celles prévues par le code pénal polonais.

Enfin, le code pénal autrichien soumet les citoyens aux lois nationales, encore que le fait inculpé ne soit pas prévu par la loi du lieu où il fut commis. Les jugements étrangers d'acquiescement ou de condamnation ne sont pas du tout pris en considération pour cette catégorie d'infractions. D'une façon générale, la loi autrichienne prétend établir une sorte de droit absolu de l'Etat sur son ressortissant.

Telle était la diversité des solutions législatives relatives à une matière des plus importantes du droit pénal international sur les territoires régionaux de la Pologne, avant la promulgation du code pénal actuel. Celui-ci est venu introduire un système qui, tout en répondant aux exigences de la politique criminelle moderne, n'en restait pas moins sur la ligne du développement de la pensée juridique polonaise.

SECTION III

A quel moment la qualité de citoyen est-elle requise ?

La question suppose un changement éventuel dans la nationalité de l'auteur qui aurait pu se produire entre la perpétration de l'acte inculpé et la poursuite. Deux possibilités : 1° l'inculpé qui, au moment où il a commis l'infraction, était citoyen polonais, est devenu depuis étranger. 2° L'inculpé qui, lors de l'accomplis-

sement de l'infraction, était étranger, s'est fait depuis naturaliser polonais.

L'art. 4 § 2 rend la loi polonaise applicable dans les deux cas. Pour le deuxième, la solution est fort compréhensible. La raison qu'on donne à l'admission même de la personnalité active joue ici également. L'inculpé étant en effet au moment de la poursuite un citoyen polonais, ne peut pas faire l'objet d'une extradition au profit de l'Etat territorial. Donc, comme l'infraction ne peut pas rester impunie, c'est la loi polonaise qui s'applique.

Moins justifiée paraît, au premier abord, la solution donnée par le Code dans la première hypothèse. L'inculpé est au moment de la poursuite un étranger, rien n'empêche donc à ce qu'il soit extradé, on aurait dû, par conséquent, donner la compétence plutôt à l'Etat territorial. Pourquoi faire ici jouer le principe personnel ? Tout simplement parce que celui-ci ne se prévaut guère, comme nous y avons insisté plus haut, de la nécessité de suppléer à l'extradition, mais il procède directement du caractère universel de la norme pénale. On cherche à donner le plus fréquemment possible la compétence au *judex deprehensionis*. A s'en tenir au droit pénal subsidiaire, la loi pénale nationale n'aurait aucun titre à s'appliquer à l'égard d'un individu qui peut très bien être jugé par le juge territorial, puisqu'il est, au moment de la poursuite, un étranger susceptible d'être extradé. Mais en s'appuyant sur l'universalité de la répression, il est parfaitement loisible de se contenter, dans la revendication de la compétence de la loi nationale, de ce que l'inculpé avait, lors de l'accomplissement de l'acte en question, la qualité de citoyen.

La solution de l'art. 4 § 2 démontre en outre combien est injustifiée la théorie qui veut voir dans la compétence personnelle une sorte de tutelle exclusive exercée par l'Etat à l'égard de ses sujets en quelque lieu qu'ils se trouvent³⁵⁾, en un mot, le droit d'évocation moyenageux ressuscité, car ici, ce serait précisément à l'égard des étrangers que la soi-disant tutelle aurait joué.

35) V. Donnedieu de Vabres, Les pr. mod. du dr. pén. int., p. 62 et suiv.

Néanmoins, il faut avouer que les rédacteurs du code pénal, en ne tenant pas compte, dans l'hypothèse de l'infraction commise par un Polonais à l'étranger, du changement ultérieur de sa nationalité, voulaient en même temps empêcher que cette infraction ne restât impunie dans le cas où l'extradition ne pourrait pas avoir lieu pour d'autres raisons que celles qui résultent de la qualité de citoyen de l'inculpé. Dans des cas pareils, si la loi polonaise n'était pas compétente, le délinquant jouirait en effet d'une impunité complète. Mais c'était là une considération plutôt secondaire, puisque en vertu de l'art. 10, le ministre de la justice aurait toujours pu, s'il s'agissait seulement d'éviter l'impunité, mettre en mouvement le droit pénal subsidiaire. Faisons enfin remarquer que l'art. 4 § 2 est tout à fait conforme à la teneur du texte correspondant voté à la première Conférence pour l'unification du droit pénal à Varsovie³⁶).

En ce qui touche les apatrydes, c'est-à-dire ceux qui n'ont aucune nationalité déterminée et qui résident en Pologne, l'art. 5 du projet de code pénal adopté par la Commission de Codification leur rendait applicable la loi polonaise, en raison des infractions qu'ils ont commises à l'étranger. Cet article ne se trouve plus dans le Code pénal, mais sa disposition n'en reste pas moins vraie. Si on l'a supprimée, c'est parce qu'elle allait de soi. Elle est aussi consacrée par un texte voté à la Conférence de Varsovie³⁷). Ici encore, se révèle le moment universel de la norme pénale et la tendance à faire prévaloir la compétence du juge de capture sur celle du juge de l'Etat *delicti commissi*, car, s'il s'agissait d'une compétence subsidiaire, elle n'aurait pas été exercée à l'égard d'un apatryde dont l'extradition est parfaitement possible.

SECTION IV

Conditions d'application de la personnalité active

A la différence de ce qui se passe en droit pénal français, le Code polonais ne fait pas de distinction, en matière d'application

36) Actes, p. 133, art. 8, rés. A.

37) Ibid. art. 4. Cf. aussi c. p. italien, art. 4 al. 1.

de la loi nationale aux infractions commises par des citoyens à l'étranger, entre les crimes et les délits. Tous les deux sont soumis aux mêmes conditions de poursuite ; quant aux contraventions, la question est nettement tranchée par l'art. 3 de la Loi sur les contraventions, promulguée en même temps que le Code pénal, en 1932, et qui dispose qu' « il n'y a point de responsabilité pour les contraventions commises à l'étranger, sauf les cas où une telle responsabilité serait prévue par les lois ».

Donc les conditions que nous allons étudier s'entendent pour tous les crimes et délits du droit commun commis à l'étranger par un Polonais. Quant aux délits politiques, nous les laissons pour le moment de côté, car ils sont soumis à des règles particulières.

Les conditions auxquelles restent subordonnée la poursuite de la catégorie d'infractions en question sont au nombre de quatre : A. Fait puni par la loi polonaise. B. Fait prévu par la loi du lieu delicti commissi. C. Retour de l'inculpé en Pologne. D. Absence du jugement d'acquiescement ou d'une peine purgée à l'étranger.

A. **Fait puni par la loi polonaise.** Pour que le juge polonais interviene, il faut que le fait commis à l'étranger soit, aux yeux de la loi polonaise, une infraction. Le Code ne spécifie pas cette condition, mais elle est hors de doute. Il est inconcevable qu'on applique en Pologne une mesure répressive aux actes n'ayant pas, d'après la loi polonaise, de caractère délictueux. Le juge polonais ne peut punir que les faits formellement prévus par sa loi nationale. Donc, même si le fait en question avait violé la loi du lieu où il fut perpétré, les autorités polonaises n'interviendront pas, aussi longtemps que ce fait n'est pas incriminé par la législation nationale. Cela va de soi et la loi n'avait pas besoin de le dire expressément.

B. **Fait puni par la loi étrangère.** Moins certaine aurait été la deuxième condition, si le législateur ne l'avait pas stipulée en termes exprès. Il ne suffit pas que l'infraction soit prévue par le droit national, il faut encore qu'elle le soit par la loi en vigueur sur le territoire où elle s'est produite (art. 6 § 1^{er}). Si le fait puni

par le législateur polonais ne constitue pas une infraction à la loi territoriale, la loi polonaise n'aura pas d'application.

Cette disposition est dictée par l'équité. En effet, on ne peut pas poursuivre un individu en raison d'un acte qu'il avait perpétré dans un lieu où cet acte n'était point défendu. Punir pour un tel acte, serait violer la règle fondamentale du droit pénal *nulla poena sine lege*. On ne peut pas alléguer que la *lex*, c'est ici la loi nationale qui, elle, incrimine bien l'acte inculpé. Car la loi nationale ne peut s'imposer au citoyen qu'autant qu'il se trouve sur le territoire. Elle ne peut pas prétendre le suivre partout où il se rend. Il y aurait certainement abus de la part de l'Etat à dire que son citoyen doit ignorer l'ordre juridique du pays où il séjourne, pour se conformer toujours à celui en vigueur dans son pays natal.

Dans les deux cas envisagés, la solution est simple : d'une part si la loi étrangère punit le fait en question de la même façon que la loi nationale, celle-ci s'applique et rend en même temps applicable la loi étrangère, qui, par hypothèse, est en accord avec la législation polonaise. D'autre part, si la loi étrangère n'incrimine pas le fait inculpé, la loi polonaise n'intervient pas du tout. Reste seulement à résoudre une autre hypothèse, plus compliquée, celle où la loi étrangère punit bien l'acte en question, mais le fait d'une autre manière que la loi pénale nationale.

Deux possibilités : celle où la loi étrangère se montre pour le même fait plus sévère et celle où elle se montre plus indulgente que la loi polonaise. Si elle est plus sévère, elle sera complètement écartée. En effet, il est inadmissible que le législateur puisse traiter les actes punissables commis à l'étranger avec plus de sévérité que s'ils avaient été commis à l'intérieur du pays. Au contraire, dans le cas où la loi étrangère serait la plus douce, on pourrait se demander si cette circonstance ne devrait pas également profiter à l'accusé. La peine infligée ne doit pas être plus grave que celle prévue par la loi sous l'empire de laquelle l'agent a accompli son forfait. La même idée se trouve en matière de lois pénales se succédant dans le temps. Là aussi, on fait bénéficier

l'inculpé de l'indulgence de la loi qui était en vigueur au moment où l'infraction a été commise (Cf. art. 2 § 1^{er} C. p. polonais).

Dans notre cas, s'agissant d'une divergence de lois dans l'espace, la question nous ramène à distinguer entre le système de la *mitior lex* et de la *mitior poena*, distinction que nous retrouverons lorsque nous étudierons l'application des lois étrangères en Pologne.

Ici, disons seulement que l'art. 6 § 2 prend une attitude en quelque sorte intermédiaire entre les deux systèmes. Le juge polonais applique toujours la loi polonaise, mais, tout en l'appliquant, il tient compte de la divergence en faveur de l'accusé.

La prise en considération de la *mitior lex* est d'ailleurs purement facultative. La loi disposant que « le juge *peut* tenir compte... ». D'autre part, les termes généraux qu'emploie la loi permettront au tribunal de faire bénéficier l'accusé, non seulement de la peine la plus douce prévue par la loi étrangère, mais aussi des autres dispositions favorables contenues dans cette loi. En pratique, le juge envisagera l'ensemble d'intérêts que peut avoir l'inculpé de l'une ou de l'autre loi pour faire sortir son vrai profit. Nous le disons ici en passant, car nous aurons à nous y arrêter plus longuement, en étudiant l'application des lois étrangères par le juge polonais. De même, nous laissons pour le moment de côté l'étude de l'art. 6 § 3 qui fait appliquer par le tribunal polonais les mesures de sûreté « indépendamment des lois du lieu de l'accomplissement de l'infraction », ainsi que celle de l'art. 7 qui établit deux exceptions à la prise en considération de la loi étrangère³⁸).

C. Retour de l'accusé en Pologne. Nous avons mis à la base de la compétence personnelle active l'idée de l'universalité du droit de punir. Or, l'exercice de la compétence universelle ne se conçoit qu'autant que la *lex fori* est à même de recevoir application, c'est-à-dire lorsque l'inculpé se trouve sur le territoire. Du moment que le juge n'est pas en possession de l'accusé, il n'a aucun devoir d'intervenir ni au point de vue national, puisqu'il s'agit des infractions

38) V. *infra*.

du droit commun, ni au point de vue international, d'après lequel ce serait plutôt le juge territorial qui serait appelé à le faire.

Aussi, en s'inspirant de ces idées, la loi française soumet formellement la poursuite des infractions commises à l'étranger à la condition que le délinquant soit de retour en France (Code d'Inst. crim. art. 5 al. 6), d'où la théorie et la jurisprudence concluaient que le retour devait être volontaire. Si l'accusé ne revient pas sur le territoire, il n'est pas jugé par défaut, et on n'est pas tenu de demander son extradition. On ajoute pourtant qu'une fois que l'inculpé s'est trouvé en France, le jus puniendi des autorités françaises leur est acquis, même après un départ éventuel du délinquant³⁹). Cette exigence formelle de la présence de l'inculpé sur le territoire se retrouve dans un grand nombre d'autres législations.

Quant au Code polonais, il ne parle guère, en matière d'exercice de la personnalité active, de la présence de l'inculpé en Pologne, mais vouloir en conclure que le retour dans le pays de l'accusé n'est pas indispensable à l'intervention de la loi polonaise, serait tout à fait méconnaître l'esprit de la loi. En effet, le principe personnel tel que le conçoit le législateur polonais n'est qu'une forme de collaboration internationale dans la répression universelle de la criminalité. Mais juger un individu se trouvant sur un territoire étranger, cela ne serait plus faire œuvre d'intérêt international, ce serait au contraire un acte purement étatique et fait dans son propre intérêt. En bonne administration de la justice, cela ne saurait aucunement être toléré, à moins qu'il ne s'agisse des infractions dirigées, sous une forme ou sous une autre, contre la personne de l'Etat.

Un autre argument en faveur de la nécessité de la présence sur le territoire peut être tiré du texte voté à la Conférence de Varsovie⁴⁰) et qui parle formellement de la condition du retour volontaire de l'inculpé. Or, il résulte nettement des travaux pré-

39) Cf. Donnedieu de Vabres, *Les principes...*, p. 69-70.

40) Art. 2 al. 3, *résol. A. Actes*, p. 132.

paratoires que les rédacteurs du Code pénal se sont, dans la consécration du principe personnel, fortement inspirés des indications données par ledit texte, qui d'ailleurs lui-même a été rédigé avec le concours le plus actif des juristes polonais, délégués à ladite Conférence. Cette argumentation basée sur un texte internationalement voté est un fait significatif pour notre époque, où les systèmes répressifs des pays particuliers s'élaborent, en partie, sur le forum interétatique, grâce aux conférences unificatrices et aux congrès internationaux du droit pénal.

D. Absence d'un jugement d'acquiescement ou d'une peine purgée à l'étranger. C'est une condition négative. Pour que la loi polonaise s'applique à l'égard d'une infraction commise au delà du territoire, il faut que l'inculpé n'ait pas été jugé et acquitté pour le même fait à l'étranger, ou, en cas de condamnation, qu'il n'ait pas subi entièrement sa peine. L'étude de cette condition, qui ne se trouve pas non plus formellement exprimée par la loi, nous la renvoyons au chapitre traitant des effets des jugements répressifs rendus à l'étranger.

En dehors de ces quatre conditions, il convient de signaler, qu'il n'existe, en notre matière, aucune sorte d'entrave à l'application de la loi polonaise. Ainsi, il n'est point exigé la plainte de la victime, même au cas où la *lex loci* la rendrait nécessaire, ni la dénonciation officielle par les autorités étrangères, conditions que prévoit la loi française par exemple. La plainte ne sera requise que si c'est la loi nationale qui la prescrit.

Il est indifférent également si, aux termes de la loi étrangère, la poursuite ne peut plus avoir lieu en raison de la prescription, d'un acte de grâce etc. Ce sont là, en effet, des obstacles de nature procédurale, alors que l'art. 6 ne vise que la divergence entre les lois pénales quant au fond du droit.

Il faut remarquer que ces solutions sont contraires à celles établies par un grand nombre de législations étrangères, et même à celles admises par la Conférence de Varsovie.

L'art. 3 al. 2 du texte respectif voté par ladite Conférence

dispose qu' « aucune poursuite ne pourra être exercée pour l'infraction commise à l'étranger qui, d'après la loi du lieu du délit, est subordonnée à une plainte, si cette plainte n'a pas été portée ou a été légalement retirée »⁴¹). De même l'art. 2 al. 4 du dit texte exclut toute poursuite « si le national prouve qu'il a bénéficié d'une mesure d'exemption ».

La solution donnée par le droit polonais se justifie pourtant par le souci d'éviter une désorganisation dans la procédure judiciaire qui pourrait résulter de l'introduction de plusieurs systèmes de poursuite variant suivant la nationalité de l'agent. La bonne marche de la poursuite ne peut être assurée que si elle est uniforme à l'égard de tous les individus relevant de la justice polonaise. Et, comme la plainte de la victime a trait à l'exercice de la poursuite, il faut qu'elle soit toujours soumise aux mêmes règles.

CHAPITRE III.

LE PRINCIPE DE LA PERSONNALITE PASSIVE

SECTION PREMIERE

Formule et fondement

Le principe de la personnalité passive fait intervenir la protection juridico-pénale de la loi criminelle nationale, toutes les fois que l'objet de l'infraction se trouve dans un lien de sujétion quelconque avec l'Etat. Le lieu de l'infraction, ainsi que la nationalité de son auteur restent complètement indifférents. Un étranger qui lèserait à l'étranger un citoyen polonais, ou s'attaquerait à un bien ou à d'autres intérêts nationaux de la Pologne, relèverait de la compétence de la loi pénale polonaise. Telle est la thèse de la personnalité passive ou objective de la loi criminelle.

On voit que c'est le système justement inverse de celui du principe personnel actif. Là, c'était la nationalité de l'auteur qui entraînait la compétence de la loi personnelle, la nationalité de la

41) Actes, p. 130.

victime n'étant guère prise en considération ; ici, au contraire, c'est l'appartenance étatique de la personne ou du bien lésé qui décide de la compétence législative et judiciaire, celle de l'auteur n'y étant pour rien. Si l'on envisageait les deux systèmes du point de vue de la tutelle qu'on fait exercer à l'Etat à l'égard de ces sujets, on dirait que là, le législateur vise la sauvegarde de la moralité chez ses citoyens — il leur est interdit d'enfreindre la loi en quelque lieu que ce soit ; tandis qu'ici, il se propose de protéger leurs intérêts matériels en quelque lieu qu'ils se trouvent lésés.

La loi, dit-on encore, est faite pour protéger les citoyens et leurs biens, ainsi que les intérêts de l'Etat. Cette protection leur est due partout et contre tout. Le fait que c'est un étranger ou que c'est à l'étranger que le citoyen ou son intérêt fut lésé, ne peut aucunement dépouiller l'Etat du droit de protection qu'il possède sur ses sujets. Bien mieux, le citoyen ayant une sorte de droit acquis à l'encontre de l'Etat d'être par lui protégé toutes les fois qu'il se voit illégalement lésé, il ne serait même jamais possible au législateur de refuser son intervention dans le cas où ses sujets ont été atteints dans leur physique ou dans leurs intérêts matériels. Il en serait de même des biens confiés à l'Etat qui, eux aussi, ne peuvent jamais se voir soustraits à la protection juridique de la loi.

On est allé même chercher la justification juridique de la personnalité passive dans le principe territorial lui-même. On a dit que chaque citoyen en quittant son pays emporte en quelque sorte avec lui une parcelle du sol natal et représente ainsi le territoire. Une infraction commise contre lui serait donc toujours une infraction commise sur le territoire. De même les biens nationaux situés à l'étranger continuent toujours à être juridiquement attachés au territoire et forment le lieu de délit territorial à l'égard de toute infraction dirigée contre eux. On voit combien l'argumentation est forcée.

Elle ne fait que dissimuler le vrai fondement de notre principe qui réside dans le but purement égoïste que poursuit le légis-

lateur. On cherche uniquement à protéger ses propres hommes et ses propres intérêts, les seuls qui soient dignes de protection. Quant aux personnes et aux biens relevant d'un autre groupement, le législateur ne se donne pas la peine d'y penser. Voilà les idées, pas trop généreuses, qui sont à la base du principe de la personnalité passive.

SECTION II

Historique

Notre principe était connu au moyen âge par les différents statuts italiens. C'était une extension fantaisiste de la personnalité active. Du moment, raisonna-t-on, qu'on étendait la répression législative aux citoyens quand ils étaient auteurs d'une infraction, il fallait aussi leur accorder la protection juridique quand ils en étaient victimes.

Le système de la personnalité passive était tout à fait conforme à l'esprit de l'époque. Les villes n'avaient que très peu de relations entre elles. Chacune menait une vie isolée, sans s'intéresser à ce qui se passait dehors. En établissant les règles de la personnalité objective, on n'a même pas songé à des mesures réciproques que prendraient les autres villes et aux funestes conséquences qui en résulteraient pour les citoyens eux-mêmes qu'on cherchait à protéger. Certains statuts pratiquaient le principe, même à l'égard des infractions commises sur le territoire. C'était le système de *Vargus* (celui qui reste en dehors de la famille) suivant lequel on s'occupait fort peu de l'étranger quand il était lésé, mais on s'en prenait à lui doublement quand c'était lui qui avait lésé⁴²).

Malgré les critiques fréquentes des auteurs, le principe personnel continue, durant les XIII^e et XIV^e siècles, à être appliqué par la jurisprudence et par un nombre de plus en plus grand de statuts. Il sut même, nonobstant les nouvelles bases données à la

42) Kohler, op. citat., p. 50.

répression par la science moderne, passer dans le droit pénal international de nos jours.

Pour ce qui est de la Pologne, il faut souligner que l'ancien droit polonais n'a point connu la personnalité de la loi pénale passive⁴³). C'est le code pénal russe art. 9 qui l'a pour la première fois introduit sur les terres polonaises. Les deux autres lois régionales, allemande et autrichienne, l'ignoraient complètement.

On peut en conclure que le principe personnel passif n'est ni dans la tradition de l'ancien droit polonais, ni sur la ligne du développement ultérieur du droit pénal international sous le régime des envahisseurs. A l'inverse de ce que nous avons vu pour les autres principes directeurs de notre discipline, on constatera qu'en introduisant dans nos institutions juridico-pénales la personnalité objective, le législateur polonais a tout à fait méconnu les idées maîtresses de notre système de droit pénal international, idées qui procèdent de la volonté ferme de combattre les méfaits par qui et contre qui ils se produisent.

SECTION III

Cas d'application

Pour que le principe personnel passif joue, nous l'avons dit plus haut, il faut et il suffit que l'objet de l'infraction soit en rapport de sujétion avec l'Etat Polonais. Or, ce rapport de sujétion peut se manifester sous trois formes. L'objet de l'infraction est : a) un citoyen ; b) un bien national ; c) une personne juridique polonaise.

a) Et d'abord la victime est un citoyen. La loi ne parle pas d'une lésion du citoyen dans sa personne physique, mais l'intégrité corporelle entre à coup sûr dans les intérêts de la victime, qui, eux, sont spécifiés formellement par la loi à côté des biens (art. 5). Il suffirait même d'une lésion simplement morale, pourvu

43) V. Makarewicz, *Droit pénal polonais*, p. 36.

qu'elle tombe sous le coup de la loi pénale. La loi emploie des termes tout à fait généraux et qui s'étendent à toute sorte de lésion que pourrait subir le citoyen, à l'étranger, de la part des particuliers.

La personne de la victime n'est pourtant pas toujours facile à déterminer. D'abord, le cas d'une pluralité des victimes à la suite d'une même infraction. Souvent, il ne serait pas aisé de faire juger, dans une telle hypothèse, l'inculpé seulement par rapport à la lésion qu'il a causée au citoyen. Ensuite, et ce qui est encore plus compliqué, comment déterminer la personne de la victime dans les infractions, telle que la contrefaçon d'une lettre de change ? Est-ce chacun des acquéreurs de la lettre de change, est-ce chacun des endosseurs, est-ce le dernier porteur ? La loi serait donc, pour la même infraction tantôt applicable, tantôt non, suivant que le *corpus delicti*, occasionnellement la lettre de change, se trouverait entre les mains de celui-ci ou de celui-là. On a vu plus haut la fragilité du fondement théorique du principe personnel passif, les exemples qu'on vient de donner nous font de plus entrevoir les difficultés auxquelles se heurterait sa réalisation pratique.

Reste encore la question de savoir à quel moment la victime doit jouir de la qualité de citoyen pour que celle-ci rende applicable la loi nationale. Est-ce au moment où l'acte punissable a été commis, ou est-ce au moment de la poursuite ? La loi est muette sur ce point.

On ne peut pas étendre à ce cas, par analogie, les solutions données par la loi dans l'hypothèse du changement de nationalité intervenu dans la personne de l'agent, car les fondements juridiques de nos deux principes sont tout à fait différents. Il convient plutôt d'admettre, vu le silence de la loi et l'esprit purement étatique qui ranime le système personnel passif, que c'est la nationalité de la victime au moment de la poursuite qui est décisive pour l'application de la loi polonaise. Le fait d'avoir eu la nationalité polonaise au moment de l'infraction ne suffirait pas à rendre compétente la loi nationale, car celle-ci n'aurait aucun intérêt

à protéger un ancien citoyen. Elle se devra au contraire d'intervenir en faveur d'un *civis novus*, alors même qu'au moment de l'infraction il était encore étranger.

b) En second lieu, sont soumises aux règles de la personnalité passive les infractions accomplies à l'étranger et dirigées contre les biens et les intérêts de l'Etat. Entrent dans cette catégorie de délits, toutes les infractions portant atteinte à l'Etat personne juridique du droit privé. En sont, au contraire, exclus les délits dirigés contre l'Etat dans sa vie de puissance politico-publique, ceux-ci étant régis par le principe réel, dont nous retrouverons l'étude dans le chapitre suivant.

Ici également, le genre de la lésion subie par l'Etat est tout à fait indifférente, pourvu qu'elle soit prévue par la loi pénale. Ce seront par exemple les infractions dirigées contre les biens de l'Etat lui-même ou contre ceux des entreprises quasi-étatiques autonomes, tels les chemins de fer, usines de produits chimiques dont l'Etat garde le monopole de fabrication, mines etc. En s'attaquant à ces personnes morales, on s'attaque en même temps indirectement aux intérêts de l'Etat Polonais. Au cas où les concessionnaires des dites entreprises seraient des citoyens, cette circonstance suffirait à elle seule à faire intervenir la loi polonaise. Il n'aurait point fallu s'appuyer sur la lésion que subit indirectement l'Etat. Mais, même au cas où les concessionnaires seraient des étrangers, le fait que l'Etat Polonais est intéressé à la bonne marche de ces affaires, rendrait applicable la loi pénale nationale.

c) Aux deux cas précédents l'art. 5 ajoute encore un troisième, celui des infractions dirigées contre les biens ou les intérêts d'une personne juridique polonaise. Ce cas n'était pas visé dans les projets primitifs de code pénal. On estimait que cela allait de soi : du moment qu'on protège les biens et les intérêts des citoyens, il est évident qu'on doit également protéger ceux d'une personne morale polonaise ; inutile de le dire.

Néanmoins, pour écarter tout doute possible à cet égard, on

estima par la suite devoir assimiler en termes formels le cas d'une victime personne juridique à celui de la victime personne physique. On a trouvé d'ailleurs en ce sens des précédents dans plusieurs conventions et traités internationaux récemment conclus et qui énuméraient à côté des citoyens les personnes morales.

Reste seulement à savoir ce qu'on doit entendre par une personne juridique polonaise. Faut-il que le capital soit polonais, ou bien que le siège social se trouve en Pologne ? ou y a-t-il d'autres circonstances qui puissent décider de la nationalité de la personne juridique en vue de l'application de l'art. 5 *in fine* ? Mais toutes ces questions sont réglées, tantôt par les dispositions respectives du droit international privé, tantôt par des conventions, tantôt *ad casum* par la jurisprudence, et nous n'avons pas à nous en occuper ici. Elles nous font seulement ressortir, ici encore, les nombreuses difficultés que comporte la personnalité objective dans sa mise en pratique.

SECTION IV

Conditions d'application

Les conditions sont ici les mêmes que celles énumérées en matière d'application de la loi pénale polonaise aux infractions commises par des nationaux à l'étranger. Donc, pour qu'une infraction, accomplie par un étranger à l'étranger et dirigée contre un bien ou contre les intérêts de l'Etat Polonais, d'un citoyen polonais ou d'une personne juridique polonaise, soit poursuivie en Pologne, il faut : 1) que l'accusé se trouve sur le territoire ; 2) que le fait inculpé soit à la fois puni par la loi polonaise et par la loi du lieu où il a été commis ; 3) qu'il n'y ait pas eu de jugement définitif d'acquiescement ou de peine entièrement purgée à l'étranger. Toutes ces conditions comportent les mêmes développements que nous leur avons donnés lorsque nous avons étudié le fonctionnement du principe personnel actif, notamment en ce qui touche la prise en considération de la divergence entre les deux lois en faveur de l'accusé. L'identité des conditions d'application de nos

deux principes résulte de l'art. 6 qui parle de *tous* les actes punissables commis à l'étranger.

Enfin, ces conditions étant remplies, la poursuite contre l'étranger inculpé devient obligatoire ; les autorités compétentes mettent en mouvement l'action publique exactement de la même façon que s'il s'agissait d'une infraction sur le territoire. L'extradition et l'ordre du ministre de la justice sont hors de cause. Cela résulte d'abord des termes impératifs de l'art. 5, et en outre de l'art. 10 par un argument *a contrario*.

SECTION V

Examen critique

De tout temps, des critiques sévères ont été formulées contre le principe personnel sous sa forme passive. On a objecté en premier lieu que ce principe prétendait régler la conduite des étrangers à l'étranger et partant empiéter sur la souveraineté législative de l'Etat à l'intérieur de son pays. Un tel système obligerait les Etats à prendre des mesures de rétorsion, les uns vis-à-vis des autres et ébranlerait le sentiment de confiance et de solidarité devant régner dans les relations internationales. Cette objection est déjà assez sérieuse pour qu'on renonce à l'application du système en question.

Mais la vraie critique doit, à notre avis, être cherchée dans le fondement même de la loi pénale. Monsieur le Professeur D o n n e d i e u d e V a b r e s écrit qu' « il est paradoxal de vouloir résoudre les conflits des compétences criminelles sans considérer le but de la loi pénale qui est antérieur et supérieur aux Etats »⁴⁴). Voilà le mot. Poser des règles d'application de la loi pénale en s'inspirant des intérêts d'un Etat déterminé, ce serait aller à l'encontre de la nature et du but de la norme pénale qui ne peut se concevoir autrement qu'ayant une existence propre, indépendante et au-dessus des considérations particularistes. Et surtout, il ne faut

44) Les principes..., p. 134.

pas oublier que le législateur ne crée pas la norme pénale ; il ne fait que la constater, et toute tentative de sa part de la détourner de son but ne peut aboutir qu'à des constructions législatives monstrueuses, et ne pouvant pas à la longue se maintenir.

Or, la théorie de la personnalité passive paraît tout à fait ignorer l'antériorité et la supériorité de la loi pénale sur les Etats. Tous les arguments juridiques avec lesquels on veut la justifier ne sauront dissimuler son vrai caractère qui est foncièrement égoïste. Nous avons d'ailleurs fait remarquer que c'était un égoïsme très mal compris, puisque les mesures de réciprocité que prendraient nécessairement les autres Etats intéressés causeront plus de mal que de bien aux intérêts mêmes de l'Etat et de ses citoyens. Prétendre donc, à l'aide d'une telle théorie exclusiviste, construire un système de règlement de compétences des lois criminelles qui, elles, sont de par leur essence même dépouillées de toute considération égoïste de n'importe quelle espèce, c'est écarter d'avance la possibilité d'asseoir le droit pénal sur des données solides et scientifiques. Des systèmes pareils à celui de la personnalité passive ne feront que nous conduire vers des règles législatives arbitrairement établies et partant à la violation de la justice.

Si l'on ajoute à ces considérations théoriques de nombreuses difficultés dont la présence a été signalée plus haut et auxquelles se heurte la réalisation pratique de la personnalité objective, on aura, croyons-nous, suffisamment de motifs pour exclure ledit principe de nos institutions du droit pénal international.

En partant de ces idées-là, plusieurs législateurs étrangers ont, en effet, écarté ce système. Citons, à titre d'exemple, le Code pénal français ^{45a)}.

Pour ce qui est du Code polonais, il ne faut pas croire que ses rédacteurs l'adoptèrent sans hésitation. Bien au contraire, il résulte des travaux préparatoires qu'ils n'étaient pas loin de l'écarter. Ce qui enfin les décida de le maintenir, c'était l'exemple

45a) V. pourtant l. franç. sur la navig. aér. du 31-5-1924 art. 10 ; cf. aussi C. du Travail l. II art. 63.

d'un grand nombre de codes pénaux et de projets de codes pénaux récents ^{45b}). Peut-être était-ce le vote de la Conférence de Varsovie qui était déterminant ^{45c}). Du moment que les autres législations protégeaient les intérêts nationaux de leurs Etats et de leurs citoyens, victimes à l'étranger, il fallait bien que la Pologne en fit autant, pour ses citoyens et ses intérêts à elle. En outre, on estimait, qu'aussi longtemps que l'autorité des institutions internationales arbitrales ne serait pas suffisante pour protéger la Pologne et ses ressortissants contre les méfaits éventuels qui pourront être commis contre elle par les particuliers étrangers, l'Etat Polonais était forcé de chercher cette protection à l'aide de ses propres lois.

On est donc en droit d'attribuer à l'art. 5 du Code pénal polonais, un caractère en quelque sorte provisoire, et de le considérer comme devant, dans un temps plus ou moins éloigné, disparaître de notre législation. Cet article est en effet en contradiction flagrante avec ce sentiment de sincère collaboration internationale dans la répression du crime, dont est animé tout le système polonais du droit pénal international.

CHAPITRE IV.

LE PRINCIPE REEL

SECTION PREMIERE

Formule et fondement

Le principe réel est celui qui attribue d'une façon absolue à la loi et au juge nationaux la compétence de connaître de toutes

45b) Cf. C. p. ital. art. 10, C. p. turc art. 6 etc.

45c) Actes, p. 132-133, art. 5 al. 4, rés. A.

les infractions qui ont été dirigées, sous une forme à préciser par le législateur, contre la vie politique de l'Etat. La nationalité de l'auteur, ainsi que celle du *forum delicti commissi* ne sont point en cause. Citoyens ou étrangers qui se rendraient à l'étranger coupables d'une infraction de cette espèce en répondront devant le tribunal répressif et d'après la norme édictée par le droit pénal national.

L'Etat ne peut laisser à d'autres Etats le soin de régler les délits qui s'attaquent à ses intérêts vitaux. D'abord, il est fort problématique que l'Etat territorial estime devoir réprimer des délits qui sont dirigés contre un autre Etat et ensuite, à supposer même qu'il le fasse, il le ferait à coup sûr d'une manière indulgente. Assurer d'une façon efficace la sanction judiciaire et législative de délits politiques, il n'y a que l'Etat intéressé qui soit à même de le faire. Il ne s'agit pas, à vrai dire, d'une méfiance des Etats les uns vis-à-vis des autres, mais simplement de l'idée que l'Etat, du moment qu'il y va de ses intérêts vitaux, ne peut pas compter sur la protection des autres ; il fera toujours mieux de se défendre par sa propre loi et par son propre juge.

Les critiques qui ont été formulées contre le principe personnel passif ne seraient plus ici à leur place. Certes, le principe réel, lui aussi, répond uniquement aux intérêts exclusifs d'un Etat particulier, mais il ne faut pas oublier qu'on est ici en matière politique. Or, les dispositions législatives ayant à régler les délits politiques diffèrent, et par leur essence et par leur but, de celles qui concernent les infractions du droit commun. Le jeu normal du règlement des compétences criminelles ne peut donc pas être pris, en matière politique, en considération.

Précisons notre pensée. Nous disons que les délits politiques restent pour ainsi dire en dehors du système du droit pénal international. D'abord, l'idée de coopération répressive de tous les Etats, inhérente à la notion même de droit pénal international, est inconcevable en matière politique. En effet, la protection du régime politique d'un Etat ne peut pas faire l'objet d'une entr'aide

interétatique. Le droit pénal politique est un droit étatique par excellence; il fait partie du droit public de l'Etat donné. Les principes qui président à ses dispositions sont ceux du droit public interne proprement dit et non point ceux du droit pénal. Les tendances universalistes sont ici hors de cause.

Citons ici les idées intéressantes qui ont été émises à ce sujet par M. Pella. D'après cet auteur, le droit pénal comporte trois ramifications : droit pénal commun, droit pénal national politique, droit pénal international (dans une acception d'ailleurs propre à M. Pella). Tandis que le droit pénal commun est appelé un jour à être unifié dans sa teneur et universalisé dans ses applications, le droit criminel politique gardera toujours son aspect étatique. Donc, même à l'avènement d'un droit pénal universel, à côté de celui-ci, chaque Etat aura son droit pénal politique qui lui sera propre et qui relèvera uniquement de sa souveraineté⁴⁶).

Sans être tout à fait d'accord avec ces pronostics, car, selon nous, le droit politique national est, lui aussi, appelé à disparaître totalement, pour la simple raison qu'il n'y aura plus dans l'avenir pour ainsi dire de délits politiques, la structure étatique devant un jour céder la place à un autre mode d'organisation de la vie internationale, et sans entrer dans la discussion de ces questions, nous voulons simplement retenir l'impossibilité absolue soulignée par le criminologue roumain de soumettre les délits politiques aux règles normales du droit pénal international.

Rien donc de plus naturel que le conflit de lois reçoive en matière politique d'autres solutions que celles que nous préconisons en droit pénal international commun. Là, pour arriver à des solutions justes et scientifiques, on était parti de la nature et du but de la loi pénale tout court, ici, il faut envisager ceux de la loi pénale politique. Or, la nature et le but diffèrent profondément de l'une à l'autre, donc les solutions aussi seront nécessairement différentes.

46) V. La criminalité collective des Etats et le droit pénal de l'avenir, 2^e édit., p. 155-172.

Certes, la théorie réaliste comporte une forte dose d'arbitraire, mais l'institution même des délits politiques est quelque chose de foncièrement arbitraire. Aussi longtemps qu'on admet, à tort, par parenthèse, l'existence indépendante et la personnalité de l'Etat, on est obligé de lui reconnaître le droit de se défendre d'une façon absolue contre tous les actes qui viennent s'attaquer à ses intérêts vitaux.

SECTION II

Historique

Depuis qu'il s'en est installé sur terre, l'Etat sévit par des différents moyens contre ceux qui menacent sa souveraineté, qu'ils soient des citoyens ou des étrangers, qu'ils le fassent sur le territoire ou en dehors. Législativement, cette réaction toute naturelle, fut pour la première fois consacrée dans les textes qui régissaient les rapports entre les villes italiennes au XIII^e et au XIV^e siècle.

Des statuts italiens, le système a passé dans la presque totalité des législations européennes. Il ne comportait d'ailleurs aucun inconvénient pour les relations internationales. Bien au contraire, les souverains s'obligeaient encore volontairement de se livrer réciproquement les auteurs des délits politiques commis sur le territoire de l'un d'eux et dirigés contre l'autre. Et ce fut à l'époque où, pour les infractions du droit commun, l'extradition était loin d'être pratiquée. De nos jours, il serait impossible de trouver une législation qui n'admît pas, sous une forme ou sous une autre, les idées préconisées par les théories réalistes.

Dans l'ancien droit polonais, le principe réel n'était pas connu, mais cela ne veut pas dire que la Pologne ne croyait pas devoir se défendre contre les délits qui avaient été dirigés contre elle par des étrangers, à l'étranger. On estimait seulement qu'on ne pouvait pas lutter contre ces ennemis de la République au moyen de dispositions législatives. Et en fait, il faut l'avouer, l'efficacité de telles dispositions ne paraît pas être très grande.

Quant aux législations régionales en vigueur jusqu'à 1932 sur les terres polonaises, elles avaient toutes consacré, sous des conditions variant de l'une à l'autre, le système réaliste. Tous les projets récents de codes pénaux étrangers l'admettent également; enfin la Conférence de Varsovie l'a prévu dans ses résolutions respectives⁴⁷⁾.

SECTION III

Cas d'application

Nous avons dit que la loi pénale nationale était compétente pour toutes les infractions qui portaient atteinte à l'Etat dans sa vie de puissance politique. Chaque législateur doit donc déterminer les actes qu'il considère comme mettant en jeu la vie de l'Etat. Le Code polonais en prévoit trois. Dans ces trois cas visés par la loi, le juge polonais sera compétent d'une façon absolue, c'est-à-dire qu'on ne tiendra aucun compte ni de la nationalité de l'auteur, ni du lieu de l'infraction, et qu'il ne sera point requis que le fait soit prévu par la *lex loci* (art. 8).

Ce dernier point fait nettement ressortir la différence qui existe entre le principe de la personnalité passive et le principe réel. Pour celui-là, la poursuite est subordonnée à la condition que le fait inculpé soit puni par la *lex loci*, tandis que dans le système réaliste, la loi sous l'empire de laquelle l'infraction a été commise n'est guère prise en considération. Du moment qu'on est en présence de l'un des trois cas spécifiés par la loi, l'application de la loi polonaise n'est soumise à aucune autre réserve.

Certaines législations, dont la législation française, exigent en plus l'arrestation de l'inculpé sur le territoire ou l'obtention de son extradition (C. Inst. Crim. art. 7 al. 1^{er}). En droit polonais, cette condition n'est pas requise, elle aurait rendu le système réaliste inopérant, car la presque totalité des législateurs étrangers n'accorde pas l'extradition en matière politique et le retour volontaire de l'accusé n'est pas probable.

47) Rés. A., art. 5 al. 1, Actes, p. 132.

Voyons maintenant quels sont les délits énumérés par l'art. 8.

A. Le premier cas d'application du principe réel, c'est celui des « infractions contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat Polonais ». A s'en tenir au pied de la lettre, cette catégorie d'infractions ne serait guère prévue dans la partie spéciale du Code pénal. Cependant, il n'est point douteux qu'elle ne corresponde aux infractions visées dans les chapitres XVII et XVIII intitulés respectivement « Délits contre l'Etat » et « Délits contre les intérêts extérieurs de l'Etat et les relations internationales ». Les délits énumérés dans ces deux chapitres mettent en effet en péril la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat. Dans un grand nombre de codes pénaux étrangers, ils figurent justement sous cette dénomination.

Il convient seulement de faire observer que beaucoup de délits spécifiés par lesdits chapitres, n'entreront pas pratiquement en ligne de compte, puisqu'ils ne peuvent être commis, de par leur nature, que sur le territoire. Mais ceux d'entre eux qui sont susceptibles d'être accomplis à l'étranger, entraîneraient la compétence de la loi polonaise en vertu de l'art. 8 a).

Le groupe d'infractions en question est prévu par toutes les législations étrangères et c'est précisément en vue de leur répression que la théorie réaliste a été créée.

B. La deuxième catégorie comprend les délits commis contre « les offices publics ou les fonctionnaires de l'Etat Polonais ». La qualité de fonctionnaire ou d'office public sera, bien entendu, déterminée d'après les règles du droit administratif polonais. Dans la plupart des cas, il s'agirait des agents diplomatiques et de tous ceux qui représentent l'Etat Polonais à l'étranger. Mais il se peut aussi que les délits commis à l'étranger soient dirigés contre les offices publics ou fonctionnaires se trouvant à l'intérieur du pays. Dans tous ces cas, la loi pénale polonaise sera compétente.

La catégorie de délits en question se trouve également dans un certain nombre de législations étrangères, soumise au système réel. Mais un nombre non moins grand ne leur applique pas la

compétence absolue de la loi nationale. Citons, à titre d'exemple, la loi française.

C. Le troisième cas prévu par l'art. 8 est celui de la « fausse déposition faite devant un office public de l'Etat Polonais ». Le fait d'induire en erreur, par une fausse déposition, les autorités officielles, paraît aux yeux du législateur comme un acte particulièrement outrageant et dangereux pour la vie politique de l'Etat et devant, par conséquent, rester de la compétence exclusive de la loi nationale. Dans la plupart des cas il s'agirait d'une fausse déposition faite devant un représentant de l'Etat Polonais à l'étranger.

En droit comparé, il est rare de trouver des législateurs qui soumettent au système réaliste le délit de la fausse déposition. Citons pourtant certaines lois britanniques poursuivant le faux serment prêté par un étranger, même à l'étranger, devant un agent du Gouvernement⁴⁸). De même, les lois des Etats-Unis, qui permettent aux agents consulaires de recevoir à l'étranger des déclarations sous serment, punissent le faux serment fait à l'étranger par un étranger devant un représentant du Gouvernement des Etats-Unis⁴⁹).

CHAPITRE V

LE DROIT PENAL SUBSIDIAIRE

SECTION UNIQUE

§ 1. *Formule et portée*

Le droit pénal subsidiaire est le droit pénal qui se substitue à un autre droit pénal qui, en principe, lui est préférable, mais

48) Donnedieu de Vabres, *Les principes...*, p. 7, en note.

49) Cf. proj. c. p. allemand, § 5-3°.

qui, pour une cause quelconque, ne peut pas recevoir d'application. La priorité est donnée au droit territorial ou national, mais du moment que ceux-ci ne sont pas à même d'intervenir, c'est un droit tiers, notamment celui du lieu où l'inculpé a été saisi, qui devient compétent.

L'idée est simple. Un délit ne doit jamais rester impuni; la possibilité de se rendre dans un pays étranger ne doit pas servir au malfaiteur du droit commun comme un moyen d'échapper à la répression. Il est donc du devoir de l'Etat qui est en possession du délinquant, de suppléer à la carence de la justice territoriale ou nationale qui, par hypothèse, ne peuvent pas s'exercer, en faisant intervenir la sienne. Déjouer les calculs éventuels du malfaiteur, voilà l'idée maîtresse de la pénalité subsidiaire.

Les auteurs aiment souvent à ajouter une autre considération pour justifier la compétence du *judex deprehensionis*, en se basant sur le scandale que cause la présence du délinquant, resté impuni, sur le territoire. Mais cette explication est peu concluante, car elle devrait, comme l'a ingénieusement fait remarquer M. Donnadieu de Vabres⁵⁰), faire fixer le quantum de la peine d'après l'étendue du scandale causé, et non d'après la culpabilité de l'auteur résultant de l'infraction elle-même. Au demeurant, ce scandale prétendu n'existe pas à vrai dire, car l'infraction, ayant été commise à l'étranger, est pour la plupart des cas ignorée à l'intérieur du pays; c'est plutôt la poursuite intentée par l'autorité locale qui fera seulement connaître les méfaits perpétrés à l'étranger, et c'est elle qui produira le scandale.

§ 2. Historique

La répression subsidiaire est une création du droit pénal moderne. Elle prend naissance dans la fameuse formule *aut dedere, aut punire*, énoncée par Hugo Grotius. L'Etat qui est en possession du délinquant est internationalement tenu soit à le livrer à l'Etat

50) Les principes..., p. 142.

qui prétend avoir sur lui le jus puniendi, soit, s'il ne le fait pas, à exercer le jus puniendi lui-même. Cette alternative a d'ailleurs donné en même temps jour à une autre théorie dite universelle, qui, elle, est complètement dépouillée du caractère subsidiaire. Vu leur origine commune, les deux théories ont été souvent confondues par la doctrine et les législateurs.

Nous avons déjà fait observer plus haut que cette confusion était, à notre avis, erronée. Certes, les deux systèmes s'appuient sur la collaboration des Etats dans leur lutte contre le malfaiteur. Mais tandis que le droit subsidiaire envisage la question du côté plutôt pratique — empêcher le délinquant de se soustraire à la répression; la théorie universelle se place, au contraire, au point de vue philosophique, au point de vue de la nature même de la norme criminelle — dépouiller celle-ci complètement du caractère étatico-territorial qui lui a été attribué à tort pour n'en retenir que la vraie et unique valeur qui est celle d'être foncièrement et uniquement humaine. Il s'ensuit que la compétence basée sur le principe universel n'est point subsidiaire, qu'elle ne vient point suppléer à la carence d'une autre compétence en vue d'éviter l'impunité, mais qu'elle s'exerce à titre indépendant et principal. Nous aurons d'ailleurs à nous étendre plus amplement sur la théorie universelle dans le chapitre suivant, consacré à l'étude des *delicta juris gentium*.

Le droit subsidiaire entre pour la première fois dans le droit positif européen avec les codes pénaux autrichiens de 1803 et de 1952. Ces codes prévoient une répression subsidiaire par rapport à l'Etat territorial pour toutes les infractions commises par les étrangers, à l'étranger (art. 39 (33) et 40 (34)). On se rappelle que le code autrichien a régi durant plus d'un siècle une grande partie de la Pologne.

Les deux autres codes régionaux ne connurent pas le droit subsidiaire. Nombre d'autres lois étrangères ne le connaissent pas non plus. Citons à titre d'exemple le code pénal français. Les

avant-projets de code pénal polonais de 1916, 1918 et de 1922 l'ignorent également.

Le droit subsidiaire est, par contre, consacré par l'art. 7 de la résolution A de la Conférence de Varsovie qui, à coup sûr, a décidé les rédacteurs du code pénal à l'introduire dans notre législation⁵¹). Aussi incomplet qu'il soit, le droit pénal subsidiaire est néanmoins appelé, par le fait même qu'il s'intéresse à la criminalité sévissant au delà du territoire, à contribuer grandement au progrès des idées universalistes en droit pénal.

§ 3. Conditions d'application

En dehors de la condition générale qu'il ne s'agisse pas d'un cas énoncé aux arts. 5, 8 et 9, la poursuite en Pologne des étrangers, pour les infractions commises hors frontières, est subordonnée en premier lieu aux mêmes conditions auxquelles nous avons soumis le fonctionnement du principe personnel, actif et passif. Donc, il faut d'abord que le fait soit prévu à la fois par la *lex loci* et par la *lex fori*, et en cas de divergence entre les deux lois, on en tiendra compte en faveur de l'accusé.

L'art 10 § 1 stipule encore la présence de l'auteur de l'infraction sur le territoire. Nous avons vu que cette condition était vraie même pour le cas visé aux articles 4 et 5. Si le législateur tient à la stipuler formellement en matière d'infractions commises par les étrangers à l'étranger, cela ne peut être que pour souligner la différence qui existe à cet égard entre cette catégorie d'infractions et une autre catégorie d'infractions commises aussi par les étrangers à l'étranger, à savoir celle que prévoit l'art. 8, et qui, elle, pour faire intervenir la loi polonaise, ne suppose pas nécessairement la présence de l'inculpé sur le territoire⁵²).

Enfin, la dernière condition d'application commune aux infractions visées aux arts. 4, 5 et 10 sera l'absence d'un jugement

51) Actes, p. 133.

52) V. *supra*.

définitif d'acquiescement ou d'une peine intégralement exécutée à l'étranger.

Mais à ces conditions valables pour toutes les infractions commises à l'étranger, s'en ajoutent encore deux autres, propres aux actes punissables prévus dans l'art. 10, et qui font nettement ressortir le caractère subsidiaire de leur poursuite:

a) Il faut que l'extradition n'ait pas été accordée. D'abord, on doit tenter de remettre l'accusé dans les mains des autorités qui sont territorialement ou nationalement compétentes pour le juger. S'agissant d'un étranger et d'une infraction ne touchant ni à un citoyen, ni à l'Etat, et commise hors des frontières, les autorités polonaises n'ont aucun intérêt à s'arroger la compétence. Quant à leur devoir international de combattre la criminalité, elles s'en acquitteraient parfaitement en remettant le coupable à la justice de l'Etat qui est appelé à l'exercer.

Ce n'est qu'au cas où l'extradition n'a pas, pour une raison quelconque, abouti, que l'administration de la justice incomberait au juge polonais et que la loi polonaise deviendrait applicable.

Ladite condition pourrait à la rigueur se concevoir également dans le système universel, car, au fond, les autorités locales seraient toujours tenues d'agir contre les infractions commises par les étrangers à l'étranger: extradier ou punir elles-mêmes. Avec cette réserve seule, l'Etat ne pourra jamais se désintéresser complètement de l'activité criminelle ayant lieu à l'étranger. Mais à la condition relative à l'extradition vient encore s'en ajouter une autre, qui, elle, met nettement en relief, la différence de fond qui existe entre le système subsidiaire et la théorie universelle. C'est la condition

b) prévue par l'art. 10 § 2 et consistant en ce que « la poursuite est exercée sur l'ordre du Ministre de la Justice ». Donc, alors même que toutes les conditions requises par la loi se trouvent réunies, la poursuite reste toujours facultative. A l'inverse de ce qui se passe pour les actes punissables visés dans les arts. 4, 5, 8 et 9, les autorités judiciaires ne peuvent pas mettre d'office

l'action publique en mouvement; elles ne le feront que lorsqu'elles y seront invitées par le Ministre de la Justice. Celui-ci aura évidemment à apprécier librement, en tenant compte de toutes les circonstances de fait, dans chaque cas particulier, s'il convient de faire intervenir la justice polonaise contre une infraction ayant été accomplie par un étranger au delà du territoire.

Le caractère facultatif de la poursuite et le fait que c'est précisément le Ministre de la Justice, personnage essentiellement politique, qui décide de l'application de la loi pénale, soulignent encore davantage l'élément opportuniste et étatique dans le droit pénal subsidiaire, et nous met en garde de le confondre avec le système universel qui, lui, est purement scientifico-juridique et basé sur des règles générales.

Telles sont les conditions auxquelles est soumise l'application de la loi polonaise aux actes punissables commis par les étrangers en dehors du territoire contre des étrangers. Pas d'autres réserves. La plainte de la victime, la prescription et toutes les autres questions de nature procédurale seront soumises, ici encore, aux règles ordinaires de la procédure criminelle polonaise.

CHAPITRE VI

LE PRINCIPE UNIVERSEL

L'étude du système universel concerne seulement les infractions du droit commun. Pour ce qui est des délits politiques, il est vrai que, très souvent, ils sont aussi soumis à l'universalité du droit de punir dans ce sens qu'on ne tient compte à leur égard ni de la nationalité de l'auteur, ni du lieu de l'infraction, mais c'est là une universalité d'une autre essence, une universalité qui

est fondée sur l'état de nécessité dans lequel se trouve l'Etat, quand il s'agit de ses intérêts vitaux; tandis que le principe universel du droit commun s'inspire uniquement des intérêts *intéreatiques*. Si les conditions d'application des deux systèmes sont identiques, au contraire, ils se trouvent par leur nature et leur but sur des points diamétralement opposés.

Cette différence foncière a été souvent méconnue par la doctrine et les législateurs qui ont fait figurer les délits contre la personne de l'Etat, parmi les *delicta juris gentium*⁵³).

Le projet de Code pénal polonais adopté par la Commission de codification avait fait la même erreur en énumérant à côté de la piraterie, la traite des femmes etc., les délits contre la sûreté de l'Etat. C'était là une rédaction codificatrice très fâcheuse. Les délits politiques ne peuvent pas être des délits du droit des gens, puisque ce sont des délits nationaux par excellence.

Le texte a été par la suite, avant de recevoir sa consécration législative, amendé, peut-être pour d'autres raisons, mais enfin aujourd'hui la différence qui sépare ces deux régimes universels, celui des délits contre l'Etat et celui des délits internationaux, est nettement mise en lumière dans le Code pénal polonais, par le fait qu'ils y sont prévus dans des articles séparés.

Ceci dit, nous allons aborder l'étude de la théorie de l'universalité de la répression, qui est la cheville ouvrière du droit pénal international.

SECTION PREMIERE

Formule et fondement

Le principe universel signifie que la norme pénale est valable pour tout individu qui l'enfreindrait, sans qu'il y ait à se préoccuper ni de la nationalité de l'agent, ni de celle de la victime, ni enfin du lieu où la transgression se produirait. En d'autres ter-

53) Cf. c. p. italien, art. 7.

mes, le champ d'application de la loi pénale n'est pas tracé par un territoire donné, mais il se couvre avec le territoire du globe tout entier; les sujets du droit criminel, ce ne sont pas les délinquants citoyens, mais ce sont les délinquants tout court; l'objet de la protection juridico-pénale, ce n'est pas la victime ressortissant à un groupe politique déterminé, mais c'est d'une façon générale toute victime humaine.

Extension de la valeur de la norme pénale à tous les pays et à tous les individus sans exception — voilà l'idée directrice de la théorie universelle.

La justification est tirée de la nature et du but que se propose la loi pénale. Qu'est-ce en effet une norme criminelle? C'est, peut-on dire, une forme d'expression dont se sert la conscience humaine en révolte contre les méfaits que perpète l'homme à l'égard de son prochain. La norme pénale est dictée par le sentiment de justice inné à l'homme, justice qui veut que les hommes ne se fassent pas de mal les uns aux autres. Elle ne se distingue au fond de la morale que par le fait de revêtir la forme d'un ordre juridiquement et législativement établi.

Or, ni la conscience, ni la justice, ni la morale, toutes puisant leur force dans le fond commun de toute l'humanité, ne font et ne peuvent faire une distinction quelconque qui tienne à la territorialité ou à la nationalité des sujets et des faits qu'elles prétendent commander. Si elles se révoltent contre le crime, ce n'est pas contre le crime perpétré par une certaine catégorie d'individus ou dans un certain endroit, mais c'est contre le crime tout court qu'elles se dressent. Donc la norme pénale qui ne fait qu'exprimer cette révolte, n'est pas et ne peut pas être, elle non plus, limitée à un certain groupement d'hommes ou à un certain territoire. Si elle l'était, elle serait la première à violer les sentiments dont elle tire son origine et sur laquelle se base toute sa raison d'être.

En un mot, du moment qu'on est d'accord pour fonder l'existence de la loi pénale sur le sentiment de la justice, on est forcé d'admettre sa valeur universelle. Car la justice ne peut pas se

concevoir autrement que comme quelque chose d'essentiellement humain et partant d'universel.

Quant à la théorie qui met à la base de la répression l'idée de défense sociale, et en arrive ainsi à affirmer la valeur territoriale de la loi pénale, elle confond Société et Etat, car si elle ne les confondait pas, défense sociale signifierait défense de la société humaine tout entière, et l'attribution du caractère universel et non territorial à la loi pénale, s'imposerait nécessairement. Ladite théorie prétend donc, à l'aide de la territorialité de la loi pénale, protéger les intérêts de l'Etat, mais ceux-ci sont suffisamment protégés par la catégorie d'infractions dénommées délits politiques.

Au contraire, les lois réglant les infractions du droit commun s'inspirent plutôt de l'idée de la défense de l'individu attaqué par d'autres individus, le territoire et la nationalité n'y étant pour rien, à moins qu'on ne veuille voir dans la loi pénale que quelque chose de purement arbitraire et d'égoïste, qu'un ordre dépendant complètement du bon plaisir des législateurs de différents Etats.

Il résulte de ce qui précède, que le principe universel bien compris ne connaît point la division qu'on fait aujourd'hui entre les délits du droit des gens et les autres infractions. Dans la théorie universelle, tous les délits du droit commun relèvent du droit des gens. Et en fait, il n'y a vraiment pas de raison théorique de soumettre au droit pénal universel ces délits plutôt que les autres. Les normes pénales ne diffèrent point entre elles que par leur contenu. Il y a une norme pénale qui règle l'infraction A et une autre qui règle l'infraction B, mais quant à leur essence qui est d'être universelle, et leur but qui est de bannir le crime de la communauté humaine, il n'y a guère de distinction à faire entre les différentes normes pénales. Donc théoriquement, toutes les infractions du droit commun doivent avoir une portée universelle. Elles sont toutes des *delicta juris gentium*⁵⁴).

54) V. *infra*.

Mais en pratique, on n'en est pas encore là. On reconnaît le bien fondé de la théorie universelle, mais seulement à l'égard d'une certaine catégorie d'infractions formellement déterminées et qu'on dénomme délits du droit des gens. Par rapport à ceux-ci, on est en présence d'un droit pénal pour ainsi dire quasi universel; quasi universel, car en droit parfaitement universel, il ne suffirait pas que la loi fût universellement applicable, mais il faudrait aussi qu'elle le fût d'une façon uniforme dans tous les Etats. Or, à l'heure actuelle, les lois, même celles qui concernent les délits du droit des gens, diffèrent encore sensiblement d'un pays à l'autre. Un courant intense se dessine pourtant ces dernières années en faveur d'une unification des dispositions relatives à cette catégorie de délits⁵⁵).

Si l'on arrive à unifier les dispositions législatives ayant trait aux *delicta juris gentium*, il ne restera alors qu'à augmenter progressivement le nombre d'infractions universalisées et uniformisées, pour se trouver un jour devant une liste de délits internationaux englobant tous les délits du droit commun, ce qui marquera l'établissement du droit pénal universel. Il est, en effet, plus que probable que c'est par le biais de *delicta juris gentium*, institution déjà consacrée par la presque totalité des législateurs du monde, que le droit pénal universel est appelé à s'introduire.

Il résulte encore de ce qui a été dit sur la valeur universelle du droit pénal, qu'il est inexact de dire que c'est la présence de l'inculpé sur le territoire qui entraîne la compétence à la loi du lieu de capture. Car d'une part, cette loi n'a pas du tout plus de compétence que n'importe quelle autre loi, puisque toutes lois ont une valeur universelle, et d'autre part, la compétence du *juxta deprehensionis* n'est point constituée par la présence de l'agent, elle existait déjà bien antérieurement, notamment à partir du moment où la loi a été violée, c'est-à-dire à partir du moment où l'acte inculpé a été commis. Ce qu'entraîne la présence de l'accusé sur le territoire, c'est l'exercice de la compé-

55) V. actes des Conférences de Varsovie, Paris, Congrès de Palerme.

tence du juge de capture, et non la compétence elle-même.

Il s'ensuit que le juge de capture, tout en appliquant sa propre loi, représente non seulement l'Etat dont il relève, mais tous les autres Etats. C'est là même la portée pratique de la théorie universelle: la perpétration de l'infraction entraîne la compétence égale de toutes les lois qui la prévoient, mais l'application n'en est donnée qu'à une seule, notamment à celle qui est en vigueur au lieu où le délinquant fut saisi. Donc, avec le dernier acte de juridiction émanant du juge de capture, toutes les compétences du monde se trouvent épuisées. On en arrive ainsi à établir l'autorité complète de la chose jugée internationale, ce qui, dans un autre système que celui de l'universalité de la loi pénale, ne saurait jamais être atteint.

SECTION II

Historique

Les origines de l'universalité du droit de punir remontent au texte du Code de Justinien *ubi de criminibus agi oportet*, qui, en déterminant en matière répressive le ressort des gouverneurs de l'Empire Romain, prévoit également la possibilité de faire juger les délinquants par le *judex deprehensionis* ⁵⁶⁾.

Au moyen âge, le principe universel est défendu par Bartole, La compétence du juge du lieu d'arrestation s'imposait, notamment à l'égard des assassins et des vagabonds⁵⁷⁾. Mais pour ces derniers, ce n'était pas à vrai dire l'idée universelle qui entraînait en jeu. Le vagabond, c'était l'individu qui n'avait pas de domicile déterminé; or, le juge personnel, juge du droit commun à l'époque, c'était celui du lieu où l'accusé avait son domicile. Comme le vagabond n'avait aucun domicile, on lui donna celui où il fut arrêté⁵⁸⁾.

56) Donnedieu de Vabres, *Prin. mod. dr. pén. int.*, p. 135.

57) Voir *supra*.

58) Donnedieu de Vabres, *Intr. à l'ét. du dr. pén. int.*, p. 172.

En même temps se faisait jour l'idée qu'il existait toute une catégorie de délits particulièrement graves qui méritaient la répression et partant une compétence universelle. Elle reçoit toute son ampleur et valeur philosophique dans l'école de Grotius. Celle-ci part du droit naturel résidant dans le for intérieur de l'homme; une violation du droit naturel est une offense faite à la communauté humaine tout entière. La répression légale en tant que réaction contre cette offense, doit intéresser *tous* les Etats, d'où l'alternative: soit livrer l'accusé, soit le faire juger par son propre juge. Nous avons vu que cette alternative favorisa en même temps le développement de deux tendances qui se rapprochaient et qui au fond étaient très différentes, celle du droit pénal subsidiaire et celle de l'universalité de la répression. Grotius lui-même, étant donné qu'il l'avait fondée sur le droit naturel, a plutôt pensé à une compétence universelle primaire et non subsidiaire. Certes, l'un des termes de l'alternative précitée a trait à la possibilité de l'extradition, mais celle-ci n'enlève guère son caractère principal à la compétence du juge de capture, comme nous le verrons plus loin.

En pratique, la vraie portée de la répression universelle s'avère seulement au début du XIX^e siècle dans la jurisprudence britannique, en matière de piraterie. Les pirates sont obligatoirement jugés par l'Etat capteur, sans qu'on se préoccupe de leur nationalité ou du pavillon de leurs navires.

Les codes pénaux de la seconde moitié du XIX^e siècle, tel le code autrichien de 1852, italien de 1889, norvégien de 1902, admettent bien la compétence à l'égard des infractions commises par l'étranger à l'étranger, mais toujours à titre subsidiaire. Les deux derniers codes stipulent en outre un certain degré de gravité de l'infraction, pour qu'elle soit soumise à la loi nationale⁵⁹), si bien que, dans toutes ces législations, on ne peut pas parler d'une application d'un système universel solidement établi.

Il faut arriver aux codes pénaux et projets législatifs d'après-

59) C. p. ital., art. 6; norv. § 12 (N^o 4).

guerre pour trouver une expression complète de l'universalité du droit de punir, du moins par rapport à une certaine catégorie de délits.

Un triomphe éclatant a été remporté, sur le terrain international, par la théorie universelle, au III^e Congrès de l'Association internationale du droit pénal qui se tenait en avril 1933 à Palerme. La presque totalité des rapports présentés à ce Congrès sur la question de la compétence criminelle universelle conclurent à la nécessité de dresser une liste d'infractions graves comportant la compétence de l'Etat qui est en possession de l'auteur. Des résolutions ont été par la suite votées dans le sens de l'établissement de la compétence universelle à l'égard d'un certain nombre de délits⁶⁰).

On peut en conclure que le caractère universel de la loi pénale, tout au moins pour ce qui est des délits dits internationaux, est aujourd'hui en doctrine et en droit positif hors question.

En ce qui touche la Pologne, l'ancien droit polonais, de même qu'aucun droit à cette époque, n'admettait pas d'une façon générale l'extension de la loi pénale aux infractions commises hors de frontières par les étrangers, mais un certain nombre d'atténuations y ont été apportées par a) la pratique des tribunaux et surtout b) par des conventions internationales.

a) Les autorités judiciaires municipales polonaises, en s'appuyant sur le privilège de juridiction qui leur avait été accordé, s'arrogèrent le droit de juger tous les délinquants, surtout les professionnels, qui ont été saisis sur le territoire de leur ressort sans se préoccuper, ni de leur nationalité, ni du lieu où ils avaient commis leur forfait. On en arrivera ainsi à substituer en pratique à la compétence du juge territorial celle du juge de capture.

Ensuite, les tribunaux polonais partaient de l'idée que tout délinquant était un individu dangereux. Si le juge de capture ne se donnait pas compétence pour le juger, on lui fournirait l'occa-

60) V. Res. du Congrès de Palerme, Rev. inter. de dr. pén. 1933, p. 156-157.

sion de développer son activité sur le territoire; le bon sens dictait qu'il valait mieux s'en débarrasser d'emblée. De cette façon-là on se trouva en présence d'une répression universelle exercée, non au nom d'un principe théorique ou d'une idée générale, mais pratiquée seulement dans son propre intérêt bien compris.

b) La Pologne concluait souvent des conventions internationales qui stipulaient, sur la base de réciprocité, la compétence du juge de capture à l'égard de délinquants considérés par les parties contractantes, comme des ennemis communs et qui déployaient leur activité criminelle sur un des territoires des deux Etats en présence.

Au début, ces ententes internationales en matière répressive revêtaient une forme bien rudimentaire. Tantôt, on accorda à l'Etat étranger la permission de faire poursuivre, par ses propres organes judiciaires, les délinquants réfugiés en Pologne, tantôt, on s'obligea à refuser un asile quelconque sur le territoire aux accusés relevant de l'autorité de l'Etat contractant.

Ainsi la convention de 1404 conclue entre le roi Ladislas Jagellon et le Maître de l'Ordre teutonique Conrad, engagea les deux parties contractantes à ne pas recevoir sur leur territoire les gens hors la loi, en particulier les meurtriers et les incendiaires⁶¹).

Dans la convention de Brest conclue en 1436 entre la Pologne et l'Ordre teutonique on va plus loin. On stipule réciproquement de poursuivre par ses propres tribunaux les infractions suivantes commises sur le territoire par des citoyens ou étrangers au préjudice de l'un des deux Etats en présence, ou au préjudice de leurs citoyens: brigandage, incendie, dommages causés à la propriété d'autrui et meurtre. En même temps la Pologne s'oblige d'expulser les fugitifs politico-religieux de l'Ordre teutonique qui se réfugieraient sur le territoire polonais⁶²).

Par la convention de 1525 conclue avec le duc Albrecht de

61) Makarewicz, op. citat., p. 38.

62) V. texte cité *ibid.*, p. 39.

Prusse, la Pologne s'engage à refuser asile aux délinquants professionnels du droit commun. Une autre convention avec le même Albrecht de Prusse datant de 1529, contient à cet égard une expression plus nette au point de vue juridique. On y dit que les autorités lithuaniennes sont tenues, à la demande des sujets prussiens, de poursuivre les délinquants recherchés en Prusse et qui se trouveraient sur le territoire lithuanien, et de les punir d'après la loi lithuanienne; dans aucun cas, elles ne pourront faire bénéficier ces délinquants du droit d'asile⁶³).

Les mêmes idées se trouvent reproduites dans un pacte d'alliance conclu entre la Pologne et l'Empereur allemand en 1613. Les deux parties contractantes s'assurent réciproquement le refus d'accorder asile aux délinquants professionnels, politiques et à des fugitifs quelconques, ainsi que l'exercice de la poursuite pénale par les autorités du pays de refuge, si l'autre Etat en fait la demande⁶⁴).

Dans tous les cas, où se manifeste, dans l'ancien droit polonais, l'idée de la répression universelle, que ce soit dans la pratique judiciaire ou dans les conventions internationales, le point de départ est toujours la notion d'une catégorie de délinquants qui sont universellement nuisibles et qui doivent trouver leur punition là où on les arrête. C'est la notion de *hostes generis humani* que les auteurs mettent encore aujourd'hui à la base de la construction des *delicta juris gentium*.

Sous l'empire des législations régionales, la Pologne n'a connu la répression universelle que d'une façon très limitée. Les codes pénaux allemand et russe ne l'avaient prévue que pour les cas formellement visés par les traités internationaux. Quant au code pénal autrichien, nous savons qu'il admettait bien la possibilité de poursuivre les infractions commises par les étrangers hors des frontières, mais avec un caractère subsidiaire.

Lors de l'élaboration du code pénal polonais, l'introduction

63) V. texte *idem*, p. 39-40.

64) *Idem*, p. 40.

même du principe universel à l'égard d'un certain nombre d'infractions, avec toutes ses conséquences logiques, notamment avec son caractère principal, ne souleva aucun doute. Il s'agissait seulement de savoir sous quelle forme et quelle extension donner à la catégorie d'infractions qualifiée par la doctrine de *delicta juris gentium*. Suivant l'exemple de la majorité des législations modernes et de la résolution votée à la Conférence de Varsovie, on adopta le système énumératif, qui consista à dresser une liste spécifiant limitativement les infractions que le législateur entendait soumettre au régime de l'universalité de la répression.

Il nous faut maintenant voir quelles sont les infractions prévues dans cette liste.

SECTION III

Quels sont les *delicta juris gentium* ?

L'art. 9 les énumère sous les lettres a) à h). Il convient d'en ajouter encore un qui ne figure pas dans l'art. 9 et qui comporte pourtant le même règlement pénal international que les délits du droit des gens. C'est le délit de la propagande de la guerre d'agression prévu par l'art. 113. Etant donné l'aspect et la portée particuliers de cette nouvelle incrimination, ainsi que les développements plus amples qu'elle nécessite, son étude sera faite dans une section spéciale.

§ 1. *La piraterie*

La piraterie, c'est le brigandage de haute mer; c'est le fait d'attaquer les navires se trouvant en pleine mer, dans un but de dépradation et de rapine sans y être autorisé par le gouvernement d'aucun Etat. Les éléments constitutifs de la piraterie en vue de la répression universelle sont: 1° actes de violence ou de dépradation en pleine mer, 2° but lucratif, 3° absence de toute

autorisation. La majorité de la doctrine s'oppose à l'extension du régime du droit des gens aux actes de piraterie commis dans les eaux territoriales⁶⁵). Par contre, elle est favorable à ce qu'on l'étende à la piraterie aérienne. Mais en droit pénal polonais positif, la piraterie n'est que maritime, l'art. 9 a) dans sa teneur textuelle spécifiant formellement le « *brigandage de mer* », expression qui implique également l'élément du lucre. Enfin, l'absence de l'autorisation d'un Etat distingue la piraterie de la course qui, elle, engagerait la responsabilité internationale de l'Etat qui a donné au corsaire ses lettres de marque.

La piraterie n'a pas d'équivalent dans la partie spéciale du Code pénal polonais. L'art. 260 incrimine bien le fait de fournir des armes et d'autres instruments à un navire devant servir à des actes de brigandage de mer, mais il s'agit là d'une infraction *sui generis* comprenant les actes préparatoires à la piraterie. Quant au crime même de la piraterie, il devra être réglé d'après les coutumes internationales généralement admises.

On a voulu donner comme fondement de l'application du principe universel à l'égard de la piraterie, le fait qu'elle s'accomplit dans un lieu ne relevant d'aucune souveraineté et on en concluait même à étendre la notion de la piraterie aux infractions commises sur tout territoire sans maître⁶⁶).

Ces idées-là ne nous paraissent pas justifiées. D'abord, il n'est pas exact de dire que la piraterie s'exerce dans un lieu n'étant soumis à aucune souveraineté. Certes, elle se produit en pleine mer, lieu qui n'appartient à personne, mais son terrain d'activité proprement dit, ce n'est pas la mer, mais c'est le navire attaqué par le pirate; c'est sur le navire que les actes de violence et de rapine sont accomplis. Or, nous savons que les navires en pleine mer sont censés former une partie du territoire de l'Etat dont ils arborent le pavillon. Donc les actes de piraterie ne sont pas per-

65) V. Conf. Paris 1931, Actes, p. 235-252.

66) La théorie de M. Pella: Rec. des Cours. Ac. dr. int. 1926, t. v. 219-227.

pétrés dans un lieu ne relevant d'aucune souveraineté, ils sont perpétrés sur le territoire de l'Etat dont relève le navire victime; *territorialement*, c'est donc cet Etat-là qui aurait dû être compétent.

Le vrai fondement et la raison de ce que la piraterie a été la première à être universalisée, réside simplement dans son caractère particulièrement odieux et dans le danger grave que comporte pour *tous* les Etats le fait d'attaquer les gens, qui, se trouvant isolés du reste du monde et ne pouvant compter sur aucun secours du dehors, seraient entièrement livrés à la merci des brigands de mer. Rien de plus naturel qu'on se soit vite aperçu de la nécessité de faire juger les pirates par le juge qui s'en emparerait le premier. Il est vrai qu'on pourrait faire valoir les mêmes idées, bien qu'avec moins de conviction, à l'égard du brigandage de grande route, et il est en effet plus que sûr que tôt ou tard le brigandage de grande route figurera parmi les délits du droit des gens.

Pour ce qui est du territoire sans maître, nous l'avons fait entrer dans l'étendue fictive du territoire de l'Etat et, par conséquent, les infractions qui y sont commises sont de la compétence territoriale de l'Etat qui se trouve en possession de l'inculpé. Nul besoin de les assimiler à la piraterie⁶⁷⁾.

La piraterie figure, à notre connaissance, dans toutes les législations pénales qui contiennent une liste des délits internationaux. Elle est également spécifiée par la liste dressée à la Conférence de Varsovie⁶⁸⁾.

§ 2. Les infractions contre le crédit public

Ce sont aux termes de l'art. 9 b) la « contrefaçon des monnaies, des papiers publics de valeur ou des billets de banque ». Donc un individu qui se rendrait à l'étranger coupable du faux

67) V. *supra*.

68) Actes, p. 133.

monnayage répondra devant la loi polonaise, s'il a été arrêté en Pologne.

Dans une politique répressive rationnelle aucune distinction ne doit être faite entre la contrefaçon de la monnaie nationale et celle de la monnaie étrangère. Avec des relations économiques internationales qui font déverser, échanger et circuler d'un pays à l'autre toutes sortes de monnaies de différents Etats, le danger que fait courir à la vie financière du pays, la contrefaçon de la monnaie nationale, serait au fond le même que celui que lui ferait courir la contrefaçon de la monnaie étrangère.

Aussi le droit polonais accorde-t-il la même protection à la monnaie étrangère qu'à la monnaie nationale (Cf. arts. 175-180).

On n'y fait non plus aucune distinction entre la monnaie métallique et la monnaie de papier, et on leur assimile au point de vue de la répression universelle, les billets de banque et les titres publics de valeur; par contre, ne sont pas universellement protégés les autres papiers de valeur tels que les timbres-poste, papier timbré, etc.⁶⁹).

La répression universelle du faux monnayage, avant de trouver sa consécration législative interne, avait déjà été prévue par la convention internationale de Genève du 20/IV/1929 art. 3, à laquelle figure la signature de la Pologne.

§ 3. *Traite des esclaves*

Est en état d'esclavage tout individu sur lequel on prétend exercer un ou plusieurs droits de propriété. La traite des esclaves consiste dans le fait de capter, d'acquérir, de céder ou d'accomplir tout autre acte de commerce tendant à réduire un ou plusieurs hommes en état d'esclavage.

La traite des esclaves comprend aussi, à proprement parler, le commerce des femmes et des enfants. Mais comme le développement historique de l'incrimination de ces deux genres de traites

69) Cf. Texte adopté à la Conf. de Bruxelles, Actes, p. 189, II, art. 6.

des hommes n'était pas le même, et comme les conventions internationales les traitaient toujours séparément, le Code polonais les a également prévues dans des dispositions séparées.

Dans la partie spéciale, la traite des esclaves est prévue par l'art. 249. C'est une infraction continue, elle existe aussi longtemps que dure l'état d'esclavage, alors même que l'acte qui l'avait produit est depuis longtemps consommé. Il en résulte que le délai de la prescription ne commencerait à courir qu'à partir de la libération complète de la victime.

Les dispositions réglant dans la partie spéciale le crime de la traite des esclaves diffèrent encore sensiblement d'une législation à l'autre. Vu l'universalité de la répression de cet odieux commerce, consacrée d'une façon unanime par tous les Etats, une unification des dispositions de détails et même du taux de la peine, dans toutes les législations est des plus urgentes. Un grand pas dans ce sens a été fait à la Conférence unificatrice de droit pénal à Paris en 1931, au cours de laquelle fut voté un projet de texte législatif uniformisé qui n'attend qu'à être transformé en droit positif⁷⁰).

A la troisième Conférence pour l'unification du droit pénal qui se tenait à Bruxelles en 1930, un délégué polonais a fait à juste titre remarquer qu'il fallait assimiler à la traite des esclaves les travaux imposés par la force dans des conditions rendant impossible à la victime de s'en libérer⁷¹). En effet, cette sorte d'exploitation de la faiblesse, de la misère et de l'ignorance des hommes ne sachant pas se défendre, ne diffère pratiquement en rien du commerce des hommes proprement dit, et la répression internationale de cette ignoble activité criminelle n'en est pas moins souhaitable.

La protection juridico-pénale universelle contre la traite des esclaves avant d'être législativement établie avait déjà été, ici

70) Actes, p. 298, III.

71) V. Rap. de M. Neymark, Actes, p. 69 et suiv.

encore, prévue dans la Convention internationale du 25/IX/1926 art. 7 signée par la Pologne.

§ 4. *Traite des femmes et des enfants*

Elle comprend tous les actes ayant comme objet direct ou indirect de procurer des femmes et des enfants aux pratiques de la débauche. Le caractère ignominieux de ce commerce de chair humaine et surtout le danger imminent qui en résulte pour tous les pays, depuis le moment qu'il est devenu un trafic international, ont amené les différents Etats à entamer une collaboration étroite en vue de sa répression.

La première entente internationale a eu lieu à Paris en 1902, qui aboutit à un Arrangement International. Suivaient après deux Conventions Internationales en 1904 et 1910 au cours desquelles un front commun d'un grand nombre d'Etats fut constitué contre le trafic odieux dénommé « la traite des blanches ». Le 30/IX/1921 une autre Conférence internationale fut convoquée sur l'initiative de la S. D. N. où une série de recommandations fut votée, entre autre, on a décidé d'étendre la notion de la traite aux enfants des deux sexes. La Convention de 1921 substitue au nom de la traite des blanches, celui de la traite des femmes et des enfants, laquelle reste soumise au régime de la répression universelle.

La Pologne qui avait déjà adhéré à la Convention de 1910 signa aussi celle de 1921. L'art. 9 d) ne fait donc, ici encore, que consacrer par une disposition de droit interne les obligations que la Pologne avait déjà assumées par un engagement international.

Dans la partie spéciale, la traite des femmes et enfants est incriminée par l'art. 211.

Toutes les législations qui connaissent les *delicta juris gentium*, y font entrer la traite des femmes et des enfants. Elle est également prévue par le texte respectif de la Conférence de Varsovie. Il en résulte l'effet heureux que les individus s'adonnant à cette ignoble industrie se voient poursuivis partout où ils se

trouvent, indépendamment du lieu où leur activité criminelle se déroule. Si la théorie universelle n'avait pas eu, en droit positif, d'autres répercussions que celle de la protection universelle de ces *miserabiles personnae*, sa portée pratique aurait déjà été par cela même inappréciable.

Faisons enfin remarquer qu'un projet de texte unifié à insérer dans les législations internes de différents pays, a été proposé et voté aux Conférences internationales unificatrices du droit pénal à Bruxelles en 1930 et à Paris en 1931 ⁷²⁾.

§ 5. *La provocation d'un danger commun.*

L'infraction prévue par l'art. 9 e) consiste dans la création d'une situation dangereuse pour la vie, la santé ou la fortune de toute une population. Celui qui détruit une digue de sécurité en vue de produire une inondation, ne s'attaque pas d'une façon directe à l'intégrité physique ou aux biens des personnes déterminées, il crée seulement un état de fait, d'où pourra résulter une catastrophe. C'est précisément la création de cet état de fait dangereux qui est incriminée. Il se peut même qu'en raison de circonstances différentes la catastrophe ne se produise pas ou que les dommages par elle causés soient minimes, l'état de fait de l'infraction n'en reste pas moins avéré, du moment que le péril général était imminent. D'où deux éléments constitutifs de l'infraction. 1° ensemble de faits propre à produire un danger commun ; 2° intention de le produire.

L'incrimination en question est une création du droit moderne. Avant, on punissait les actes provoquant un danger commun d'après les dommages que la catastrophe avait causés; un incendie était considéré comme un acte portant atteinte à des biens d'autrui à l'aide du feu. Le moment de terreur, de panique et d'alarme qui accompagne ce genre de crimes n'était point pris en considération, alors qu'aujourd'hui, c'est en raison de cet élé-

72) V. Actes Conf. Bruxelles, p. 193 et Paris, p. 299.

ment-là qu'on tient à sévir avec une répression universelle contre les terroristes de cette espèce.

Dans la partie spéciale, l'emploi des moyens propres à provoquer un danger commun est prévu dans le Code polonais par les arts. 215-222.

Sur le terrain international, on a fait des essais pour élaborer un texte unifié à introduire dans les différentes législations relativement à notre infraction, mais jusqu'ici ils n'ont pas encore abouti⁷³).

§ 6. *Trafic de stupéfiants.*

Le trafic de stupéfiants étant devenu ces derniers temps un commerce international, une organisation d'une lutte internationale contre la toxicomanie s'imposait. Elle amena la Convention Internationale de Genève du 14 février 1925 qui obligea les Etats qui y adhérèrent, dont la Pologne, à incriminer, dans leur pays respectif, cette industrie dangereuse et à assurer à son égard l'ubiquité de la répression.

Un projet de texte législatif international unifié figure parmi les résolutions qui furent votées à la Conférence de Bruxelles en 1930⁷⁴).

§ 7. *Trafic de publications obscènes.*

Le commerce des publications outrageant les bonnes mœurs est incriminé dans la partie spéciale de l'art. 214.

Le premier mouvement en faveur de l'universalisation du droit de punir, en matière de publications obscènes, date du Congrès international de 1908 à Paris qui n'avait pourtant pas un caractère officiel. Sur l'initiative de la France, une conférence internationale *officielle* a eu lieu en 1910 à Paris, qui aboutit à la

73) Cf. Actes de la Conf. de Bruxelles, p. 194 et de Paris, p. 302.

74) Actes, p. 189.

Convention internationale du 4 mai 1910. On y relatait les faits pouvant être incriminés et les moyens de procédure en vue de faciliter les poursuites. Une autre Convention internationale du 12 septembre 1923, conclue à Genève, vint ensuite compléter le texte de 1910. A cette dernière conférence, fut également représentée la Pologne.

Le trafic de publications obscènes figure régulièrement dans les différentes législations sur les listes des *delicta juris gentium*. L'ubiquité de la répression est ici d'autant plus nécessaire que la diffusion des publications pornographiques s'opère aujourd'hui avec la plus grande aisance sur un grand nombre de pays. Un projet de texte de loi unifié correspondant fut, ici encore, adopté à la Conférence de Bruxelles⁷⁵⁾.

Par le terme publication, il faut entendre toute sorte d'imprimés et d'images tels les journaux, cartes postales illustrées, romans, pièces de théâtre, films etc. Seulement, il ne faut pas aller trop loin, il importe de se garder d'englober sous la notion d'obsécénité les œuvres d'art qui pourraient au premier abord paraître d'une moralité douteuse⁷⁶⁾.

§ 8. *Infractions prévues par les conventions internationales.*

Nous venons de constater que, dans la plupart des cas, les délits internationaux énumérés dans l'art. 9 de a) à g) avaient déjà été prévus bien antérieurement dans les conventions internationales respectives conclues par la Pologne. Or, le nombre de conventions interétatiques en matière de répression universelle, est appelé à augmenter continuellement. Donc avec chaque convention conclue, il aurait fallu ajouter par voie législative une lettre correspondante à l'art. 9. Pour éviter cet inconvénient d'ordre technique, l'art. 9 h) déclare son texte introductif applicable à toutes les infractions qu'auront prévues les traités internationaux signés par l'Etat Polonais. Il en résulte qu'au fur et à mesure, que la Pologne assumerait, par des conventions internatio-

75) Actes, p. 190, IV.

76) Cf. c. p. italien, art. 529.

nales, la protection juridico-pénale universelle à l'égard de certaines infractions, considérées par les parties contractantes comme étant susceptibles de figurer dans la liste du droit des gens, cet engagement international se trouverait automatiquement consacré par le législateur interne, en vertu de l'art. 9 h).

Cette méthode favorable au progrès du principe universel dans le droit pénal positif a déjà été recommandée par la Conférence de Varsovie ⁷⁷⁾. Elle est généralement adoptée par les projets de codes pénaux récents.

Tels sont les délits qui sont régis par le système de l'universalité du droit de punir. Ce sont toutes des infractions d'une gravité bien particulière, et la nécessité de leur appliquer l'ubiquité de la répression ne peut pas être mise en doute. Il est seulement regrettable que le législateur n'y ait pas fait entrer un certain nombre d'autres délits qui n'en méritent pas moins de toute urgence une protection universelle, tels le meurtre, l'assassinat, le rapt, le viol et le brigandage de grande route. Pour ce qui est du meurtre, il est curieux d'observer qu'au moyen âge il se voyait appliquer le système répressif universel, alors qu'aujourd'hui peu nombreux sont les auteurs qui voudraient le voir figurer parmi les délits internationaux.

SECTION IV

Conditions d'exercice de la compétence universelle

La poursuite en Pologne des délits de droit des gens est soumise à la seule condition que l'inculpé soit présent sur le territoire polonais. Le lieu de la perpétration du délit ainsi que la nationalité et le domicile de l'agent et celle de la victime restent complètement indifférents. Dès l'instant que le délinquant se trou-

77) V. Actes, Rés. A., art. 6 h), p. 133.

ve dans un endroit entrant dans le ressort territorial des autorités judiciaires polonaises, celles-ci acquièrent le droit de le poursuivre et de le juger d'après la loi polonaise. Il n'y a pas lieu de faire à cet égard une distinction entre le territoire réel et le territoire fictif. La condition de la présence de l'agent se trouvera parfaitement remplie au cas où il serait arrêté sur un navire en pleine mer, sur un aéronef polonais en air libre, en un mot partout où s'étend la souveraineté territoriale de l'Etat Polonais.

La loi du lieu de l'accomplissement de l'infraction n'est nullement prise en considération, ni au point de vue de l'incrimination, ni pour la fixation de la peine. La *lex loci* peut ne pas prévoir du tout le fait inculpé ou le prévoir d'une façon plus indulgente, cela n'a aucune espèce d'importance. Du moment qu'on est en présence d'un *delictum juris gentium*, la loi polonaise recevra toujours pleine satisfaction. Elle s'appliquera exactement de la même façon que si l'acte dont il s'agit était commis sur le territoire. Nulle autorisation préalable spéciale d'aucune sorte n'est requise (arg. à *contrario* art. 10 § 2).

Il ne s'agit pas ici d'assigner à la Pologne un rôle auxiliaire dans la répression des délits se produisant hors des frontières, mais il s'agit de donner au juge polonais une compétence à caractère indépendant et principal, afin qu'il l'exerce au nom de la communauté interétatique tout entière.

Toutefois, le caractère principal de la compétence universelle n'exclut pas à l'égard des *delicta juris gentium* la possibilité de l'extradition. Certes, l'extradition n'est pas indispensable, elle n'est pas même préférable; la tentative d'extrader n'est pas forcément le prélude à la poursuite, mais si les autorités compétentes polonaises estiment, dans un cas particulier, que le juge du lieu *delicti commissi* est mieux placé pour connaître du délit, la loi ne voit pas d'empêchement à ce que l'accusé soit extradé. C'est dans ce sens-là qu'il faut interpréter l'allusion faite par l'art. 9 parlant des « étrangers dont l'extradition n'a pas été accordée ». Toute autre interprétation qui tendrait à diminuer le caractère principal

de la compétence du juge de capture établie à l'égard des délits du droit des gens par le Code polonais ne ferait que méconnaître la vraie portée du système universel et les idées essentielles dont s'étaient inspirés les rédacteurs du Code lors de l'élaboration de l'art. 9.

Soulignons-le bien, à l'inverse de ce qui se passe pour les autres infractions commises par les étrangers à l'étranger (art. 10), en matière de *delicta juris gentium*, il n'est point nécessaire que l'extradition soit tentée préalablement à la poursuite.

Ajoutons enfin, comme condition négative de la poursuite des délits internationaux, l'absence du jugement d'acquiescement ou d'une peine entièrement subie à l'étranger. Du moment qu'un jugement définitif d'acquiescement est intervenu, ou que la peine a été en vertu d'un jugement exécutée, la justice est censée être faite, et la compétence du *judex deprehensionis* n'a plus besoin de s'exercer ou plutôt elle n'existe plus, puisque, en bonne administration pénale, le tribunal étranger qui a rendu le jugement d'acquiescement est réputé avoir présenté tous les Etats qui peuvent avoir un titre quelconque à la poursuite, donc celui aussi qui est actuellement dans la possession de l'accusé.

SECTION V

Réfutation des critiques qui ont été formulées contre le principe universel

Nous savons que la théorie de l'universalité du droit de punir avait été soutenue par la presque unanimité des délégués lors du III^e Congrès de l'Association internationale du droit pénal qui eut lieu à Palerme en 1933. Cependant, à ce même Congrès, des critiques bien sévères et presque convaincantes s'étaient élevées contre le système universel tel que nous venons de l'étudier. Etant donné que ce fut un des plus éminents criminologues français d'aujourd'hui et un des rares spécialistes et des plus influents en droit pénal international, qui a émis ces critiques, nous tenons

à reprendre ici les arguments qui ont été invoqués contre la compétence du juge de capture, pour les réfuter un à un. Que la conviction intime d'être dans le vrai excuse l'audace que nous prenons à l'égard de notre éminent Maître⁷⁸).

a) La compétence universelle à titre principal, dit M. Donnadieu de Vabres, doit être rigoureusement exclue du droit pénal au nom d'une bonne administration de la justice. La préférence doit être donnée au juge personnel qui connaît mieux l'inculpé ou au juge territorial qui se prévaut de la nécessité d'instruire au lieu même du délit, là où, généralement, se trouvent les témoins et les indices. Quant au juge de capture, il n'a qu'un seul avantage, celui d'avoir en possession le prévenu, avantage insuffisant pour rendre un jugement juste.

Nous répondrons que le système universel ne prétend guère résoudre les conflits de compétences criminelles internationales à la manière du règlement des compétences entre les différentes juridictions répressives en droit interne. Il importe d'envisager séparément le système universel quant à sa valeur théorique et quant à sa portée en droit positif. Du point de vue supérieur de la science criminelle, le principe universel formule l'indiscutable vérité que la norme pénale est par sa nature et par son but quelque chose d'éminemment universel, comme le sont la justice et la conscience de l'homme. Une loi pénale à compétence limitée à un territoire déterminé, ce sont des termes contradictoires, car la norme pénale qui procède du for intérieur de tous les hommes ne peut avoir d'autres limites que celles de la planète peuplée par les hommes. Un assassinat, un viol, le commerce de chair humaine n'ont rien à voir avec la territorialité politique d'un groupement donné. Ce sont des maux qui touchent à l'humanité tout entière.

Affirmer ces grandes vérités, voilà ce qui fait le système universel vu de son côté scientifique.

En droit positif, ces vérités ne peuvent se traduire autrement

78) V. Rap. de M. Donnadieu de Vabres pour le Congrès de Palerme sur la première question du programme, Rev. int. de dr. pén. 1932, p. 315-335.

que par l'attribution de l'exercice de la compétence répressive *principale* au juge de capture. Si celui-ci n'avait qu'une compétence subsidiaire, cela aurait signifié qu'il est moins intéressé à la répression de l'acte inculpé que ne l'est le juge territorial ou personnel, idée que combat précisément le système universel. Pour celui-ci tous les juges du monde sont intéressés de la même façon et au même degré à ce que les crimes, où qu'ils se produisent, soient combattus.

C'est là le principe. Mais en pratique, l'exercice de la compétence répressive par le *judex reprehensionis* peut ne pas toujours être désirable. Dans un cas pareil, il serait parfaitement loisible aux autorités qui sont en possession du prévenu de se dessaisir de l'affaire au profit d'un autre juge.

Ainsi on a constaté plus haut que le caractère principal de la répression universelle n'excluait nullement la possibilité de remettre l'accusé dans les mains des autorités mieux placées pour le juger. La crainte pour la bonne administration de la justice qu'exprime M. Donnedieu de Vabres n'est donc pas fondée. Au cas où l'autorité locale estimerait, par exemple, que la personnalité de l'inculpé pourrait être mieux établie par son juge personnel, ou que la bonne instruction de l'affaire nécessiterait un examen plus détaillé dans le lieu de l'accomplissement de l'infraction, la compétence universelle, même à titre principal, ne s'oppose guère à ce qu'on donne, dans un cas déterminé, la préférence respectivement au juge personnel et au juge territorial.

En somme, le principe est que la loi pénale est universellement valable, seulement en pratique, le *judex deprehnsionis* fera tout pour que la bonne administration de la justice n'ait point à en souffrir. Dans l'avenir, les questions de compétence entre les juges de différents pays seront prévues et réglées par un Code d'instruction criminelle universel qui sera le complément nécessaire du droit pénal universel matériel. Mais pour le moment, il faut s'en tenir à la libre appréciation du juge de capture qui décide de sa propre compétence.

b) Ensuite M. Donnedieu de Vabres critique la construction des délits du droit des gens. Cette classification, dit-il, est arbitraire. Et l'éminent savant de démontrer d'une façon ingénieuse que cette institution échappe à tout critérium qui soit suffisant à reconnaître les délits pouvant entrer dans la catégorie de *delicta juris gentium*. Ceux-ci ne sont guère de par leur nature des délits internationaux. La traite des femmes revêt bien pour la plupart des cas le caractère d'un commerce international, mais elle peut aussi se concevoir à l'intérieur du pays. Inversement, nombre de délits ne figurant pas dans la catégorie d'infractions en question, tels le vol, l'escroquerie peuvent et deviennent souvent des délits à rayon international. Il n'y a pas de délit qui soit nécessairement international et il n'y a pas non plus de délit qui ne puisse le devenir. Donc, conclut le professeur, impossible de donner une définition synthétique des délits du droit des gens.

Nous répondrons qu'en effet les *delicta juris gentium* ne sont pas par leur nature plus internationaux que tant d'autres délits du droit commun, mais que ce n'est pas encore une raison suffisante de condamner d'emblée l'institution en droit positif.

Assurément, en théorie, les délits du droit de gens, comme l'a justement observé M. Donnedieu de Vabres ne sont pas autre chose que les délits du droit commun. Et dans l'avenir, ces deux catégories d'infractions sont appelées à se confondre, mais pour le moment il est permis et commode de désigner les délits énumérés dans l'art. 9 du Code polonais comme relevant du droit des gens, étant donné qu'à leur égard on a *déjà* internationalement admis la valeur universelle de la loi criminelle, tandis que par rapport aux autres infractions du droit commun, cette valeur ne lui est pas *encore* reconnue. A notre avis, la construction des délits du droit des gens se distinguant par son régime répressif des autres délits, n'a pas besoin d'une autre justification que cet état de fait.

En d'autres termes, il ne faut pas considérer les *delicta juris gentium*, tels que les conçoivent les différentes législations inter-

nes, comme une catégorie d'infractions basée sur une classification scientifique. C'est simplement une institution de droit pénal positif qui réalise à l'égard d'un certain nombre d'infractions le principe de la valeur universelle de la justice humaine et, qui, par sa souplesse, consistant en ce que le nombre de ses cas d'application pourra toujours aller en croissant, est à même de faire définitivement et entièrement consacrer le caractère éminemment universel de la norme pénale. C'est là, croyons-nous, une raison suffisante pour que notre institution bien qu'échappant à une définition synthétique soit conservée en droit pénal international positif.

c) M. Donnedieu de Vabres invoque encore en faveur de sa thèse le fait que les *delicta juris gentium* font double emploi avec les autres institutions de droit pénal international; ils n'ont donc aucun avantage pratique. Ainsi la compétence de l'Etat capteur en matière de piraterie s'explique *ipso jure*, car le crime est commis sur un territoire sans maître. Quant à la traite des esclaves et des blanches, aux publications obscènes, etc., il suffirait d'assigner compétence à chaque Etat où les infractions se sont prolongées.

Nous répondrons que ce n'est pas vrai que la piraterie s'exerce sur un territoire sans maître, puisqu'elle a toujours, comme terrain d'activité proprement dit, les navires attaqués relevant territorialement de l'Etat dont ils battent pavillon⁷⁹⁾ et qu'en matière de traite des esclaves, publications obscènes, etc., il s'agit précisément de donner compétence universelle, même à l'Etat dont le territoire n'a pas du tout été touché par ces actes criminels, et c'est là même la vraie portée pratique de l'institution des *delicta juris gentium* que de faire intervenir la loi qui n'a pas été territorialement violée.

D'ailleurs, si la théorie des délits internationaux devait rester, comme le prétend M. Donnedieu de Vabres, platonique et une arme inerte dans l'arsenal des législateurs particuliers, la

79) Voir *supra*.

valeur morale que représente la constitution d'un front commun de tous les peuples, s'exprimant par des textes législatifs internes, contre le fléau de l'odieuse activité criminelle des pirates, des trafiquants des femmes et esclaves, etc., ne saurait point être négligée, et justifierait à elle seule la raison d'être de notre institution en droit positif.

d) Notre professeur reproche enfin au système universel de déroger à la justice élémentaire, puisqu'il ne tient aucun compte de la *lex loci*, et pourtant, c'est sous l'empire de celle-ci que l'acte inculpé fut commis. Nous répondrons que nous ne voyons aucune dérogation au sentiment de la justice dans le fait de ne pas faire état d'une législation qui ne tient pas à punir la traite des esclaves, des femmes et des enfants, etc., ou qui leur montre trop d'indulgence. Quand il y va d'une criminalité si ignominieuse, la règle *nulla poena sine lege*, à supposer même qu'elle ait une portée territoriale, ne saurait pas être prise en considération.

Cela ne nous empêche pas pourtant de nous rallier avec ardeur à l'opinion exprimée dans un autre rapport, présenté au Congrès de Palerme, et mise en relief dans les résolutions respectives votées à ce Congrès⁸⁰), selon laquelle l'unification des lois pénales relatives aux actes susceptibles d'être soumis à la répression universelle, dans les différents pays, est une condition indispensable au bon fonctionnement de l'institution des *delicta juris gentium*.

SECTION VI

La propagande de la guerre d'agression

§ 1. Origine et étapes de développement

L'incrimination prévue dans l'art. 113 est une des plus belles constructions qu'ait créées la pensée juridique polonaise des dernières années. Elle naît avec la « motion R a p p a p o r t » présentée à la première Conférence pour l'unification du droit pénal qui se tenait en 1927 à Varsovie.

Dans cette motion, appuyée des arguments juridiques des plus solides, l'auteur propose au nom « de la sécurité de la culture et de la civilisation », d'inclure dans la liste des *delicta juris gentium*, liste qui fut élaborée au cours de ladite Conférence, le délit de la propagande de la guerre d'agression. A la suite de cette proposition, la Conférence nomma une commission spéciale à l'effet d'examiner et d'analyser au fond l'incrimination en question, et de présenter un rapport correspondant à la Conférence qui se tiendrait ultérieurement.

La proposition hardie et imbue d'un esprit éminemment moderne de M. Rappaport, provoqua une vive polémique dans la littérature juridique de différents pays. Elle eut également un écho éclatant dans les milieux s'occupant des travaux de droit positif jusqu'aux pays d'outre-océan.

Parallèlement à ce mouvement international, M. Rappaport déploie une activité à l'intérieur de son propre pays et en sa qualité de rapporteur du premier chapitre de la partie générale du projet de code pénal polonais, il obtient, dans la section du droit pénal de la Commission de codification, l'insertion du délit de la propagande de la guerre d'agression dans la liste des délits du droit des gens, figurant dans l'article respectif de la partie générale du projet, ainsi que d'un texte correspondant dans la partie spéciale dans le chapitre intitulé: « Délits contre les intérêts extérieurs de l'Etat et contre les rapports internationaux ».

En même temps, deux autres projets de réalisation législative s'approprient la thèse polonaise et font une place à l'incrimination du délit de propagande de la guerre d'agression: le projet de C. p. roumain art. 229 et le projet de C. p. brésilien, art. 508. Toutefois, ces deux projets ont le tort de modifier le vrai sens de la portée réelle de la proposition polonaise, en ce qu'ils dépouillent l'incrimination en question de son caractère essentiel qui est d'être un *delictum juris gentium*, pour restreindre la protection de la paix à leurs propres pays. Néanmoins, le fait même d'incriminer dans un texte législatif la propagande de la guerre d'agres-

sion, ne fût-ce que d'une façon limitée, constitua déjà un grand pas vers la réalisation complète de la pensée polonaise.

En 1930, la question revient sur le forum international lors de la troisième Conférence pour l'unification du droit pénal qui eut lieu à Bruxelles. A son ordre du jour, la Conférence avait mis le délit de l'incitation à la guerre d'agression. Des débats les plus vifs se déroulèrent autour du problème, d'abord au sein de la commission respective, et ensuite en séance plénière de la Conférence. Les délégués polonais y déployèrent une activité admirable en faveur du maintien du caractère international du délit en question et, grâce à leurs efforts, la Conférence était prête à consacrer, dans un projet de texte législatif international unifié, l'incrimination de l'incitation à la guerre d'agression sans aucune réserve. Mais devant l'attitude obstinée de la délégation roumaine on se vit obligé d'ajouter la clause dite d'analogie législative, qui n'enleva pourtant pas à notre délit son caractère international, comme on le verra par la suite⁸¹).

Cependant, après que la proposition fut déjà votée, un délégué roumain tenait à déclarer au nom des délégations de la Roumanie, Grèce, Bulgarie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie qu'il était encore prématuré de considérer l'incitation à la guerre d'agression comme un *delictum juris gentium* étant donné que la notion même de la guerre d'agression n'était pas encore bien précisée en droit international, et qu'une reconnaissance du délit en question dans un certain nombre de lois particulières, comme un délit *national* devait nécessairement être le préalable à son insertion dans la liste des délits *internationaux*. Cette déclaration était évidemment au point de vue juridico-formel dépourvue de toute valeur, puisqu'elle a été faite après le vote définitif du texte, mais elle eut pourtant l'effet d'affaiblir moralement la portée de la résolution ayant été votée dans le sens de la thèse polonaise, et d'entraver de la sorte le développement d'une institution des plus

80) V. Rap. de M. Aloisi pour le Congrès de Palerme, Rev. int. dr. pén. 1931, p. 312-314.

utiles et des plus efficaces pour la protection de la paix entre les peuples.

Vu le texte adopté par la Conférence de Bruxelles, et vu aussi l'opinion émise dans le même sens par l'Association de législation criminelle polonaise⁸²⁾, le rapporteur des articles respectifs se vit dans la nécessité de supprimer, en troisième lecture du projet de 1931, dans l'énumération des *delicta juris gentium* la lettre visant l'incitation à la guerre d'agression, et d'ajouter à l'article correspondant dans la partie spéciale la restriction ayant trait à la réciprocité telle qu'elle avait été conçue à la Conférence de Bruxelles.

Néanmoins, et nous ne manquerons pas bientôt de le démontrer, nonobstant ces amendements apportés au texte du projet primitif, le délit de la propagande de la guerre d'agression reste à tous les points de vue, en droit polonais, un délit essentiellement international⁸³⁾.

§ 2. *Éléments constitutifs*

Nous n'allons pas entrer ici dans la précision de la notion même de la guerre d'agression. La définition et le criterium pour savoir ce qu'est une guerre d'agression, sont du ressort du droit international *stricto sensu*, et ils seraient toujours d'ailleurs plutôt d'ordre politique que juridique. En pratique, la détermination de ce qu'on entend par la guerre d'agression en vue de l'application de l'art. 113 § 1, doit être laissée, dans chaque cas particulier, comme une question de fait, à l'appréciation du juge, qui, en bonne législation internationale, est censé la trancher d'une façon absolument impartiale. Pour l'incrimination législative de l'incitation à la guerre d'agression, il suffit de constater la réalité de la notion de la guerre d'agression, en même temps que son caractère aujourd'hui indiscutablement criminel.

82) V. Rec. gén. Com. de codif. polon.

83) V. *infra*.

Faisant donc abstraction de l'élément guerre d'agression, on est en présence de deux éléments constitutifs: 1° incitation publique — élément matériel, 2° la volonté de provoquer les actes auxquels on incite — élément intentionnel.

1°. Pour que l'incitation soit punissable, il faut qu'elle soit faite publiquement. Des propos tenus en faveur d'une guerre d'agression dans un cercle fermé, en présence d'un nombre minime de personnes, ne sauraient tomber sous le coup de la loi pénale. L'action est réputée publique lorsqu'elle a lieu devant un nombre d'assistants indéterminé ou, ajoute-t-on, dépassant dix. Le moyen d'incitation dont s'est servi l'agent est indifférent. En règle générale, le délit en question serait un délit de presse, mais il peut aussi se manifester par un discours, conférence publique ou image⁸⁴). Dans le cas d'imprimé ou d'image, il faut également que ces instruments d'incitation soient accessibles à un public indéterminé ou comptant au moins 10 personnes.

Enfin, pour que l'incitation soit incriminée en vertu de l'art. 113 § 1, il faut qu'elle vise d'une façon directe la déclaration de la guerre par un Etat déterminé. Une apothéose de la guerre faite en termes abstraits, et n'ayant pas pour objet direct l'entrée effective en état de guerre avec une puissance déterminée, aussi nuisible et délictueuse qu'elle soit, ne saurait tomber sous le coup de la loi pénale⁸⁵).

Cependant, la forme de l'incitation peut être même indirecte. Par exemple, l'agent, sans provoquer directement à la guerre d'agression, se mettrait publiquement à combler d'approbations et de louanges les œuvres ou les images ayant comme objet direct l'incitation à des actes de guerre.

2°. L'incrimination légale de l'excitation à la guerre d'agression suppose en second lieu la volonté prouvée de l'agent de voir se réaliser l'acte de violence auquel il excite. A défaut de cette intention, le délit n'existe pas, mais dès qu'elle se manifeste, le

84) Cf. Rappaport, *Propag. de la guerre d'agr.* p. 15.

85) *Idem*, p. 11.

délit est consommé. Il en résulte que, pour établir la responsabilité de l'agent, il n'est point nécessaire qu'il ait atteint son but et que les hostilités soient réellement ouvertes. Du moment que, dans sa volonté, cet acte odieux devait se produire, sa nocivité est suffisamment avérée. En d'autres termes, c'est la propagande de la guerre d'agression à elle seule, et non en connexion avec les résultats auxquels elle aboutit, qui est incriminée.

Une analogie s'impose avec ce qui se passe en matière d'infractions causant un danger commun. Là aussi, on incrimine l'intention criminelle qu'accompagnait l'emploi des moyens capables de provoquer la catastrophe, sans tenir compte de ce qui se produit effectivement. On pouvait même se demander, si, à la rigueur, le caractère délictueux de l'incitation à la guerre d'agression ne pourrait, en l'absence de l'art. 113, ressortir de l'incrimination de l'emploi des moyens propres à provoquer un danger commun. On aurait pu, en effet, considérer cette sorte d'activité belliqueuse comme un moyen capable de provoquer un danger commun sous la forme d'une guerre interétatique. Une telle interprétation aurait eu l'heureux effet d'admettre chez tous les législateurs qui prévoient le crime de l'emploi des moyens dangereux, la possibilité d'incriminer la propagande de la guerre d'agression, et même de lui attribuer un caractère international, si ledit crime figure dans la liste des *delicta juris gentium* dressée par la législation donnée.

§ 3. Caractère et fondement

L'objet de la protection juridico-pénale établie par l'art. 113, c'est la sécurité de la culture et de la civilisation, c'est la sauvegarde de millions et de millions de vies humaines ayant à servir d'hécatombes dans une guerre sur une échelle moderne, si elle devait se produire; c'est la défense en un mot de la paix universelle. Or, la paix mondiale n'est pas l'affaire d'un seul pays. Tous les pays sans exception sont intéressés à ce qu'elle ne soit pas troublée dans quelque partie du monde que ce soit. D'abord, notre

conscience humaine ne peut pas rester indifférente à un massacre d'êtres et de valeurs humains, même si ce massacre ne nous touche pas personnellement. Du sang humain versé par les hommes qui s'entretuent sur n'importe quel point de notre globe terrestre, le souille et le profane à la honte de l'humanité tout entière. La guerre ne met pas seulement en cause la personne de l'Etat, c'est en premier lieu de la vie et des acquisitions de l'homme qu'elle fait bon marché. C'est là une vérité qu'on ne saurait trop répéter et qu'on n'exprime pourtant pas souvent, — on a l'habitude de dire que les Etats sont en guerre alors, qu'en réalité, ce sont les individus qui s'égorgent les uns les autres, que ce sont eux qui font la guerre. Contre la guerre, c'est donc l'homme qui doit se dresser, et non seulement le citoyen.

La guerre étant toujours un phénomène touchant à l'universalité des hommes, il s'ensuit que la propagande qui tend à la provoquer ne peut ne pas avoir non plus une portée universelle. Voilà pour le côté moral⁸⁶).

Si l'on se place maintenant au point de vue purement pratique et égoïste, le caractère universel de toute guerre s'avère encore avec plus de persuasion. En effet, avec la structure politique et économique de la société des Etats de nos jours, avec l'interpénétration des intérêts et relations de tous les pays du monde, il serait impossible de pouvoir localiser la guerre sur un seul point

86) Nous nous faisons un devoir de reproduire ici quelques lignes extraites d'un article publié dans l'organe de l'Ass. int. de Droit pénal qui, ranimé par un esprit tout humain, appelle les choses par leur vrai nom. « C'est une chose inconcevable, écrit M. Vieites, que les citoyens soient accablés d'impôts onéreux pour que l'on prépare des millions d'hommes exclusivement pour tuer. Il est honteux et indigne que les savants vouent leur génie et leur activité à préparer les produits mortifères, ceux qui peuvent causer le plus de dommages, ceux qui peuvent le plus traîtreusement exterminer des millions d'êtres, et que le gouvernements les emploient pour posséder, peut-être, inutilement, quelques kilomètres de terre ou bien parce qu'on a manqué de respect à un drapeau ou pour que le président d'une république soit Pierre ou Paul. C'est un abus et une violation des droits de l'homme qu'on les oblige à tuer et à mourir, parce que quelques messieurs qui composent le gouvernement d'une nation, grâce à leur stupidité, immoralité, désir de renommée ou de lucre ou par folie, le veulent ainsi. » (R. I. D. P. 1933, p. 216-217. Le monde veut-il vraiment éviter les guerres ?)

à juste titre, croire sa propre paix menacée. On peut donc affirmer, sans une ombre d'exagération, que toute propagande guerrière, qu'elle se produise à l'intérieur du pays ou qu'elle se produise hors de frontières, qu'elle soit faite par un national ou qu'elle soit faite par un étranger, qu'elle soit dirigée contre son propre pays ou contre un autre, met toujours en jeu, la vie pacifique de l'Etat. La répression, par conséquent, établie contre cette activité du monde. On ne saurait jamais préciser d'avance, dans le cas d'une guerre imminente, combien d'Etats et lesquels elle comprendrait. Si bien qu'à toute guerre déclarée, chaque Etat peut, des plus dangereuses pour la paix universelle, ne peut être qu'universelle, elle aussi, à moins de nier l'évidence même des choses.

En droit pénal positif polonais, le caractère international de la protection juridico-pénale établie contre la propagande guerrière, ne peut être non plus mis en question. En effet, l'art. 113 § 1 ne parle pas de l'incitation de l'Etat Polonais à la guerre d'agression, mais de l'incitation à la guerre d'agression tout court, donc de l'incitation de n'importe quel Etat. Le texte ne laisse à cet égard aucun doute. Il en va autrement des dispositions prévues par les projets roumain art. 229 et brésilien art. 508, qui n'incriminent que l'excitation dirigée respectivement contre l'Etat roumain ou contre le Brésil⁸⁷⁾. Une activité propagandiste qui aura pour objet d'amener aux actes de guerre un autre Etat que la Roumanie ou que le Brésil, ne serait pas poursuivie par ces deux Etats. Les deux projets de code pénal, en limitant ainsi la lutte contre la propagande belliqueuse à leur propre pays, résolvent le problème d'une façon bien superficielle, et diminuent considérablement la portée réelle de notre incrimination. Tandis que le législateur polonais n'hésite pas à aller jusqu'au fond des choses et à organiser la répression d'un délit, qui est, de par son essence, un délit international, sur le terrain international.

Le lieu de l'accomplissement de notre délit est, dans la con-

87) V. textes rapportés p. M. Rappaport, Prop. guerre d'agr., pp. 20 et

ception polonaise, également indifférent. Un étranger qui inciterait à l'étranger un Etat quelconque à la guerre d'agression, contre un Etat quelconque, se verrait appliquer l'art. 113 au cas où il serait arrêté en Pologne. Cette solution est également hors de doute. Certes, le délit de propagande de la guerre d'agression n'est pas énuméré *expressis verbis*, dans la liste de l'art. 9 du Code pénal en vigueur, mais cette omission reste en connexion étroite avec la réserve de réciprocité stipulée par l'art. 113 § 2. On ne pouvait pas laisser figurer l'incitation à la guerre d'agression parmi les *delicta juris gentium*, parce qu'elle est soumise à une réserve spéciale que ne connaissent pas les autres délits internationaux. Mais c'est juste sur ce point là, sur la réserve de réciprocité, que le délit de l'incitation à la guerre diffère des autres délits du droit des gens; à tous les autres points de vue, notamment en ce qui touche le lieu *delicti commissi*, il est soumis au même régime que les délits énumérés dans l'art. 9.

Faisons seulement remarquer que le délit d'incitation à la guerre d'agression pourra figurer *expressis verbis* dans la catégorie spécifiée par l'art. 9 lorsque la Pologne aura conclu une convention internationale, relative à la répression universelle de cette infraction.

Pour ce qui est de la clause précitée, elle non plus, n'enlève pas à l'art. 113 son caractère de protection universelle. Cette clause constitue plutôt une mesure de tactique dictée par la politique législative, elle est d'ailleurs d'un caractère transitoire. Elle vise à amener le plus grand nombre possible d'Etats à introduire dans leur législation interne des sanctions analogues contre la propagande belliqueuse. Il ne serait, en effet, ni rationnel ni prudent de protéger un Etat donné contre la propagande de guerre qui est dirigée contre lui, alors que dans son propre pays, une propagande de ce genre dirigée contre un autre Etat serait parfaitement licite.

Si la réciprocité n'était pas requise, on aurait risqué de se trouver dans une situation bien dangereuse, car les ennemis de

la paix auraient pu tranquillement déployer leur néfaste propagande, ayant la certitude complète qu'une telle propagande ne pourrait pas être faite contre eux.

Voilà le sens qu'il convient de donner à l'art. 113 § 2. Il résulte clairement du texte même et des travaux préparatoires que toute autre interprétation qui tendrait à enlever le caractère de *delictum juris gentium* au délit de l'incitation à la guerre d'agression, irait à l'encontre de l'esprit de la loi.

Quant au fondement juridique de notre incrimination, il réside tout simplement dans le fait que la guerre d'agression est aujourd'hui unanimement considérée comme un crime, dans le fait que personne n'ose plus soutenir que la guerre d'agression est un moyen de régler les conflits qui surgissent entre les Etats. Or, toutes les normes pénales tirent leur origine de la conscience juridique de l'homme. Aussitôt qu'un acte est considéré comme nuisible par la conscience juridique, le juge intervient en vue de sa répression. Donc la guerre d'agression condamnée par la conscience juridique doit être aussi matière de la loi pénale⁸⁸). Il n'est pas évidemment dans la compétence du législateur interne d'incriminer la guerre d'agression, mais ce qui entre bien dans son ressort, c'est la répression des actes qui ont pour but de la provoquer.

Cependant, l'incrimination de l'incitation à la guerre d'agression a été à plusieurs reprises vivement attaquée. Nous aurons bientôt l'occasion de réfuter les critiques qui ont été émises à cet égard.

§ 4. *Sanction*

L'incitation publique à la guerre d'agression est un délit puni de l'emprisonnement allant jusqu'à cinq ans (art. 113 § 1). En cas de récidive, fortement à redouter en cette sorte d'activité dangereuse, on appliquerait l'art. 60 § 1.

La peine précitée est relativement assez sévère. Le projet

88) Cf. Makowski, Rev. politique, Varsovie, 1931.

de code pénal roumain art. 229 édicte pour le délit en question la détention simple de deux mois jusqu'à un an. Le projet de code brésilien art. 508 prévoit la détention et, en cas de récidive, l'emprisonnement jusqu'à trois ans. La sévérité de la peine édictée par l'art. 113 du code polonais souligne une fois de plus la grande importance qu'attache le législateur à la répression de la propagande guerrière et le souci qu'il apporte à la protection du bien universel de la paix.

§ 5. Conditions de poursuite

En dehors de la condition de la présence de l'inculpé sur le territoire qui est commun à la poursuite de tous les délits du droit des gens, la poursuite de l'incitation à la guerre d'agression est encore conditionnée par le fait que le même acte soit punissable par la loi du pays, contre lequel l'incitation a été dirigée (art. 113 § 2). C'est ce qu'on appelle la clause d'analogie législative dont il était question plus haut.

Il importe de bien préciser le sens de la clause. Pour que la poursuite ait lieu, il faut, aux termes de l'art. 113 § 2, que l'Etat *contre lequel* la guerre d'agression devait, dans l'intention de l'auteur, se produire, organise lui-même la répression de la propagande guerrière. Par contre, il n'est point nécessaire que l'acte soit punissable par l'Etat qui a été incité à déclarer la guerre d'agression.

A supposer un individu qui incite l'Etat A à déclarer la guerre à l'Etat B. Si l'incitation à la guerre d'agression est réputée punissable par la loi du pays B, la poursuite aura lieu, encore que dans l'Etat A le fait ne soit point incriminé, pourvu, bien entendu, que l'inculpé se trouve sur le territoire polonais.

§ 6. Réfutation des critiques

Les critiques formulées contre notre délit sont de deux sor-

tes: a) celles qui s'attaquent à l'incrimination législative même de l'incitation à la guerre d'agression, b) celles qui combattent la conception lui attribuant un caractère de *delictum juris gentium*.

a) On a dit qu'il était impossible de créer un délit qui aurait comme base une notion, sur la portée de laquelle on est loin d'être d'accord. Comment incriminer, par une disposition de loi, l'incitation à la guerre d'agression, quand la notion même de la guerre d'agression n'est encore ni fixée, ni législativement incriminée⁸⁹).

Nous répondrons que pour la définition de notre délit on n'a nullement besoin d'une détermination préalable du crime de la guerre d'agression lui-même. Il suffit que cette notion existe dans notre conscience et que nous l'estimions comme quelque chose de criminel pour que tout acte qui tendrait à la réaliser dans la vie soit à son tour également considéré comme répréhensible et délictueux. La définition et la fixation des éléments constitutifs du crime de la guerre d'agression entreront seulement en jeu, quand il s'agira de déterminer, en droit international public, la responsabilité collective de l'Etat, mais sur le plan de la culpabilité individuelle de celui qui s'adonne à la propagande guerrière, ces questions-là sont complètement hors de cause.

D'ailleurs, de quoi s'agit-il? Il s'agit d'empêcher la guerre de se produire. Or, l'origine de toute guerre gît dans les premières menées et provocations à la haine, à l'égard du prétendu ennemi, déclenchées à l'intérieur du pays, dans les agissements qui, stimulés par des individus dépourvus de toute valeur morale, ont à préparer le terrain, à gagner l'opinion publique et à créer ainsi un état d'esprit belliqueux. Donc, si l'on veut tuer la guerre dans l'œuf, il faut s'attaquer individuellement à tous ceux qui prêchent la haine entre les peuples. Il serait ridicule et irraisonnable d'attendre, avec la répression de cette activité monstrueuse, jusqu'à ce qu'on établisse des normes et des sanctions juridiques contre la guerre elle-même. L'évolution se fera plutôt dans le sens inverse. Quand toutes les législations internes de différents Etats

89) V. Débats à la Conférence de Bruxelles.

auront déployé une répression sévère contre la propagande guerrière, le droit international public ne manquera pas de s'apercevoir qu'il reste en retard sur les idées de la criminologie moderne irrévocablement acquises et de trouver une expression juridique pour ce qui est de la culpabilité collective⁹⁰⁾ des Etats ayant recours aux méthodes de violence dans leur vie internationale.

b) On a dit ensuite que, tout en admettant le caractère délictueux de l'excitation à la guerre d'agression, on ne pouvait pourtant pas la considérer comme un *delictum juris gentium*. Tous les délits du droit des gens, ont passé par cette évolution. D'abord ils étaient des délits *nationaux*, ensuite ils sont devenus des *delicta juris gentium*⁶¹⁾. On ne crée pas d'emblée des délits internationaux.

Nous répondrons que c'est un point de vue erroné, qu'il n'est guère nécessaire de suivre cette méthode routinière. Du moment qu'on est d'accord sur la nécessité d'établir une répression universelle contre le délit de l'incitation à la guerre d'agression, il faut avoir le courage d'en tirer toutes les conséquences logiques et de le faire entrer d'emblée en droit positif comme un *delictum juris gentium*. C'est ce qu'a fait le code pénal polonais dans son art. 113.

On a cherché enfin à faire ressortir l'absurdité à laquelle aboutirait la compétence universelle appliquée au délit de l'excitation à la guerre d'agression. « Ainsi on verra juger à Paris

90) Le terme, d'ailleurs, « responsabilité collective », déjà contesté en droit interne, n'est sûrement pas à sa place en droit international. Les vrais responsables d'une déclaration de guerre, ce n'est pas la collectivité, à supposer même qu'elle ait une volonté distincte de ses membres, ce n'est pas le peuple, mais c'est le gouvernement, les ministres. Le peuple, ou plutôt les individus qui le composent, ne peuvent vouloir et ne veulent *jamais* la guerre. Quand un gouvernement déclare la guerre à un autre Etat, il agit *toujours* contre la volonté et les intérêts de son propre Etat et, par conséquent, il cesse de le représenter. La responsabilité pénale ne peut donc et ne doit être que personnelle à celui qui a abusé de ses pouvoirs pour provoquer un massacre des hommes et des peuples.

91) V. Déclaration de M. Pella à la Conférence de Bruxelles, Actes, p. 168.

un journaliste colombien dont l'article venimeux, paru au Mexique, contient une excitation à la guerre entre le Honduras et le Nicaragua? — Parvenu à ce point de son évolution, le droit pénal échappe à la science... »⁹². Que le Maître nous excuse, mais il nous semble au contraire, que parvenu à ce point de son évolution le droit pénal atteint seulement son apogée scientifique. En effet, étudier et vouloir empêcher le plus grand fléau criminel que connaisse l'humanité de se produire dans quelque coin du monde que ce soit — c'est s'élever, semble-t-il, à la hauteur scientifique du droit pénal on ne peut plus.

Aussi, nous est-il permis, en guise de conclusion, d'affirmer que l'art. 113 fait honneur à la science et à la législation polonaises et qu'il met notre code à l'avant-garde des codes pénaux de nos jours.

92) Rapport de M. Donnedieu de Vabres au Congrès de Palerme, *Rev. int. de dr. pénal*, 1932, p. 322.

TROISIEME PARTIE

DE LA COLLABORATION DE LA JUSTICE PENALE POLONAISE AVEC CELLE DES PAYS ETRANGERS

Les matières que nous venons d'étudier ont également fait ressortir les tendances du droit pénal international polonais à participer le plus activement possible dans la lutte que mène la communauté des peuples contre le crime. Mais c'était là une participation plutôt indirecte qui se traduisait par un façonnement de ses propres institutions répressives d'après les nécessités postulées par une justice internationale bien comprise. Tandis que dans la partie que nous allons aborder, nous nous proposons d'étudier la manière et les possibilités que prévoit le législateur polonais de faire entrer la loi et le juge polonais en contact direct avec la loi et le juge étrangers.

Cette collaboration directe peut se manifester soit par la prise en considération, par le juge national, de la loi pénale étrangère, soit par les effets attachés, sur le territoire polonais, aux sentences répressives émanant des autorités étrangères, soit enfin par la remise des personnes se trouvant en Pologne entre les mains des autorités judiciaires étrangères qui prétendent avoir à leur égard un *jus puniendi*. D'où trois chapitres.

CHAPITRE PREMIER

DE L'APPLICATION, PAR LE JUGE POLONAIS, DES LOIS PENALES ETRANGERES

SECTION PREMIERE

Justification théorique de l'application de la loi étrangère

La question de l'application, par le juge national, de la loi pénale étrangère, résulte de la distinction qu'il y a à faire, en matière de conflits des compétences criminelles, entre la compétence législative et la compétence judiciaire. Il se peut que ces deux compétences coïncident, mais il se peut également que, dans certaines hypothèses, le législateur, tout en donnant compétence au juge national, lui impose en même temps d'appliquer la loi pénale étrangère.

Une analogie s'impose avec l'application des lois étrangères en matière de lois civiles, où elles est déjà depuis longtemps, sous différentes formes, admise par la presque totalité des législations. On peut se demander pourquoi n'en serait-il pas de même en matière pénale? Pourquoi le juge répressif n'aurait-il pas le même titre d'appliquer, dans des cas déterminés, la loi étrangère, qu'on reconnaît au juge statuant au civil?

Cependant, l'application de la loi étrangère criminelle a rencontré et rencontre les plus vives résistances. On arguait de grandes difficultés pratiques qu'elle comporterait (équivalence des peines, connaissance des lois étrangères, etc.). Mais il faut reconnaître que les répugnances que rencontre l'observation du

droit pénal étranger, procèdent surtout du préjugé théorique que le droit pénal, à l'opposé du droit civil, est une branche du droit public. Ceci paraît être un argument décisif pour maintenir l'application exclusive de la *lex fori*⁹³).

Néanmoins, ces dernières années, un revirement s'est produit en doctrine et en législation, et, aujourd'hui, l'opinion générale est assez favorable à l'application de la loi pénale étrangère. Seulement, une divergence de vues se manifeste pour ce qui est de son fondement juridique. Tout naturellement on a eu recours aux diverses théories qui ont été émises à cet égard en droit international privé. Ainsi, on voulait justifier l'application de la loi étrangère tantôt par l'idée de la courtoisie internationale, tantôt par une sorte d'hommage rendu à la souveraineté de l'Etat étranger, tantôt par le fait de considérer le juge comme représentant les intérêts communs, etc. Théories, qui toutes avaient comme objet principal de concilier l'admission de l'autorité de la loi étrangère avec le dogme intangible de la souveraineté absolue de l'Etat.

Sans entrer dans l'examen du bien fondé de toutes ces explications, nous dirons seulement qu'elles sont superflues, que, même sans leur justification ingénieuse, l'application de la loi pénale étrangère ne porterait nullement atteinte à la souveraineté territoriale de l'Etat. Certes, avec l'observation des règles du droit étranger, le législateur rendrait applicable sur son territoire une loi émanant d'une autre souveraineté, mais il le ferait de son propre gré, sans y être aucunement obligé. « Quand un juge, le juge français, par exemple, applique à un rapport de droit la loi pénale étrangère, il obéit à l'ordre de son souverain, qui, estimant que cette loi, à raison de sa nature propre et de son but social, est la mieux qualifiée pour régir le rapport, se l'est appropriée, et en a fait, occasionnellement, la loi française »⁹⁴).

En d'autres termes, dès l'instant que le législateur prescrit

93) Cf. Rapport gén. de M. Donnedieu de Vabres au Congrès de Bucarest, Actes, p. 467.

94) Donnedieu de Vabres, *Les principes...*, p. 182.

l'application de la loi étrangère, il la fait sienne, et le juge qui se conforme à cette prescription ne fait qu'appliquer sa propre loi. La souveraineté de l'Etat n'est point, en la matière, mise en question. C'est là le seul et véritable fondement juridique de l'application, par les tribunaux d'un Etat, des lois répressives étrangères, fondement qui a été particulièrement et ingénieusement mis en lumière par la doctrine française⁹⁵).

Si l'on avait ces idées clairement à l'esprit, il est certain qu'on n'aurait guère hésité à assigner, en droit pénal international, la plus large place possible à l'application des lois étrangères, la pierre d'achoppement étant toujours dans ce genre de questions, la crainte d'offusquer l'Etat dans son autorité souveraine.

SECTION II

Cas d'application de la loi pénale étrangère

La prise en considération de la loi étrangère n'est possible qu'à l'égard des infractions commises à l'étranger. Quant à celles commises à l'intérieur du pays, nous savons qu'elles sont régies d'une manière absolument exclusive par la loi territoriale; la loi étrangère ne pourra en aucune façon entrer en ligne de compte. La question ne pourrait du reste se poser que par rapport à la loi personnelle de l'accusé. Pour ce qui est de la *lex loci*, elle se confondrait, dans le cas d'une infraction commise sur le territoire, avec la *lex fori*.

Le juge polonais ignore donc complètement la loi personnelle du prévenu étranger. La majorité pénale de l'auteur, l'âge minimum de la victime, dans les hypothèses où celui-ci influe sur la qualification du délit, l'appréciation du degré de parenté existant entre l'auteur et la victime, duquel dépendrait l'existence ou la gravité du délit, toutes ces questions seront réglées d'après la loi polonaise⁹⁶). Enfin, il va de soi qu'on ne tiendra pas compte,

95) V. idem, p. 182 et suivantes.

96) V. en sens contraire vœux adoptés par le Congrès de Bucarest, Actes, p. 707, 2. et 3.

en matière d'infractions commises sur le territoire, du fait que la loi pénale personnelle de l'agent soumet ou ne soumet pas la poursuite au dépôt préalable d'une plainte par la victime.

Sont encore exclus du domaine de la loi étrangère les délits commis contre la personnalité de l'Etat, contre ses offices publics ou ses fonctionnaires, ainsi que la fausse déposition faite devant un office public de l'Etat Polonais, alors même que lesdites infractions ont été commises à l'étranger (art. 8). Ce sont des délits qui intéressent de près la vie de l'Etat et celui-ci ne saurait à leur égard tenir aucun compte de la loi territoriale ou personnelle de l'inculpé⁹⁷).

Echappent enfin à la prise en considération des lois pénales étrangères, les *delicta juris gentium* (art. 9). Le système de l'ubiquité de la répression qui les régit les fait soustraire à cette mesure d'indulgence. La rigueur extrême qui en résulte pour les individus accusés de délits internationaux fait ressortir la nécessité urgente d'unifier les dispositions ayant trait à cette catégorie de délits dans les législations des différents pays, unification qui se trouve déjà d'ailleurs en voie de réalisation⁹⁸).

On en arrive ainsi à limiter la sphère d'une éventuelle application de la loi étrangère: 1° aux citoyens polonais ayant commis à l'étranger des infractions n'entrant pas dans la catégorie de délits du droit des gens (art. 4 § 1) 2° aux personnes ayant acquis la qualité de citoyen polonais après avoir commis à l'étranger une infraction du droit commun ne figurant pas parmi les délits du droit des gens 3° aux étrangers qui, lors de l'accomplissement de telles infractions à l'étranger, ont été citoyens polonais (art. 4 § 2) 4° aux étrangers qui ont commis à l'étranger une infraction dirigée contre les intérêts privés de l'Etat Polonais, d'un citoyen polonais ou d'une personne juridique polonaise (art. 5) 5° et, enfin, aux étrangers qui ont commis à l'étranger

97) V. supra.

98) Conférences de Bruxelles 1930, Paris 1931; Cf. supra.

toute autre infraction du droit commun n'ayant pas le caractère du délit international (art. 10 § 1).

Pour ces cinq catégories d'infractions, le code pénal polonais prévoit une certaine prise en considération de la *lex loci*; quant à la loi personnelle de l'inculpé étranger, on n'en tient aucun compte, même dans les cas précités.

Toutefois, un arrêt de la Cour suprême de Pologne du 28/VI/1923 a décidé que les règles concernant le manquement aux obligations de famille en vue de la répression sur le territoire polonais, devaient être celles de la loi étrangère, qui avait été compétente pour déterminer le statut personnel de l'étranger poursuivi, à l'exclusion de celles de la *lex loci* et de la *lex fori*. Mais c'était là bien avant l'entrée en vigueur du Code pénal actuel, et aujourd'hui, dans le silence de la loi, il est fort douteux que la jurisprudence polonaise prenne en la matière la même attitude qu'en 1923.

SECTION III

Sous quelles formes la loi étrangère est-elle prise en considération ?

I. Elle est d'abord prise en considération sous une forme négative. « L'acte commis à l'étranger n'entraîne la responsabilité pénale que sous la condition que ledit acte soit qualifié d'infraction par la loi en vigueur au lieu de son accomplissement » (art. 6 § 1). Si le fait en question n'est pas prévu par la *lex loci*, le juge polonais n'intervient pas. La loi étrangère se trouve *ipso facto* appliquée sur le territoire polonais; c'est même le seul cas d'application directe et exclusive de la loi étrangère, en droit pénal polonais. Nous verrons en effet bientôt que dans tous les autres cas, où la *lex loci* est susceptible d'entrer en ligne de compte, c'est toujours la loi polonaise qui s'applique.

Sous sa forme négative, l'application de la loi étrangère est, disions-nous, directe; on applique en quelque sorte le silence de

la loi étrangère. On se trouve en présence de deux lois: la loi nationale qui incrimine le fait en question et la loi étrangère qui ne l'incrimine pas. Du moment que je décide de ne pas l'incriminer, j'applique directement la loi étrangère⁹⁹). L'application est aussi exclusive puisque la loi polonaise est, en l'occurrence, complètement écartée. De plus, elle est obligatoire, car le juge ne peut pas ne pas faire état du silence de la loi étrangère.

II. La prise en considération de la *lex loci* peut revêtir également une forme positive. Cela aura lieu dans les cas où elle punit bien l'acte dont il s'agit, mais se montre pourtant plus indulgente que la *lex fori*.

Cette hypothèse a fait surgir trois systèmes différents. Le premier, c'est celui de *aut-aut*, d'après lequel, ou bien la loi nationale s'applique d'une façon complète, ou bien elle ne s'applique pas du tout. Elle ne s'applique pas du tout en cas du silence de la loi étrangère, mais elle s'applique sans réserve dès que l'on constate l'incrimination correspondante dans la loi étrangère.

Dans le second système, au contraire, on fait encore dépendre l'application de la *lex fori* de la constatation qu'elle est plus douce pour l'accusé que la *lex loci*. Si cette dernière est la plus douce, c'est elle qui sera compétente. C'est le système dit de la *mitior lex*.

Dans le troisième système enfin, celui de la *mitior poena*, on applique la loi qui porte le maximum de peine le plus faible. Ce système-là ne sera pas toujours forcément favorable au délinquant, parce qu'il se peut bien que la loi, qui édicte une peine plus faible, soit par ailleurs plus sévère pour le condamné¹⁰⁰).

Le législateur polonais n'a adopté aucun des trois systèmes ou, si l'on préfère, il a adopté un système en quelque sorte intermédiaire entre celui de *aut-aut* et celui de la *mitior lex*. D'une part, la loi polonaise s'applique nécessairement, une fois que le

99) V. en sens contraire Rapp. de M. Garraud au Congrès de Bucarest, qui y voit une application indirecte, Actes, p. 209.

100) Cf. c. p. hongrois, art. 12 et proj. c. p. roumain art. 4.

fait est réputé punissable par la *lex loci* — c'est la thèse de *aut-aut*, et d'autre part, le législateur recommande au juge polonais de tenir compte, pendant qu'il applique la loi nationale, de la divergence des deux lois en faveur de l'accusé, c'est l'idée de la *mitior lex* (art. 6 § 2).

On peut se demander, entre parenthèses, *quid juris*, si le droit étranger lui-même ne consacre pas le principe territorial. Est-ce que, dans un cas pareil, il faudrait aussi admettre la *lex mitior*? Par exemple, un Polonais qui a commis une infraction dans un pays dont la législation répressive décide qu'aux étrangers s'applique toujours leur loi nationale. A supposer que la loi territoriale de ce pays est plus douce que la loi polonaise, le juge polonais doit-il l'appliquer comme la *lex mitior*? Ou bien, doit-il, au contraire, appliquer la loi polonaise qui est plus sévère pour l'accusé, mais qui, d'après la *lex loci* elle-même, doit recevoir application, étant donné qu'elle soumet toujours les étrangers à leur loi pénale nationale. On peut donc dire qu'à l'égard de notre inculpé, il n'y a pas de *lex mitior*¹⁰¹).

La question est au demeurant purement théorique puisque, à notre connaissance, il n'y a pas aujourd'hui de législation qui n'admette pas la territorialité exclusive de la loi pénale à l'égard des infractions commises sur le territoire.

Signalons encore que la prise en considération de la divergence des lois en faveur de l'accusé est purement facultative, le tribunal pourra parfaitement ne pas en tenir compte. C'est ce qui résulte de l'art. 6 § 2 disposant que le juge en appliquant la loi polonaise « *peut tenir compte...* ».

Voilà dans quelle mesure se manifeste l'effet positif de la loi pénale étrangère sur le territoire polonais.

Plusieurs lois étrangères sont allées beaucoup plus loin à cet égard en ce qu'elles admettent le système de la *mitior lex*. Il y en a même qui soumettent la poursuite aux conditions de formes et de fond, prévues par la *lex loci*.

101) Cf. le « renvoi » en Dr. int. privé.

Par contre, l'attitude prise par le code polonais, en matière d'application des lois répressives étrangères, est bien conforme aux indications votées à la Conférence de Varsovie¹⁰²).

SECTION IV

Exceptions au principe de la prise en considération de la *lex loci*

Il y en a trois: celle qui touche à l'application des mesures de sûreté (A), celle qui a trait aux fonctionnaires résidant à l'étranger (B) et celle relative aux infractions en territoire sans maître (C).

A. Les mesures de sûreté ne constituent pas un moyen pénal, leur but n'est pas de châtier un acte déjà accompli, mais de rendre le délinquant inoffensif dans l'avenir. Aussi, la nature, la durée et les modes d'exécution d'une mesure de sûreté sont-ils fixés non en fonction de l'activité effective de l'inculpé, mais d'après l'énergie criminelle potentielle gisant dans l'individualité du délinquant, d'après le danger que comporterait sa mise en liberté pour l'ordre juridique. Or, l'existence et le degré de cet état de danger, seules les autorités du lieu qui serait exposé à en supporter les conséquences, c'est-à-dire celles du lieu où se trouve le délinquant, sont à même de les apprécier. C'est donc uniquement à la loi du *judex deprehensionis* qu'appartient le règlement des mesures de sûreté à l'égard des individus séjournant sur le territoire. La *lex loci* ne peut aucunement être prise en considération, puisqu'il ne s'agit pas d'appliquer une peine, mais d'appliquer un moyen prophylactique.

Aussi, le législateur polonais décide-t-il que « les mesures de sûreté sont appliquées par le tribunal polonais indépendamment des lois du lieu de l'accomplissement de l'infraction » (art. 6 § 3). Donc, ni le fait que, dans la législation étrangère, l'acte inculpé n'est pas passible d'une mesure de sûreté, ni le fait qu'il y est sou-

102) V. Actes, p. 131, Rés. A. art. 2, al. 2 *in fine*.

mis à une mesure de sûreté plus douce, ni le fait enfin que le droit étranger ne connaît pas du tout ces mesures de sûreté, ne sauraient influencer sur le jugement rendu par le tribunal polonais à l'égard d'un individu accusé d'avoir commis à l'étranger une infraction révélatrice de son état de danger.

Cette solution est conforme aux résolutions votées à la deuxième Conférence pour l'unification du droit pénal qui se tenait en 1928 à Rome¹⁰³). A la même Conférence, il fut également recommandé aux législateurs de placer le texte réglant les mesures de sûreté par rapport au temps et à l'espace dans l'ensemble des dispositions relatives aux mesures de sûreté¹⁰⁴). Mais le législateur polonais a, à juste titre, trouvé préférable d'intercaler les dispositions en question dans le chapitre ayant trait au droit pénal international, puisqu'il y va précisément de régler l'institution des mesures de sûreté par rapport aux infractions étant entachées d'un élément d'extranéité¹⁰⁵).

B. La deuxième exception à l'application du droit étranger concerne les infractions commises par les fonctionnaires polonais en service dans un pays étranger (art. 7 a). L'Etat entend avoir à l'égard de ses fonctionnaires une tutelle pénale exclusive. Le fait de se trouver à l'étranger ne saurait affaiblir, sous quelque forme que ce soit, le lien d'obéissance et d'indépendance directe et exclusive qui s'établit entre le fonctionnaire et l'Etat. Un fonctionnaire, accusé d'avoir commis une infraction à l'étranger, ne pourra arguer ni du silence de la *lex loci* ni de son indulgence. Il répondra devant la loi nationale de la même manière que si l'acte inculpé avait été commis sur le territoire. Faisons entre parenthèses remarquer que les personnes visées par l'art. 7 a) ne se confondent guère avec celles qui bénéficient à l'étranger du privilège de l'exterritorialité répressive. Certes, ces dernières ont la qualité de fonctionnaires et seront par conséquent soumises

103) Actes, art. 4, p. 239.

104) Ibid., « Observation ». Cf. C. p. italien, arts. 200 et 201.

105) Cf. Rap. présenté à la Conférence de Rome par M. Rappaport, Actes, p. 27-28.

à la compétence exclusive de la loi nationale, mais il peut y avoir des fonctionnaires en service en pays étranger qui ne jouissent pas de l'extraterritorialité. Ces fonctionnaires-là, pour le cas où ils seront jugés en Pologne, se verront toujours appliquer l'art. 7 a).

C. La dernière catégorie d'infractions soustraites à l'application de la *lex loci* sont celles qui sont commises dans un lieu ne relevant d'aucune autorité étatique (art. 7 b). Cette solution va de soi, et le législateur n'avait nullement besoin de la formuler *expressis verbis*. On n'aurait pu guère songer, dans une hypothèse pareille, à tenir compte de la loi du lieu de l'accomplissement de l'infraction. Car vouloir soumettre les infractions commises sur un territoire sans maître à l'application de la *lex loci*, aurait signifié que sur un tel territoire, on peut commettre les crimes les plus abominables, sans être pour cela le moins du monde inquiété, puisque la *lex loci* ne peut pas les prévoir pour la simple raison qu'elle n'existe pas.

SECTION V

Sanction

Nous avons dit plus haut qu'en faisant appliquer les lois étrangères, le législateur les faisait siennes. La question de sanctions ne devrait donc pas, à vrai dire, se poser en cette matière autrement qu'en matière d'application de toute autre loi interne. Le contrôle de la cour régulatrice aurait dû s'exercer sur l'application et l'interprétation des lois étrangères que le juge national est tenu de prendre en considération, car ces lois étrangères, une fois législativement admises, font partie du droit territorial.

Cependant, un autre point de vue a été adopté par la jurisprudence de presque tous les pays et par une grande partie de la doctrine. Il est notamment d'habitude de faire une distinction selon qu'il s'agisse du refus d'application ou de la fausse application de la loi étrangère. Seule, la première est soumise au con-

trôle de la cour régulatrice, quant à l'interprétation de la loi étrangère, elle est souverainement faite par les juges inférieurs. On se plaît à dire que l'application de la loi étrangère est une question de fait et, par conséquent, échappant au contrôle de la dernière instance hiérarchique judiciaire, qui ne statue que sur les points de droit. Mais la vraie raison de cette attitude obstinée prise partout par la jurisprudence réside, comme l'a dit M. Levy-Uhlmann¹⁰⁶), dans la crainte qu'éprouvent les magistrats d'être taxés d'ignorance par leurs collègues étrangers. L'étude et les connaissances du droit étranger se développant ces dernières années de plus en plus, remédieront certainement à cet état de chose déplorable ; déplorable, parce qu'il fait nettement ressortir l'esprit des juges qui ne voient dans l'application des lois étrangères, qu'une « concession gracieuse »¹⁰⁷) ; déplorable aussi, parce qu'il conduit nécessairement à une diversité de plus en plus grande d'interprétations des lois étrangères qu'auront à appliquer les différentes juridictions d'un même pays.

Un grand pas dans le sens de soumettre l'application de la loi répressive étrangère aux mêmes sanctions que la loi interne a été fait par le Congrès international du droit pénal de Bucarest en 1929¹⁰⁸). En droit positif polonais, la question ne se pose pour ainsi dire pas, du moins en matière pénale. D'une part, si le législateur applique la loi polonaise, nonobstant le silence de la *lex loci*, la Cour Suprême cassera sûrement l'arrêt, puisqu'il y a refus d'application négative de la loi étrangère, en violation de l'art. 6 § 1 ; d'autre part, si le juge ne tient pas compte de la divergence entre les deux lois en faveur de l'accusé, la Cour suprême n'aura pas à intervenir, ne fût-ce que pour la raison que l'art. 6 § 2 garde un caractère purement facultatif. La simplification du problème provient de ce que la loi étrangère ne pourrait jamais se trou-

106) Dans son cours.

107) Donnedieu de Vabres, Les principes..., p. 170.

108) V. Actes, p. 707, 3.

ver en Pologne positivement appliquée, elle ne peut pas; par conséquent, être faussement interprétée.

SECTION VI

Examen critique

Un législateur, qui prétend participer à l'administration de la justice universelle, ne peut pas se désintéresser des actes répressifs émanant d'un autre pouvoir législatif et judiciaire. « L'exclusion des lois pénales étrangères est la négation même du droit pénal international »¹⁰⁹). Au contraire, considérer la loi étrangère comme étant de la même substance juridico-protectrice que sa propre loi, et la faire de ce chef participer à l'exercice de la justice territoriale, c'est donner une expression exacte aux idées théoriques et aux nécessités pratiques de la science du droit pénal international.

Or, ces considérations ont été bien négligées par le législateur polonais. La place qu'il assigne à la loi pénale étrangère est très exigüe. Il reste encore à cet égard trop attaché aux préjugés territoriaux. Tandis qu'à d'autres points de vue, la loi polonaise s'élève au-dessus des intérêts particularistes et étatiques pour embrasser la notion d'une justice unique et universelle, ici, en matière d'application de lois étrangères, elle donne le pas aux idées d'une justice exclusiviste et égoïste. La coopération internationale répressive, par ailleurs très favorisée par le droit polonais, en est naturellement très compromise. Le législateur a été à coup sûr hanté toujours par la même crainte de ne pas toucher à la souveraineté absolue de l'Etat, crainte, qui, comme nous l'avons démontré, n'est nullement fondée.

En bonne administration de la justice, et avant qu'on arrivât à établir le droit pénal unique et universel, la loi pénale étrangère devrait s'appliquer toutes les fois que le juge, en raison des cir-

109) Donnedieu de Vabres, op. citat., p. 173.

constances qui accompagnent l'infraction, le trouverait juste et équitable. Les deux lois pénales, nationale et étrangère, doivent être censées, présenter la même et seule justice qui est antérieure et supérieure aux Etats.

Il est vrai que ces idées-là ne sont pas encore assez mûres pour être admises en droit positif. Mais ce qu'on peut reprocher au législateur polonais, c'est de n'avoir pas au moins, à l'exemple de tant d'autres législateurs étrangers, consacré l'application *complète* et *obligatoire* de la *mitior lex*. Cette solution, déjà admise en matière de lois se succédant dans le temps, aurait dû être consacrée également quand il s'agit d'une divergence des lois dans l'espace.

Toutefois, le seul fait de ne pas complètement ignorer la loi étrangère, de la prendre dans une certaine mesure, non d'ailleurs très restreinte, en considération, marque déjà un progrès considérable dans le sens d'une collaboration répressive entre la justice polonaise et celle des autres Etats.

Rappelons enfin, pour justifier « l'attitude » réservée que prend le législateur polonais à l'égard des lois étrangères, qu'il s'était conformé intégralement aux résolutions votées par la Conférence de Varsovie. Si bien que les solutions données, en la matière par le Code polonais, aussi incomplètes qu'elles soient, correspondent pourtant aux tendances générales du droit pénal international positif de nos jours.

CHAPITRE II

DES EFFETS DES SENTENCES REPRESSIVES RENDUES A L'ÉTRANGER

SECTION PREMIÈRE

Le principe

Le principe est que la règle de l'autorité de la chose jugée

ne joue pas sur le terrain de la justice internationale. Les autorités judiciaires polonaises peuvent, si elles le trouvent utile, engager un nouveau procès contre un individu qui a déjà été pour le même fait jugé à l'étranger. Le juge polonais ignore en principe la condamnation qui a été prononcée par un juge relevant d'un autre Etat. L'institution de l'*exequatur* pratiquée en matière civile est écartée en droit pénal.

Ici encore, on se prévaut de la souveraineté absolue de l'Etat. Exécuter un jugement étranger, signifierait obéir à un ordre émanant d'une souveraineté étrangère. Il est vrai qu'on admet l'exécution des jugements étrangers civils, mais les actes répressifs sont liés, dit-on, d'une façon plus étroite au droit de commandement de l'Etat, ils font partie de son droit public et de ce chef ils doivent nécessairement rester strictement territoriaux. En somme, ce sont les mêmes raisons qui ont été alléguées pour exclure l'application de la loi étrangère. Aussi convient-il, pour réfuter cette argumentation basée sur le dogme de la souveraineté de l'Etat, d'invoquer le même fondement juridique que nous avons donné à l'application, par le juge national, de la loi pénale étrangère, savoir que la reconnaissance de l'autorité des jugements étrangers dérive de la volonté complètement libre du souverain territorial. L'autorité judiciaire qui rend exécutoire sur le territoire un acte de justice étranger, ne le fait point sur l'ordre du législateur étranger, mais uniquement au nom de sa propre loi, qui, dans un cas donné, a estimé utile pour la bonne administration de la justice territoriale même, de faire état des actes répressifs émanant du pouvoir d'une autre puissance.

On n'a guère besoin, pour justifier l'autorité internationale de la chose jugée, de faire appel à la nécessité d'apporter certains tempéraments au principe de la territorialité de loi pénale, car la mise en exécution d'un jugement étranger est précisément un acte parfaitement souverain et territorial. Ici encore, on aurait considérablement hâté le progrès du droit pénal international, si l'on ne s'était pas refusé à reconnaître l'évidence de ces idées-là.

Quoi qu'il en soit de ces considérations théoriques, le droit pénal positif polonais n'attribue, en règle générale, aucune efficacité aux sentences rendues à l'étranger. Il y a notamment impossibilité absolue d'exécuter en Pologne les peines ayant été prononcées par un tribunal étranger. Néanmoins, le législateur polonais n'a pas complètement négligé les exigences que comporte un règlement du droit pénal international moderne et a souligné une fois de plus sa volonté de participer à l'administration d'une justice interétatique, en apportant un certain nombre d'atténuations au principe précité.

SECTION II

§ 1. *L'autorité négative de la chose jugée*

Cela signifie qu'un jugement d'acquiescement rendu par un tribunal étranger en faveur de l'inculpé mettra obstacle à ce que les autorités judiciaires polonaises le puissent poursuivre pour le même fait. Cette solution, bien qu'elle ne soit pas formellement donnée par la loi, n'en reste pas moins certaine.

Ce serait, en effet, commettre une injustice flagrante que de vouloir remettre en question et poursuivre un individu en raison d'un fait pour lequel il avait déjà subi un procès et dont il est sorti acquitté. Du moment qu'un jugement définitif avait établi l'innocence du prévenu, tout est fini, et les autorités judiciaires qui tenteraient à mettre en doute l'acquiescement iraient à l'encontre de la justice élémentaire.

Juridiquement, l'autorité négative de la chose jugée peut être fondée sur la considération que la production d'un jugement d'acquiescement étranger équivaut à la constatation du silence de la loi territoriale, du moins dans le cas où il fût rendu par le juge *loci delicti commissi*. En effet, en acquittant l'inculpé, le juge affirme que, dans l'affaire qui lui a été soumise, sa loi pénale n'a pas été violée, c'est-à-dire qu'aux yeux de la *lex loci*, il n'y a pas

eu d'infraction. Or, pour que l'accusé soit poursuivi en Pologne, il faut que le fait qu'on lui impute soit punissable par la loi du lieu où il a été accompli, condition, qui, en cas de jugement d'acquiescement, fait défaut, comme nous venons de le démontrer.

Il est vrai, que cette argumentation ne vaut pas pour les *delicta juris gentium*, car, pour cette catégorie de délits, l'incrimination de la loi étrangère n'est point requise, et pourtant l'autorité négative d'un jugement étranger leur serait applicable. Mais, pour ces délits-là, on peut faire valoir un autre argument, savoir, que le juge est toujours censé, à leur égard, représenter tous les Etats, son jugement doit donc forcément être partout accepté.

Enfin, et c'est notre troisième argument, une coopération quelconque interétatique dans l'organisation de la répression ne peut pas se concevoir sans qu'on accorde un minimum d'efficacité aux actes judiciaires accomplis par une autorité étrangère. Or, ce serait directement offenser les tribunaux étrangers que de vouloir poursuivre un individu dont le sort a été définitivement par eux réglé. Une telle méfiance, qui naturellement sera réciproque, condamnerait d'avance toute tentative d'organiser la répression du crime sur la base de la solidarité entre les peuples.

L'effet négatif que nous accordons en Pologne aux jugements d'acquiescement étrangers est donc incontestable. Seulement, il importe de bien préciser les conditions auxquelles doit satisfaire une sentence pénale étrangère pour qu'elle puisse avoir autorité de chose jugée négative sur le territoire polonais. Ces conditions, on peut les ramener au nombre de trois :

1° Il faut que la sentence soit prononcée par un juge compétent et suivant la loi normalement applicable. En effet, l'exception d'incompétence qui joue en droit interne ne doit pas être écartée en droit pénal international. Une sentence rendue par un juge internationalement incompétent n'a pas de valeur juridique et ne peut pas avoir par conséquent d'autorité de la chose jugée. 2° Il faut en second lieu que la sentence ait été régulière en la forme suivant les termes du droit étranger. Ici également, si le jugement

n'est pas régulier, d'après le droit même en vertu duquel il a été rendu, il ne peut pas prétendre produire des effets dans un autre pays. Mais il s'agit, bien entendu, des formes substantielles dont le non accomplissement aurait entraîné l'invalidation du jugement. Au contraire, l'absence des formes n'ayant qu'un caractère secondaire et qui, en droit étranger, n'aurait pas atteint la validité du jugement, ne saurait pas enlever son autorité négative sur le territoire polonais. 3° Il faut enfin comme dernière condition que la sentence en question ait été définitive, toujours aux termes de la loi étrangère. Un jugement d'acquiescement qui n'a pas complètement épuisé l'affaire, ne ferait pas obstacle à ce que les autorités polonaises le reprennent. Un jugement est définitif dès l'instant où il est devenu irrévocable¹¹⁰). La possibilité de former un recours en révision fondée sur une erreur judiciaire ne fera pas obstacle à ce que la décision soit considérée comme étant définitive; s'il en était autrement, les jugements étrangers n'auraient jamais pu avoir d'autorité négative de la chose jugée. Il n'y a pas lieu de distinguer à cet égard entre un jugement contradictoire et un jugement par défaut. Un individu qui a été acquitté par défaut d'une façon définitive à l'étranger, ne pourrait plus être poursuivi pour le même fait sur le territoire polonais¹¹¹). Par contre, une décision étrangère de non-lieu, ne devrait pas empêcher de procéder en Pologne à une nouvelle instruction et à la prononciation éventuelle d'un jugement de condamnation¹¹²). C'est qu'une décision de non-lieu, étant prise en dehors du procès, peut être dictée par des mobiles insaisissables et plus ou moins douteux. De même la prescription acquise d'après la loi étrangère ainsi que la grâce, qui ne constituent qu'une exemption de l'exécution de la peine, ne rendraient pas non plus irrecevable la poursuite en Pologne¹¹³).

110) Le Dr. pén. int. en temps de paix et de guerre; vol. 3, p. 404. Cass. 17 oct. 1889, D. 1890, 1, 138, apporté par Travers.

111) Cf. Travers, op. citat., p. 405; v. aussi la note à l'arrêt précisé.

112) En sens contr., *ibid.*, p. 406 et suiv.

113) V. *supra*.

Les trois conditions étant remplies, le jugement d'acquiescement étranger produit ses effets de plein droit. On n'a même pas besoin de recourir à la procédure de l'*exequatur* qui est indispensable en matière de jugements civils. Ici, en matière répressive, l'irrecevabilité de toute poursuite est acquise par cela seul qu'il a été justifié de la réalisation des susdites conditions¹¹⁴).

Reste encore à résoudre la question des effets que produirait l'amnistie accordée par les autorités du pays où la condamnation avait été prononcée. La question a été posée lors de la Conférence de Varsovie, mais elle n'y a pas été résolue. Il semble qu'il faudrait distinguer suivant que le condamné est arrivé en Pologne avant l'amnistie étrangère ou après. Dans le premier cas, il ne pourrait pas s'en prévaloir, car, au moment où l'acte d'amnistie est entré en vigueur, les autorités judiciaires polonaises avaient en quelque sorte un droit acquis de poursuivre le délinquant qui se trouvait sur le territoire. Au contraire, dans le second cas, ce serait l'accusé qui serait venu en Pologne avec le droit acquis d'être amnistié et, par conséquent, la poursuite serait irrecevable. Mais ce sont là des considérations théoriques; en pratique, il serait équitable de faire dans les deux cas bénéficier le condamné du bienfait de l'amnistie.

Faisons enfin remarquer que l'autorité négative de la chose jugée ne joue pas en matière de délits politiques, notamment des délits visés dans l'art. 8. Ces délits-là qui mettent en jeu d'une façon directe et exclusive les intérêts primordiaux de l'Etat, ne peuvent être jugés que par le juge de l'Etat intéressé.

Par contre, il ne faut en cette matière faire aucune distinction suivant que l'acquitté à l'étranger est un national ou un étranger, et même, d'après nous, suivant que le fait a été accompli sur le territoire ou à l'intérieur du pays. Du moment que le jugement d'acquiescement satisfait à toutes les conditions sus-indiquées, notamment à celle de la compétence du juge étranger, il tranche définitivement le sort de l'accusé, et il n'y a aucune raison de

114) Cf. Travers, op. citat., p. 413.

prendre à cet égard en considération la nationalité du prévenu ou le lieu de l'accomplissement de l'infraction.

§ 2. *La peine subie à l'étranger*

Un individu qui a purgé complètement sa peine, en quelque pays que ce soit, ne saurait plus être inquiété pour le même fait. Cette solution qui atténue considérablement la rigueur du principe de la non efficacité des actes judiciaires étrangers, ne se trouve pas non plus formellement donnée par la loi. Elle s'impose pourtant d'elle-même. Ce serait, en effet, ici encore, déroger à tout sentiment de justice que de poursuivre un individu en raison d'un fait qu'il avait déjà intégralement expié en vertu d'un jugement antérieur. Du reste, de deux choses l'une : ou le prévenu sera acquitté par le juge polonais et, dans ce cas-là, ce n'est pas la peine de reprendre l'affaire, ou il sera condamné et alors on arrivera à châtier un individu deux fois pour le même fait, ce qui va à l'encontre du sens même de l'équité.

L'irrecevabilité de la poursuite repose encore sur la nature juridique de l'exécution de la peine. La peine, une fois purgée, si, à elle seule, ne peut pas effacer la condamnation, tout au moins efface-t-elle, à notre avis, l'action délictueuse elle-même. L'individu qui a subi son châtiment en entier ne saurait plus être inquiété pour le même fait, qui, juridiquement, est réputé totalement expié, c'est-à-dire inexistant. Dans l'Antiquité, la peine n'était pas considérée comme quelque chose d'infamant, elle était la rançon du crime, et une fois exécutée, elle ne laissait subsister aucune trace de la condamnation encourue. De nos jours, on ne se montre plus si généreux à l'égard des délinquants, et toute condamnation continue, en principe, même après que la peine aura été entièrement exécutée, à produire des effets. Mais, soulignons-le bien, il n'y a juste que la condamnation qui subsiste, quant à l'infraction elle-même, elle est censée complètement rachetée par la peine infligée. Dès lors, à supposer même qu'on ne puisse pas

faire produire des effets aux actes judiciaires étrangers, la peine subie à l'étranger devrait pourtant exclure toute poursuite. Car, il ne s'agit pas, en l'espèce, de donner autorité à des sentences étrangères, mais simplement de constater le fait que l'inculpé a subi sa souffrance.

Enfin, et c'est le dernier argument, le droit pénal international se détournerait complètement de son but, qui est la coopération des plus intimes de toutes les législations en matière répressive, s'il devait considérer le fait d'avoir purgé sa peine dans un pays étranger, comme insuffisant pour écarter la possibilité d'être poursuivi en raison de la même infraction. Comment collaborer dans une œuvre législative internationale, si l'on se refuse complètement à faire état des actes judiciaires émanant des autorités autres que les siennes?

Seulement, il importe de souligner qu'il s'agit ici d'une peine qui a été intégralement et effectivement purgée à l'étranger. Un acte de grâce, la libération conditionnelle ou tout autre mode de soustraction à l'exécution de la peine, ne ferait pas obstacle à ce que le bénéficiaire de ces mesures de clémence soit poursuivi en territoire polonais. En effet, dans des cas pareils, les trois arguments susvisés ne jouent plus¹¹⁵).

§ 3. *Imputation de la peine*

Nous savons que le législateur polonais refuse en principe toute autorité positive à des sentences répressives rendues à l'étranger. Une condamnation prononcée par un juge étranger n'aura pas de suite sur le territoire de Pologne. L'affaire sera reprise devant le juge polonais et dans le jugement que celui-ci prononcera aucun compte ne sera tenu de la sentence étrangère. Nous avons également constaté que dans le cas où la peine prononcée à l'étranger aurait été intégralement purgée, cette exé-

115) V. en sens contraire, res. A. de la Conf. de Varsovie, art. 2, alin. 4 *in fine*, Actes, p. 132.

cution de la peine fera entrave à toute poursuite en Pologne pour le même fait,

Il nous reste maintenant à envisager une troisième hypothèse, où l'on suppose une situation intermédiaire entre les deux cas précités. C'est celle de la peine qui a été *partiellement* purgée à l'étranger. La situation est formellement prévue par l'art. 11 § 1 qui décide que la peine qui a été subie pour le même fait à l'étranger sera imputée sur la peine que prononcera le tribunal et d'après son appréciation. Donc la poursuite, le procès, et même la fixation de la peine auront lieu en abstraction totale du jugement et de l'exécution partielle de la peine survenus à l'étranger. C'est seulement au moment de la prononciation du jugement de condamnation, que le tribunal tiendra compte du fait que le prévenu avait déjà purgé à l'étranger une partie de son châtimement, en vue de l'imputer sous le taux de la peine qu'il vient de fixer. Ce n'est pas, à vrai dire, le jugement étranger en lui-même qui est pris en considération, mais c'est plutôt la dose de souffrance qui a été subie en vertu de ce jugement.

L'imputation de la peine exécutée à l'étranger est obligatoire pour le juge. Il est vrai que la loi parle de sa libre appréciation, mais ceci ne concerne que le mode d'imputation, la façon de réduire les moyens pénaux du droit interne et ceux du droit étranger à un dénominateur commun, en vue d'obtenir ce qui doit être imputé sur la peine subie, mais quant à l'imputation même, elle est catégoriquement imposée au juge par la loi. En pratique, la comparaison des peines prévues par les deux législations en vue de l'imputation ne serait pas toujours facile à réaliser, étant donné que les moyens pénaux diffèrent souvent quant à leur nature et leurs modes d'exécution d'un pays à l'autre. Ainsi le droit polonais ne connaît ni les travaux forcés, ni la déportation, ni la détention. Il s'agit donc de traduire en des peines établies par le droit du juge, le fragment de la souffrance qui a été subi sous la forme d'un moyen pénal propre au droit étranger, chose qui n'est pas des plus aisées. Etant donné ces difficultés, la loi laisse

au juge l'entière liberté d'appréciation, mais, encore une fois, la soustraction même de la peine qui a été déjà purgée à l'étranger est indubitablement obligatoire pour le tribunal. Si notamment l'inculpé ne l'invoquait pas, le juge devrait y suppléer d'office.

Les susdites difficultés de trouver une base commune aux moyens pénaux applicables dans les diverses législations ont été souvent relevées comme un argument d'ordre pratique contre la prise en considération des jugements répressifs étrangers. Pour éluder cet inconvénient, le Congrès de Bucarest de 1926 a émis le vœu « qu'il soit établi, par voie d'accord international, un tableau d'équivalence des peines et des mesures de sûreté prévues par les lois des divers Etats qui composent la communauté internationale »¹¹⁶). La réalisation de ce vœu est des plus souhaitables pour le progrès du droit pénal international.

§ 4. Mesures de sûreté

C'est un cas où le jugement étranger pourra produire un effet positif sur le territoire polonais. Deux hypothèses à envisager: a) jugement d'acquittement, b) jugement de condamnation.

a) Un jugement d'acquittement rendu à l'étranger met obstacle, nous le savons, à ce que l'individu acquitté soit poursuivi pour le même fait en Pologne, en vue d'être éventuellement condamné à une *peine*; il en va autrement quand il s'agit d'appliquer une mesure de sûreté. Par rapport à celle-ci, la règle de *non bis in idem*, même sous sa forme négative, est, sur le terrain international, totalement écartée. Une mesure de sûreté prévue par la loi polonaise recevrait application, nonobstant un jugement étranger ne prononçant ni une peine ni une mesure de sûreté, et sans qu'il y ait à tenir compte de ce que la loi étrangère connaît ou ne connaît pas l'institution des mesures de sûreté en général ou la mesure qu'il s'agit d'appliquer (art. 11 § 2).

Cette disposition devient très naturelle, si l'on se rappelle le

116) Actes, p. 707, 5.

caractère essentiellement préventif et administratif de la mesure de sûreté. Du moment que le législateur estime que l'accusé doit être mis, en raison de son état de danger, hors d'état d'agir à son gré, il ne saurait tenir compte ni des lois ni des jugements étrangers, pour se voir entravé dans son organisation prophylactique contre l'activité criminelle.

Il en résulte qu'un jugement d'acquiescement étranger pourra produire en Pologne un double effet: d'une part, il exclura toute poursuite en vue d'une condamnation à une peine proprement dite — c'est l'effet négatif; et d'autre part, il pourra servir de base à l'application d'une mesure de sûreté, car, et soulignons-le bien, rien qu'en se fondant sur l'exposé des faits contenu dans le jugement étranger, le tribunal pourra soumettre l'accusé à des mesures de sûreté établies par la loi polonaise. C'est dans ce sens que nous disions, qu'en matière de mesure de sûreté, le jugement d'acquiescement était à même de produire un effet positif.

L'application des mesures de sûreté dans des cas pareils ne se fera pas par un jugement, mais par voie d'une simple décision prise en Chambre de conseil (Cf. art. 47 § 1 C. proc. crim.). Elle devra être motivée et les motifs seront précisément basés sur le jugement intervenu à l'étranger et les dispositions générales relatives aux mesures de sûreté¹¹⁷).

b) Le même effet positif pourra se produire dans l'hypothèse d'un jugement de *condamnation* rendu à l'étranger. On se rappelle qu'un tel jugement n'a aucune autorité sur le territoire polonais, que l'individu condamné pourra être jugé pour le même fait en Pologne. Mais il peut arriver que, tout en n'exécutant pas la peine prononcée par le juge étranger, les autorités polonaises ne trouvent pas nécessaire ou opportun d'engager un procès nouveau. Le cas se présentera notamment en matière d'infractions visées dans l'art. 10. L'étranger a été jugé à l'étranger pour un fait commis à l'étranger, il se trouve sur le territoire polonais, l'extradition n'est pas accordée et le Ministre de la Justice n'ordonne pas la

117) Cf. Makarewicz, c. p. annoté p. 57.

poursuite ; dès lors, il n'y aura pas de jugement. Néanmoins, l'application des mesures de sûreté resterait possible, en vertu de l'art. 11 § 2, et cela indépendamment du contenu du jugement de condamnation et des lois en vigueur au lieu où l'infraction a été commise.

De même, le fait d'avoir entièrement purgé sa peine à l'étranger, qui met obstacle à la reprise de l'affaire en vue de la prononciation d'une peine, n'empêcherait pas d'appliquer, en Pologne, une mesure de sûreté.

Dans ces deux hypothèses, étant donné qu'il n'y aura pas de jugement, la procédure à suivre sera la même que celle que nous avons constatée plus haut dans le cas a) : décision prise en Chambre du conseil et motivée.

Comme en droit polonais, la prononciation des mesures de sûreté est jours facultative pour le juge, l'art. 11 § 2, porte qu'en matière d'infractions jugées à l'étranger, « le tribunal polonais *peut* appliquer... » et non qu'il est tenu d'appliquer des mesures de sûreté.

Signalons enfin que l'art. 11 § 2 ne fait guère double emploi avec l'art. 6 § 3. Ce dernier vise le cas d'application des mesures de sûreté par un juge statuant au fond et prononçant par la suite un jugement, tandis que l'art. 11 § 2 rend applicables les mesures de sûreté, uniquement en raison d'une infraction déjà jugée à l'étranger, sans que le tribunal ait à examiner le fond de l'affaire.

§ 5. *La perte des droits.*

Le C. p. polonais fait en certains cas prononcer la perte des droits à titre de mesure de sûreté (art. 85). Il en résulte qu'en matière d'infractions jugées à l'étranger, la perte des droits dans des cas pareils sera régie par les mêmes règles que nous venons d'établir pour l'application des mesures de sûreté. Ce que décide en termes exprès l'art. 11 § 2. Le caractère préventif que revêt la perte des droits quand elle constitue une mesure de sûreté, ne per-

met pas de distinguer suivant que l'inculpé est un citoyen ou bien un étranger, ou suivant que le jugement étranger a été prononcé par son juge personnel ou par un autre juge. L'application de la perte des droits à titre de mesure de sûreté se fera dès l'instant que le juge polonais la trouvera indispensable en raison de l'état de danger de l'accusé.

Au contraire, cette distinction devra être faite quand il s'agit des déchéances ayant été prononcées à titre de peine accessoire. Les conséquences d'une condamnation prononcée à l'étranger, en ce qui concerne les incapacités du délinquant sur le territoire polonais, ne seront pas, en effet, les mêmes pour les citoyens (A) et pour les étrangers (B). Et pour ces derniers, elles varieront encore suivant qu'ils furent jugés par leur juge personnel ou par un autre juge.

A. Il faut supposer le cas où un individu de nationalité polonaise, après avoir été condamné et avoir exécuté sa peine à l'étranger, vient habiter en Pologne. Une nouvelle poursuite ne pourra plus avoir lieu. Il s'agit seulement de savoir si la condamnation étrangère produira des effets en ce qui concerne les incapacités et déchéances qui peuvent, le cas échéant, subsister après que la peine aura été purgée. La solution doit être affirmative sous les bénéfices suivants : 1° Il faut que les incapacités et déchéances en question soient une conséquence de la condamnation, à la fois, en vertu de la loi étrangère et de la loi nationale ; 2° Il faut qu'elles soient déclarées par un tribunal polonais, à la suite d'une action spéciale en déchéance intentée par le ministère public¹¹⁸) ; 3° Enfin, il faudrait laisser la possibilité à l'inculpé de demander la révision du procès.

Le problème de la perte des droits en droit pénal international, n'est pas du tout prévu par la loi polonaise. Les solutions

118) Cf. l. franç. du 30 nov. 1892 art. 25 § 5 relat. aux incapacités de l'exercice de la médecine; en sens contraire, C. p. russe de 1903, art 12 qui reconnaît en notre matière les effets des sentences étrangères de plein droit, en sens contraire aussi, C. p. hongrois, art. 15, qui décide que les déchéances ne pourront être prononcées qu'autant que le juge aurait statué sur le fond.

que nous venons de donner nous semblent pourtant conformes aux tendances générales exprimées, en la matière, par la doctrine contemporaine, et notamment aux propositions ayant été émises lors de la Conférence de Varsovie¹¹⁹⁾ et aux résolutions respectives ayant été votées à la Conférence de Rome¹²⁰⁾, ainsi qu'aux dispositions d'un très grand nombre de législations et de projets de codes pénaux les plus récents.

En somme, on en arrive à faire produire des effets positifs aux jugements rendus à l'étranger, car la prononciation éventuelle par le tribunal de la perte des droits, à la suite de l'action spéciale en déchéance, sera basée uniquement sur la condamnation ayant été prononcée à l'étranger.

B. La seconde hypothèse est celle où l'individu ayant encouru des déchéances en raison d'une condamnation étrangère, n'est pas un ressortissant polonais. Deux possibilités : a) l'étranger avait été jugé dans son propre pays b) il a été jugé dans un autre pays.

a) Dans le premier cas, aucune des conditions que nous avons stipulées pour la prononciation de la perte des droits contre un citoyen ne serait requise. En effet, les capacités et les incapacités d'un individu forment son « *status personnalís* » qui est déterminé par sa loi nationale et qui l'accompagne partout. Il suffit donc, pour que la jouissance des droits respectifs soit refusée sur le territoire polonais au condamné étranger, que sa déchéance découle de la condamnation en vertu de sa propre loi ; une action spéciale en déchéance n'est pas en cause, car, d'après les principes admis par la majorité de la doctrine en droit international privé, la capacité de l'étranger est de plein droit celle que lui donne sa loi personnelle. Enfin, le droit de demander la révision du procès ne doit pas être accordé à un individu qui avait été jugé par ses propres juges¹²¹⁾.

A vrai dire, il n'y faut guère voir d'effet produit par le juge-

119) V. Actes, p. 146-147.

120) Résol. III art. 1, p. 238.

121) Cf. Conf. de Rome. Actes, p. 238, Rés. III, art. 2.

ment étranger, puisque les incapacités qui continuent à frapper le condamné sur le territoire polonais, ne le font pas en vertu du jugement étranger, mais en vertu du statut personnel qui est inhérent à sa personne et qui le suit partout.

b) Au cas où l'étranger a été condamné par un juge qui n'était pas le sien, il faudrait logiquement soumettre la prononciation de la perte des droits aux mêmes conditions de fond et de forme que nous avons rencontrées dans l'hypothèse d'un citoyen condamné à l'étranger. En effet, les déchéances encourues n'entrent plus dans le statut personnel du condamné, puisqu'elles n'ont pas été établies par sa loi personnelle. Cependant, en fait, il ne semble pas que la jurisprudence soit disposée à donner à cet égard les mêmes garanties aux étrangers qu'aux citoyens. D'ailleurs, en pratique, la question se présenterait très rarement, car dans la plupart des cas, le juge étranger aurait appliqué la loi personnelle du condamné, et dès lors, on se trouverait dans l'hypothèse a).

Il reste enfin entendu que dans tous les cas où les déchéances pourront être prononcées à la suite d'une condamnation étrangère, il s'agit uniquement des infractions du droit commun. Au contraire, un jugement de condamnation rendu à l'étranger en matière politique, ne saurait produire le moindre effet, et les incapacités qu'il prévoit seront, sur le territoire polonais, non avenues¹²²).

§ 6. *La récidive internationale.*

La récidive est une institution de droit pénal qui prend en considération, dans la fixation de la peine, non seulement le degré de culpabilité révélé par le fait pour lequel le prévenu est jugé, mais aussi l'activité criminelle à laquelle s'adonna le délinquant antérieurement et n'ayant aucune liaison avec l'affaire pendante devant le tribunal. Toutefois, pour que les antécédents criminels de l'inculpé puissent faire aggraver la peine, il faut qu'ils aient été constatés par un jugement de condamnation suivi de l'exécu-

122) Cf. Rés. de Conf. de Rome, II, art. premier, Actes, p. 238.

tion intégrale ou au moins d'un tiers de la peine fixée par le dit jugement (art. 60 § 1). Dès lors, la question est de savoir si la peine subie dans les dites conditions à l'étranger à la suite d'une condamnation prononcée par un juge étranger comptera pour déclarer récidiviste un individu traduit devant un tribunal répressif en Pologne. Voilà le problème de la récidive internationale.

A s'en tenir strictement à la valeur territoriale de la loi pénale, la récidive internationale devrait être complètement écartée ; le juge ne peut prendre en considération que les faits qui ont été perpétrés en violation de la loi qu'il est appelé à appliquer. Les méfaits, ainsi que les actes judiciaires les concernant, accomplis hors des frontières, le juge territorial les ignore. Un individu qui commettrait à l'étranger les forfaits les plus abominables et qui aurait subi une quantité de condamnations, serait, dans la conception territorialiste, considéré, sur le territoire, comme un criminel débutant, du moment qu'il y est jugé pour la première fois. Aussi choquante qu'elle paraisse, cette solution est admise dans un grand nombre de pays qui restent encore fermement attachés au préjugé de la territorialité absolue de la loi criminelle. Parmi ceux-ci figure la France où la jurisprudence ne tient aucun compte, en matière de récidive, des condamnations antérieures à l'étranger.

Il est évident qu'un tel exclusivisme répressif est tout ce qu'il y a de plus nuisible et à l'administration de la justice à l'intérieur du pays même, et à la collaboration juridictionnelle sur le plan interétatique. Aussi, toute autre attitude a été prise, en la matière par le législateur polonais. L'art. 60 § 1 assimile complètement, en termes formels, au point de vue la récidive, la peine et les mesures de sûreté subies à l'étranger à celles subies en exécution d'un jugement national. Aucune distinction n'est faite non plus entre l'inculpé étranger et le citoyen. Du moment que les autres conditions prévues par le même article se trouvent remplies, le prévenu pourra être déclaré récidiviste. La disposition s'applique également aux délinquants de profession et d'habitude ; c'est-à-dire que dans le cas où les actes constitutifs de professionalismisme et d'habitude

auraient lieu à l'étranger, le juge pourra les prendre en considération, en vue d'assimiler le délinquant professionnel et par habitude à un délinquant récidiviste dans le sens de l'art. 60 § 2¹²³).

On voit donc qu'en matière de récidive internationale, les sentences rendues à l'étranger produisent, il est vrai indirectement, mais tout de même un effet bien positif. Le juge, en se basant sur elles pourra considérablement augmenter le taux de la peine ; l'influence accordée au jugement étranger est donc énorme. Aussi faut-il considérer la consécration de la récidive internationale en droit positif, comme un progrès des plus significatifs du droit pénal international. La question se trouvait à l'ordre du jour de la Conférence de Rome en 1928 où elle reçut également une solution favorable¹²⁴). Nombre de législations étrangères ont également consacré la récidive internationale.

L'application de la récidive internationale en droit polonais est soumise à la seule condition que le fait, sur lequel porte le jugement étranger, soit réputé punissable par la loi polonaise, sans d'ailleurs qu'il y ait besoin qu'elle prévoie la même peine. Elle ne dépend pas, au contraire, de ce que le délit en question figure ou non dans un traité d'extradition, ni même de l'existence d'un tel traité entre la Pologne et l'Etat dont le jugement sert de base à la récidive, conditions souvent rencontrées dans les législations étrangères¹²⁵).

Enfin, l'application de la récidive internationale n'est pas obligatoire, mais cela non à cause de son élément d'extranéité, mais en raison de ce que l'aggravation de la peine à l'égard des récidivistes est toujours facultative, même quand la récidive est basée sur une condamnation prononcée par un juge national. Il appartient donc au tribunal de décider, si l'examen des actes judiciaires étrangers ayant trait à la condamnation antérieure du prévenu et à l'exécution de la peine est nécessaire ou non.

123) Cf. C. p. italien, art. 12-1.

124) V. actes Res. II, art 1^{er}, p. 237.

125) Cf. C. p. italien art. 12-4^o al. 2.

CHAPITRE II

DE L'EXTRADITION

L'extradition consiste dans la remise d'un individu par un Etat à un autre Etat, pour que celui-ci exerce sur la personne livrée son *jus puniendi*. C'est donc un acte d'assistance juridictionnelle interétatique dans l'administration de la justice.

Au point de vue de la technique codificatrice, et abstraction faite du système conventionnel, on rencontre trois systèmes en droit comparé. Dans le premier, on règle une partie du droit extraditionnel, celle notamment qui concerne les conditions de fond, dans le code pénal, et l'autre partie, procédurale, dans le code d'instruction criminelle. C'est le système par exemple de la législation italienne. Dans le second système, l'extradition est réglée par une loi spéciale. C'est le système le plus rationnel et qui gagne de plus en plus du terrain. Citons à titre d'exemple la loi suisse de 1892 et la loi française de 1927. Enfin, un troisième système a été adopté par le législateur polonais consistant à insérer toutes les dispositions ayant trait à l'extradition dans le code de procédure criminelle. Il est d'ailleurs vrai que le législateur polonais s'attache presque exclusivement à régler les *formalités* de l'extradition, les conditions de fond devant être celles que prévoient les coutumes et les usages internationaux. L'étude du droit extraditionnel polonais positif, comporte donc celle des articles 642 à 650 du code de proc. crim. promulguée en 1928 (Journal des lois 1928, n°33 texte 313), ainsi que les coutumes respectives internationalement admises.

Mais avant d'entrer dans la matière, nous tenons à donner un bref aperçu sur le développement historique de notre institution en Europe et en particulier en Pologne.

SECTION PREMIERE

Historique

Dans l'Antiquité, l'extradition en tant qu'institution juridique

organisée n'était point connue. En Grèce, l'admission du droit d'asile fondée sur l'idée d'hospitalité religieuse, qui fut étendue des lieux consacrés au territoire tout entier de l'Etat, créait un obstacle à l'extradition. Mais on a fait tout de même des exceptions pour les criminels qui se rendirent coupables de crimes particulièrement odieux¹²⁶).

A Rome, l'extradition était une institution politique, elle s'y inspirait uniquement de raisons d'opportunité. Le terme *deditio* en langue romaine désigna à la fois la capitulation et la livraison des malfaiteurs.

Au moyen âge, la pratique d'extradition se rencontre çà et là en droit pénal interstatutaire. Le droit lombardien l'appliqua en matière de poursuite des esclaves en fuite. Ceux-ci devaient être arrêtés et livrés à leurs juges compétents, dans quelque lieu qu'on les trouvât¹²⁷). Ensuite, le même droit prescrivait encore la remise de l'assassin aux parents de la victime, ainsi que celle du débiteur vis à vis duquel la contrainte par corps était possible¹²⁸).

Mais l'établissement d'un principe général de l'extradition se heurta en Italie à de grandes difficultés. Les villes se méfiaient les unes des autres, et à cette époque-là, on ne savait pas encore nettement distinguer entre délit politique et non politique ou, pour mieux dire, tous les délits étaient considérés comme touchant à la vie politique de la Cité. Cependant, les villes italiennes concluaient souvent des conventions particulières en vue d'une extradition *ad casum*¹²⁹). On se basait alors sur le droit naturel ; un Etat qui refuse la livraison d'un malfaiteur se rend par cela même coupable de favoriser la criminalité. Il est « complice de l'injure et en devient responsable¹³⁰) ».

A partir du XIV^e siècle, deviennent fréquents en France les

126) Donnedieu de Vabres, Introduction à l'étude du droit pénal int., page 37.

127) Cf. Kohler, op. citat., p. 141.

128) Idem, p. 142.

129) Idem, p. 145.

130) Vattel II, 6, paragr. 76, Rapporté par Kohler, op. citat., p. 146.

traités d'extradition entre les différentes provinces. Le premier en date est celui du 4 mars 1376, conclu entre le roi Charles V et le Comte Armadeus de Savoie, et aux termes duquel chaque contractant s'engagea à livrer ses propres *subditi*, ainsi que ceux de l'autre Etat, coupables des infractions sur le territoire de chacun des deux Etats en présence. Au traité d'extradition de 1376 les auteurs rattachent la naissance du droit pénal international moderne en France¹³¹).

L'extradition était considérée comme une affaire du roi, surtout quand elle concernait les propres sujets. Un Français ne pouvait être livré que sur l'ordre du roi. On pouvait pourtant en décider autrement par des conventions internationales. Quand il s'agissait de non français, les tribunaux inférieurs ne pouvaient pas autoriser l'extradition que s'ils y étaient invités par les Parlements¹³²).

En Allemagne, à la même époque, étant donné l'affaiblissement de la royauté, l'extradition ne fut pas pratiquée. Même entre les Etats particuliers allemands, on ne considérait pas l'extradition comme une obligation, mais comme une affaire de *comitas* et *urbanitas* ; on se livrait réciproquement les malfaiteurs sur la base de *do ut des*. On estimait que le *jus puniendi* du juge de capture présentait un moyen suffisant pour la répression de la criminalité.

A la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e, on trouve déjà des mentions sur les conventions d'extradition conclues par les Etats allemands¹³³). L'extradition se développe dès lors sur l'idée d'assistance réciproque internationale et devient une arme dans la lutte interétatique contre le crime.

Pour ce qui est de la Pologne, les conventions internationales qu'elle concluait en matière répressive se présentaient d'abord sous une forme très rudimentaire. On n'y faisait même pas mention de l'extradition, mais tantôt d'une permission réciproque de poursuivre les délinquants réfugiés dans un des pays des Etats

131) Cf. Donnedieu de Vabres, *Int. à l'ét. du d. pén. int.* p. 226

132) Kohler, *op. citat.*, p. 152.

133) V. textes cités par Kohler, *op. citat.*, p. 153 et suivantes.

contractants, tantôt d'un refus d'asile, tantôt d'une expulsion, au tant de mesures qui n'eurent rien à voir avec l'extradition proprement dite¹³⁴).

L'apparition de l'institution sous son véritable aspect, sur le sol polonais date seulement du XVIII^e siècle, époque où le droit extraditionnel, sous la forme d'un très grand nombre de traités interétatiques, atteint son éclosion dans l'Europe occidentale.

Cette introduction en droit polonais du système extraditionnel reste en liaison étroite avec la consécration définitive du principe territorial. Les traités de partage imposés à la Pologne et ratifiés par la Diète extraordinaire en 1775 posèrent entre autre comme principe que tout criminel devait être puni dans le lieu de l'infraction, donc affirmation nette de la valeur territoriale de la loi pénale. On en a conclu qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre les étrangers pour des infractions commises à l'étranger. Pour éviter pourtant l'impunité, il ne restait qu'à recourir à la remise du coupable entre les mains du juge territorial. Le principe même de l'extradition étant ainsi posé, les conditions et les formalités en ont été réglées par la suite dans une série de résolutions prises par le Conseil Permanent et datant du 14 octobre 1783.

L'extradition pratiquée en vertu de ces résolutions, était purement facultative, puisque le principe territorial était compris d'une façon exclusive. On se désintéressait totalement des infractions commises à l'étranger, mais par contre, l'extradition s'appliquait également à ses propres sujets. Au cas où l'extradition n'avait pas eu lieu, l'infraction restait impunie, car le *judex deprehensionis*, conformément au principe posé par les traités sus-mentionnés, ne pouvait en aucun cas connaître d'un acte punissable perpétré à l'étranger. Au point de vue de la politique répressive, le résultat n'était pas des plus heureux.

Toutefois, des tempéraments furent apportés à cette exclusivité territoriale en ce qui touchait les délinquants professionnels. Ceux-ci, quand ils n'étaient pas extradés à l'Etat *delicti commissi*,

134) V. supra.

pouvaient être jugés par les tribunaux polonais. Une autre brèche au principe territorial fut faite en matière d'infractions politiques commises par les nationaux à l'étranger. A leur égard on faisait valoir le principe de la personnalité subjective¹³⁵).

Au XIX^e siècle, la doctrine et la jurisprudence travaillaient intensivement pour le développement du droit d'extradition. A côté d'un nombre considérable de traités internationaux¹³⁶, naissent une série de lois internes spéciales ou insérées dans les codes respectifs, réglant d'une façon plus ou moins détaillée la matière d'extradition¹³⁷).

Cet essor de notre institution est dominé par l'idée que la répression, tout au moins d'un certain nombre de délits, ne peut être efficace, que si les législateurs de différents pays se prêtent réciproquement main forte dans l'exercice de leur *jus puniendi*. L'Etat qui ne punit pas lui-même doit au moins livrer le coupable à l'Etat qui veut le punir. Si les Etats donnent refuge aux délinquants venant des autres pays, ceux-là ne manqueront pas de compter, dans leur activité criminelle, sur la possibilité qu'il y a d'échapper à toute poursuite, en se rendant dans un territoire étranger.

On a dit souvent que l'extradition n'était pas conforme aux tendances modernes de l'universalisation et de l'unification de la répression. Puisque le juge de capture est compétent pour connaître de toutes les infractions, et puisque les lois pénales sont unifiées, à quoi bon livrer l'inculpé à un autre Etat ? Le développement du système universel serait donc en raison inverse de celui de l'extradition¹³⁸).

Cette façon de voir est, selon nous, complètement erronée. Il n'y a point d'incompatibilité entre la pratique de livrer le délinquant à un autre pays et l'attribution d'une compétence universelle

135) V. Makarewicz, Le Droit pénal polonais, p. 41 ; v. aussi supra.

136) Belgique-France 1874 ; Allemagne-Espagne 1878 ; France-Autriche 1855 ; Angleterre-France 1909, etc.

137) Belge 1833, Hollandaise 1875, Suisse 1892, Amér. 1900, etc.

138) Cf. Glaser, L'unification du droit d'extradition, Rev. pol. de lég. civile et criminelle, 1931-1932, V. III-IV, p. 29 ; aussi Saint-Aubin, L'extradition des étrangers, Rev. gén. droit intern. pub., 1928, p. 31.

au *judex deprehensionis*. Le système universel n'exclut guère la possibilité de remettre l'inculpé dans les mains d'un juge étranger, notamment de celui du *forum delicti commissi*, qui pourrait être mieux placé pour instruire et connaître de l'affaire, et présentant ainsi plus de garanties d'une bonne administration de la justice. Ce que prétend la théorie universaliste, c'est intéresser directement les autorités qui sont en possession du délinquant à la répression de son activité criminelle, sans qu'elles tiennent compte du lieu où elle s'est déroulée, c'est rendre la réaction morale se produisant contre les méfaits accomplis à l'étranger aussi intense qu'elle est contre ceux qui se font sur le territoire. Nous ne saurons pas trop le répéter, le système universel tend à éliminer complètement du droit pénal commun le moment groupal et étatique afin d'embrasser la notion d'une justice purement et exclusivement humaine. En droit positif cela aboutit à donner la compétence du juge de capture. Mais si, au cours de l'instruction, les autorités de capture estiment, dans un cas donné, que le juge du *delicti commissi* possède en fait plus de chance d'aboutir à un jugement juste, il leur est parfaitement possible de remettre l'inculpé à l'Etat territorial¹³⁹). L'idée d'extradition ne se trouve donc nullement en antimonie avec celle d'internationalisme.

Nous avons déjà signalé plus haut que le conflit de compétences entre les juges de différents pays pourra toujours subsister même sous l'empire d'un droit universel et qu'il fera l'objet du code de procédure pénale universel. Mais à proprement parler, on ne se trouvera plus en présence d'une extradition telle qu'on la conçoit aujourd'hui avec son caractère plus ou moins étatique, mais il s'agira d'une simple remise des coupables d'une juridiction à l'autre, tout à fait à l'instar de ce qui se passe dans le règlement de compétences entre les différentes juridictions internes.

Disons seulement en passant que, d'après nous, l'extradition ne doit être accordée à l'Etat territorial que dans le cas où celui-ci a *réellement* plus de facilité d'instruire l'affaire que le juge de

139) *supra*.

capture. Nous ne la croyons pas au contraire justifiée, si la compétence du juge territorial se base uniquement sur l'idée de l'intimidation devant se produire là où l'acte dont il s'agit de punir fut perpétré. Sans contester la portée même de cette idée, nous estimons simplement que l'intimidation pourrait être plus efficace et plus grande si l'on punissait des infractions, même commises dans un endroit éloigné.

SECTION II

Les conditions de l'extradition

Les dispositions établies par le code de procédure criminelle relativement à l'extradition, ne sont applicables qu'autant qu'une convention internationale conclue par la Pologne n'en décide pas autrement. Elles s'appliqueront donc totalement dans l'absence d'un traité et partiellement aux points qui ne seront pas réglementés par des traités (Art. 642)¹⁴⁰).

Les conditions de l'extradition concernent la personne devant être extradée (A) et les faits qui sont susceptibles de donner lieu à l'extradition (B).

A. Ne peuvent faire l'objet d'une demande d'extradition que les inculpés qui ne sont pas des citoyens polonais. Un Polonais qui se rendrait coupable à l'étranger d'une infraction à la loi pénale, et qui viendrait ensuite s'établir en Pologne ne pourrait plus être livré à aucun Etat. C'est la règle connue de la non-extradition des nationaux. En droit polonais, elle n'est nulle part formulée, mais elle est tellement dans les usages des pays continentaux que son abolition aurait dû être prévue par un texte formel.

Ces dernières années, un courant se dessine, dans la science du droit pénal, surtout soutenu par la doctrine française, en faveur du rejet de la pratique de la non-extradition de ses propres citoyens. On allègue à juste titre que le caractère d'assistance

140) Cf. l. franç. de 1927, article 1er.

mutuelle dans la répression criminelle internationale du droit extraditionnel est incompatible avec une telle règle exclusiviste. La qualité de citoyen du délinquant ne devrait pas dispenser l'Etat de son devoir d'assistance interétatique dans la répression du crime. Du moment qu'il s'agit de rendre possible l'exercice de la justice par un juge compétent, la nationalité de l'inculpé doit rester tout à fait hors de cause.

Ces tendances modernes ont eu leur premier écho dans la loi française du 10 mars 1927 relative à l'extradition. L'article 5-1^o de cette loi rend possible l'extradition d'un Français qui, à l'époque de l'infraction, était encore étranger. C'est là une brèche importante faite à la rigueur avec laquelle la règle de la non-extradition du citoyen avait été antérieurement observée par les traités et les différentes lois internes. La troisième Conférence pour l'unification du droit pénal à Bruxelles en 1930 où la question fut discutée, a émis le vœu « qu'en attendant que les progrès dans l'unification du droit pénal permettent aux Etats de consentir, comme règle générale, à l'extradition de leurs nationaux, les Etats entrent dans cette voie par des traités particuliers, en admettant l'extradition de leurs nationaux pour certaines catégories de délinquants et d'infractions qui présentent un danger commun pour toutes les sociétés civilisées ».¹⁴¹). Il est à souhaiter que la Pologne ne manque pas, lors des conclusions éventuelles des traités d'extradition, de réaliser ce vœu, lequel d'ailleurs a été fortement appuyé par les votes des délégués polonais à la dite Conférence.

Remarquons enfin qu'en droit anglo-saxon, l'extradition des nationaux est parfaitement possible; seulement, dans ces pays, cette attitude, en apparence très internationale, résulte de ce qu'on s'y désintéresse complètement des infractions commises à l'étranger¹⁴²). Dès lors, si l'on n'avait pas livré les nationaux à la justice de l'Etat territorial, ils auraient joui d'une impunité complète. La solution du droit anglo-saxon ne peut donc servir d'argu-

141) V. Actes, p. 188.

142) V. supra en note.

ment à notre thèse, puisqu'elle s'appuie sur le système strictement territorial, système que nous combattons.

Nous laissons de côté la question d'extradition des esclaves qui n'est plus heureusement actuelle, ainsi que celle des militaires. Ces derniers, coupables d'une infraction du droit commun, se verront appliquer les règles ordinaires, coupables d'un délit militaire, ils seront soumis aux lois spéciales militaires.

B. Les conditions relatives aux faits donnant lieu à l'extradition ne sont pas non plus réglées par la loi polonaise ; il faudrait les établir d'après les usages généralement admis en droit international moderne.

a) D'abord l'extradition ne sera pas accordée pour les délits politiques. C'est un principe unanimement consacré par toutes les lois¹⁴³⁾ et traités d'extradition. Il est vrai que le Code pénal italien de 1930 a fait une brèche à ce principe en n'énumérant pas dans l'article 13, parmi les faits qui ne donnent pas lieu à l'extradition, les délits politiques, mais c'est là, à notre connaissance, un exemple unique qui est combattu par tous les auteurs modernes et qui doit être absolument condamné.

Toutefois, on admet l'extradition pour une infraction du droit commun connexe à un délit politique, si elle constitue le fait principal. C'est qu'on ne peut pas permettre aux délinquants du droit commun de s'abriter derrière une prétendue activité politique. Il dépendra d'ailleurs des autorités polonaises d'apprécier librement le caractère de l'infraction pour laquelle l'extradition est requise. Il reste naturellement entendu que, l'extradition accordée, l'inculpé ne pourra être poursuivi pour un délit politique antérieurement commis¹⁴⁴⁾.

b) Pour ce qui est des délits du droit commun, ils ne pourront donner lieu à l'extradition qu'autant qu'ils seront d'une certaine gravité. La loi française de 1927 prend comme base de critérium de la gravité d'infraction, la distinction entre crimes et délits

143) Cf. L. franç. 1927, art. 5-2.

144) Cf. Actes de la Conf. de Bruxelles, p. 188, A. I. quatrième prop.

(article 4). Cette distinction, qui est en quelque sorte traditionnellement justifiée en droit pénal international français (Cf. art. 5 du Code d'instruction crim. français) ne peut être admise dans le droit d'extradition polonais. En effet, dans aucune des institutions du droit pénal international consacrées par le législateur polonais, on ne se rencontre pas avec la dite distinction. Il n'y a donc pas de raison de l'admettre, dans le silence de la loi, en droit extraditionnel.

La détermination de la gravité de l'infraction en vue de l'extradition se fera librement par les autorités compétentes, dans chaque cas donné, eu égard au taux de la peine prononcée à l'étranger ou, s'il s'agit d'un inculpé non encore jugé, à celui de la peine minimum prévue par la loi polonaise et par celle de l'Etat requérant.

Toutefois, il convient d'admettre comme règle générale le refus d'extrader pour des contraventions et des délits non intentionnels, ainsi que pour les infractions n'entraînant qu'une peine pécuniaire¹⁴⁵).

c) Il faut enfin, pour que la personne requise puisse être extradée, que le fait, cause de la demande d'extradition, soit incriminé à la fois par la loi du pays requérant et celle du pays requis.

En effet, on ne peut pas exiger d'un Etat qu'il livre à une poursuite répressive un individu qui, à ses yeux, n'est point coupable. Cette solution est vraie aussi pour la tentative et pour toute participation à une infraction, telle la complicité, l'instigation, etc., c'est-à-dire que celles-ci donneraient lieu à l'extradition pourvu qu'elles soient punissables d'après les deux lois¹⁴⁶).

Le système de la double incrimination, bien que critiqué par certains auteurs¹⁴⁷), est aujourd'hui unanimement consacré par toutes les lois et projets de lois d'extradition.

d) Il faut, au contraire, écarter le principe de la *réciprocité*,

145) Cf. Conf. de Paris, Actes, p. 297, I, art. 3 et 4.

146) Cf. l. franç., 1927, arts. 4-2 a. 3, ainsi que rés. Conférence de Paris, art. 2 a. 4, Actes, p. 297.

147) V. ntam. Donnedieu de Vabres, De la réciprocité... p. 566 (14).

qui n'est pas conforme à l'esprit du droit extraditionnel moderne. Du moment que, dans un cas donné, l'Etat requis reconnaît le bien-fondé de la demande d'extradition, il est internationalement tenu de livrer le délinquant, sans se préoccuper de savoir si l'Etat aujourd'hui requérant en aurait fait autant, le cas échéant, à l'égard de lui. L'extradition n'est pas un acte de courtoisie ou de service, que se font les Etats les uns aux autres ; c'est en premier lieu un procédé de réalisation administrative de la justice internationale, et c'est celle-ci uniquement qui doit inspirer ses règles d'application. Or, soumettre le fonctionnement de notre institution à la condition de la réciprocité, serait considérablement entraver son progrès, et partant celui de la coopération interétatique répressive. Certes, en pratique, il faudrait peut-être tenir compte de l'attitude d'un Etat qui veut profiter de l'extradition sans la pratiquer lui-même. Mais nous nous plaçons ici au point de vue théorique et juridique. Nous disons qu'en principe les idées de réciprocité doivent rester étrangères à l'extradition. Cependant, si dans des cas particuliers, l'autorité compétente estimait nécessaire, avant de livrer la personne requise, de s'assurer d'une attitude analogue de la part de l'Etat requérant, il lui serait permis de refuser l'extradition, puisque, comme nous le verrons, l'extradition reste toujours facultative. Mais cela seulement, soulignons-le, dans un cas particulier.

A part ces objections juridiques, le système de la réciprocité est encore contraire à l'équité : deux Etats demandent l'extradition de plusieurs auteurs pour la même infraction. Les uns seront livrés, car il y a réciprocité, les autres seront sauvés. La justice dépendra donc des relations politiques entre les Etats. C'est la règle primitive de *do ut des* qui ne correspond plus à l'intérêt commun de l'extradition de nos jours¹⁴⁸).

Le principe de la réciprocité en matière d'extradition, vivement combattu par les auteurs modernes, est, en droit positif comparé, de plus en plus abandonné. Ainsi la loi suisse de 1892

148) Cf. Glaser, op. citat., p. 39.

prévoit la possibilité d'extrader sans réciprocité. La loi française de 1927 ne la stipule pas non plus. Certes, le caractère facultatif de l'extradition permettrait toujours au gouvernement de prendre en considération l'absence de la réciprocité et de refuser par conséquent la remise de la personne demandée. Mais ce qui est capital pour la loi française, c'est que la chambre des mises en accusation, lorsqu'elle est appelée à se prononcer sur la régularité de la demande, n'a pas à se préoccuper si l'extradition serait accordée dans des conditions semblables par la puissance aujourd'hui requérante¹⁴⁹). L'article premier du texte respectif adopté par la quatrième Conférence unificatrice du droit pénal à Paris, apporte également un tempérament à la rigueur antérieure de la condition relative à la réciprocité en décidant « que l'autorité compétente de l'Etat X... peut, sous la réserve de réciprocité et même, par exception, sans cette réserve, livrer aux Etats étrangers... »¹⁵⁰).

Dans le silence de la loi, il nous semble que l'esprit moderne des institutions du droit pénal international polonais, répugne à la stipulation de la réciprocité en matière de remise des délinquant qui se réfugierait en Pologne.

e) Pour que l'extradition ait lieu, il faut encore que les autorités judiciaires polonaises ne se reconnaissent pas elles-mêmes compétentes pour connaître de l'infraction, base de la requête. En effet, l'extradition suppose la compétence internationalement admise du juge de l'Etat requérant, car, si celui-ci n'est pas internationalement reconnu compétent, il n'y serait pas question d'extrader la personne dont il s'agit. Mais, du moment que, d'après la loi de l'Etat requis, son propre juge est compétent pour juger le fait inculpé, cette reconnaissance internationale, tout au moins par rapport à l'Etat requis, fait défaut. Du reste, on ne peut pas exiger d'un Etat de livrer un individu à un autre Etat, quand lui-même prétend avoir le *jus puniendi* sur le même individu et

149) V. Donnedieu de Vabres, De la réciprocité... p. 555 (3).

150) Actes, p. 297.

pour le même fait. Ce n'est que lorsque le règlement des compétences aura été fait par un code de procédure criminelle international, qu'une telle revendication et appréciation unilatérale de sa propre compétence seront dépourvues de valeur, et que l'extradition devra s'effectuer d'après les solutions édictées par le dit code. Pour le moment, il est incontestable que l'extradition ne puisse être refusée en raison de la compétence des autorités polonaises, et cela quels que soient la nationalité du réfugié et le lieu de l'infraction¹⁵¹).

f) Il va aussi de soi qu'on refusera l'extradition si un jugement d'acquittement a été rendu par le tribunal polonais pour le fait dont il s'agit. Sans parler de l'injustice qu'il y aurait à soumettre à des poursuites nouvelles un individu qui a déjà été définitivement jugé et acquitté pour le même fait, une extradition dans un cas pareil violerait ouvertement le principe de *non bis in idem* sur le terrain territorial même. Car la remise par les autorités polonaises de l'individu acquitté constituerait un renouvellement de la poursuite, une sorte de mise en doute de la valeur intangible du jugement d'acquittement rendu par un juge polonais, et une reprise de l'affaire en violation de l'autorité de la chose jugée¹⁵²).

Toutefois, au cas où l'acquittement serait motivé par une insuffisance des preuves, il appartiendra aux autorités polonaises de décider, si les nouvelles preuves recueillies, le cas échéant, par l'Etat requérant justifient réellement la nécessité d'extrader et la reprise de l'affaire.

En effet, la survenance de nouvelles preuves contre l'accusé aurait permis la révision du procès, même devant le juge interne. La maxime *non bis in idem* ne doit donc pas faire, dans ce cas-là, obstacle à ce que l'inculpé soit extradé.

Pour ce qui est d'un jugement de *condamnation* rendu par le tribunal polonais, il doit, à notre avis, également exclure l'extra-

151) Cf. rés. Conf. de Bruxelles, prop. II, Actes, p. 187.

152) Cf. Débats sur l'extr. Conférence de Bruxelles, p. 151.

dition du condamné, même lorsque la peine aura été purgée. En effet, tout jugement, dès qu'il devient irrévocable et quel qu'il soit, tranche définitivement le sort du prévenu et tout acte, qui viserait à le remettre en question, est inique et contraire à l'autorité de la chose jugée. Il n'y a point de raison de distinguer à cet égard entre un jugement d'acquittement et un jugement de condamnation, tous les deux devant mettre fin à toute poursuite. L'extradition n'étant au fond qu'un acte dans la procédure des poursuites dirigées contre la personne devant être extradée, doit dans les deux cas être refusée. Telle est la solution de la loi française de 1927 art. 5-4° qui exclut l'extradition « lorsque le crime ou délit, quoique commis hors de France ou des possessions coloniales françaises, y ont été poursuivis et jugés définitivement », sans qu'elle distingue entre le jugement d'acquittement et celui de condamnation. La distinction a pourtant été faite dans les résolutions votées à la Conférence unificatrice du droit pénal à Bruxelles.¹⁵³⁾

g) Au contraire, dans le cas où l'individu qui est l'objet de la demande d'extradition, aurait été condamné en Pologne pour une infraction autre que celle pour laquelle l'extradition est requise, rien n'empêche à ce qu'il soit livré. Seulement, la remise ne pourra s'effectuer qu'après que le délinquant en question aura subi la peine qui a été prononcée par le juge polonais.¹⁵⁴⁾

h) Il reste enfin entendu que l'extradition est subordonnée à la condition que l'extradé ne soit ni poursuivi ni puni par l'Etat requérant pour les infractions qu'il avait pu commettre antérieurement à sa remise et qui n'ont pas été expressément visées dans la requête d'extradition. C'est le principe de la *spécialité*.

Principe qui a été toujours et est encore admis par les traités et lois d'extradition.¹⁵⁵⁾

En pratique, la réalisation de ce principe se heurte à de nombreuses difficultés. D'abord, il n'est pas très facile de bien préciser

153) Actes, p. 187, prop. II, b) et c).

154) Cf. l. franç. 1927 art. 8 al. 1.

155) Cf. l. franç. arts. 7 et 21; v. rés. Conf. de Paris, art. 5, Actes, p. 97.

la notion de l'infraction ayant motivé l'extradition. Faut-il s'en tenir au fait matériel ou bien à la qualification juridique de l'acte en question, laquelle peut toujours changer au cours de l'instruction. Mais si l'Etat requérant avait le droit de donner aux faits dont il accuse l'extradé la qualification légale qui lui plaît, le principe de la spécialité deviendrait illusoire. Ensuite, on serait encore plus embarrassé quand il s'agirait de trouver un moyen pour sanctionner l'observation de la clause de la spécialité, surtout quand elle n'est pas prévue par la loi, mais par un traité. Et, enfin, quelle attitude devrait prendre l'Etat requérant au cas où l'extradé consentirait à être jugé pour les infractions n'ayant pas figuré dans la requête d'extradition ? Aurait-il le droit de passer outre la clause de la spécialité ou bien, celle-ci relevant d'un règlement interétatique ne pourrait être modifiée par la volonté de l'extradé ? Autant d'obstacles à l'observation de la restriction imposée par le principe de la spécialité.¹⁵⁶⁾

Néanmoins, ces difficultés d'ordre pratique ne sont pas à même de nous faire conclure à l'abolition de ce principe dans le droit extraditionnel, du moins dans son stade actuel.¹⁵⁷⁾ Voici pourquoi. Toute extradition doit forcément être basée sur une ou plusieurs infractions bien déterminées. On ne peut pas concevoir qu'on remette à la justice d'un Etat étranger un individu sans qu'on sache quel a été le fait punissable dont on l'accuse. La spécification de l'infraction pour laquelle l'individu va être jugé par l'Etat requérant est donc inhérente à l'institution même de l'extradition. Or, si l'on devait permettre à l'Etat de poursuivre et de juger la personne livrée pour des infractions qui n'ont pas été visées dans sa requête, la spécification des motifs pour lesquels l'extradition est demandée deviendrait illusoire et ne serait qu'une pure formalité, ce qui est, vu son caractère de pièce essentielle de l'acte d'extradition, tout à fait inadmissible.

La spécialité pourra disparaître, quand l'extradition sera

156) Cf. Glaser, *op. citat.*, p. 36.

157) V. en sens inverse les thèses de M. Glaser, *op. citat.*, pp. 38 et 44.

transformée en une simple remise inter-juridictionnelle effectuée en vertu d'un règlement des compétences criminelles établi par un pouvoir législatif universel. Pour le moment et aussi longtemps que l'extradition relève du droit interne des Etats particuliers, il est impossible de livrer une personne sans savoir exactement à quoi on l'expose. Quant aux difficultés pratiques sus-indiquées, elles ne pourront être résolues par une règle générale, mais dans chaque cas particulier, d'après les données, les circonstances de faits et la teneur des actes différents ayant été établis à l'occasion de l'extradition.

i) L'extradition s'effectue au profit du juge justifiant d'un titre de compétence. En règle générale, ce sera le juge territorial, mais ce peut être aussi le juge personnel ou même un juge tiers qui pour une raison quelconque prétend avoir un intérêt et la compétence d'exercer la répression à l'égard de la personne devant être extradée. Si plusieurs Etats demandent concurremment l'extradition pour la même infraction, les autorités polonaises auront à décider à qui donner la préférence. D'habitude, on l'accordera à l'Etat territorial, sans toutefois exclure la possibilité de l'accorder à un autre Etat.

SECTION III

De la procédure de l'extradition

Si les conditions de fond de l'extradition ont été laissées presque toutes sous le régime des règles internationalement reconnues, les conditions de forme en sont minutieusement réglées par le législateur lui-même.

La procédure de l'extradition prévue par le chapitre VII du Code de procédure criminelle, concerne le cas où la Pologne serait l'Etat requérant, ainsi que celui où elle serait l'Etat requis, d'où deux paragraphes.

§ 1 *L'extradition demandée par la Pologne*

La proposition de former une requête d'extradition à l'égard d'un délinquant séjournant à l'étranger doit émaner du tribunal répressif qui aura compétence pour connaître de l'affaire (art. 643 § 1). Ce serait donc tantôt le tribunal de bailliage, tantôt le tribunal d'arrondissement, suivant le taux de la peine (art. 15). La décision de former une demande d'extradition sera prise, conformément aux articles 47 § 3 et 49 § 2 du C. de proc. crim., en chambre du conseil et elle sera motivée.

La demande est directement adressée au Ministre de la Justice. La Cour suprême n'y exerce aucun contrôle. Du moment où le tribunal compétent estime nécessaire de faire extraditer l'inculpé qui se trouve hors des frontières, il se met à ce sujet en communication directe avec le Ministre de la Justice. La procédure à suivre par celui-ci, une fois la proposition du tribunal formulée, n'est point réglementée par la loi. Il semble que le Ministre de la Justice pourra ne pas du tout tenir compte de la proposition dont il est saisi.

Conformément à l'article 642, ces dispositions ne s'appliquent qu'à défaut d'un traité international. S'il existe un traité entre la Pologne et l'Etat requis qui autoriserait, par exemple, les tribunaux polonais à s'adresser directement, avec leur requête d'extradition, aux autorités compétentes étrangères, l'intervention du Ministre de la Justice prescrite par la loi ne serait plus nécessaire.

L'article 643 § 2 énumère les documents que le tribunal doit produire à l'appui de sa requête. S'il s'agit d'une personne définitivement condamnée, il faut qu'on joigne l'expédition de l'arrêt qui est la meilleure base pour demander l'extradition. Dans les autres cas, le tribunal envoie la copie de la décision relative à la détention provisoire, ainsi que l'exposé de l'infraction avec indication des circonstances de faits et des dispositions de loi correspondantes. A ces actes qui doivent obligatoirement être produits, le tribunal doit encore autant que possible adjoindre d'autres documents et

données, telles que la photo, la nationalité, etc., qui pourront faciliter l'identification de la personne dont on réclame l'extradition (art. 643 § 3).

Il convient d'observer que l'obligation d'accompagner la demande d'extradition des actes qu'on vient d'énumérer ne concerne que le tribunal, elle ne lie point le Ministre de la Justice, qui, lui, joint à son écrit qu'il adresse aux autorités étrangères, les pièces qui lui paraîtraient indispensables, vu les circonstances de faits et les dispositions de loi de l'Etat dont il s'agit d'obtenir l'extradition.

Le fait que le Ministre de la Justice doit nécessairement servir d'intermédiaire entre les autorités judiciaires polonaises et celles de l'Etat étranger, fera toujours plus ou moins longuement traîner la procédure tendant à obtenir l'extradition. Le délinquant ne manquera pas d'en profiter d'une façon ou d'une autre et la demande d'extradition peut parvenir trop tard à l'Etat requis. Aussi le législateur estima-t-il indispensable d'apporter un tempérament à la disposition de l'article 643 § 1, et décide que, dans les cas urgents, le tribunal compétent ou le procureur pourra s'adresser directement à l'autorité compétente étrangère avec la requête de mettre provisoirement en état d'arrestation la personne dont l'extradition va être demandée (art. 644). Mais, même dans des cas pareils, l'intermédiaire du gouvernement ne peut pas être éludé. En même temps que le tribunal se met en communication directe avec les autorités étrangères, il doit en informer le Ministre de la Justice, lui transmettre sa décision de demander l'extradition avec dossier à l'appui, en conformité avec l'article 643, et dès lors, la procédure suit son cours normal (art. 644 *in fine*).

§ 2. *L'extradition demandée à la Pologne*

I. — La procédure qui précède l'intervention des autorités judiciaires n'est point réglée par la loi. Elle n'est pas du ressort de

la procédure pénale.¹⁵) Normalement, la demande d'extradition avec le dossier à l'appui, sera adressée par l'Etat requérant au Ministre des Affaires étrangères qui, après vérification des pièces, la transmettra au Ministre de la Justice. Il résulte de l'article 646 § 1, que le Ministre de la Justice, saisi de la demande d'extradition, doit *obligatoirement* la soumettre à l'appréciation du tribunal.

L'autorité compétente pour examiner l'affaire est le tribunal d'arrondissement du domicile de l'individu recherché ou du lieu où il a été arrêté. L'attribution au tribunal d'arrondissement de la compétence de se prononcer sur la requête d'extradition formée par l'Etat étranger, se base tout naturellement sur le fait qu'il est juge du droit commun (Cf. art. 18 C. pr. crim.). Le législateur polonais n'a pas estimé nécessaire de faire intervenir une instance judiciaire supérieure, puisque les juges du tribunal d'arrondissement qui, ayant à juger les crimes les plus graves (art. 20), sont assez qualifiés pour pouvoir apprécier le bien fondé de la requête d'extradition.

II. — Le tribunal d'arrondissement une fois saisi de la demande, qui sera, bien entendu, appuyée d'une documentation propre à justifier la nécessité de l'extradition, fait immédiatement comparaître l'accusé devant lui, s'il s'agit d'une infraction pouvant donner lieu à l'extradition, et le soumet à un interrogatoire d'identité, après quoi, son arrestation est ordonnée (art. 646 § 2). L'arrestation provisoire est donc de droit, le tribunal ne peut pas ne pas l'ordonner. Il en résulte que l'article 164 § 2 du Code de procédure criminelle permettant au prévenu, en matière d'arrestation provisoire, de former opposition, n'est pas ici applicable, ledit article n'ayant trait qu'à l'arrestation provisoire dépendant de l'appréciation du juge.

III. — Au cas où l'accusé alléguerait des faits s'opposant à ce qu'il soit extradé, le tribunal est tenu à vérifier ses explications, si cette vérification peut s'effectuer à l'intérieur du pays (art. 646

158) Cf. l. franç. 1927 art. 9 et suiv. réglant même cette phase de procédure.

§ 2). Les preuves qui se trouveraient à l'étranger, même dans un Etat autre que celui qui requiert l'extradition, le tribunal polonais n'a pas à s'en occuper.

IV. — La détention provisoire de l'accusé peut être ordonnée par le tribunal d'arrondissement, même en l'absence d'une demande d'extradition, s'il s'agit d'une infraction susceptible de servir de base à l'extradition et a) si la personne en question est fortement soupçonnée de l'avoir commise, ou b) si elle est recherchée par les autorités étrangères au moyen d'un mandat de poursuite publié dans un journal policier polonais, ou enfin c) « si l'autorité étrangère a réclamé sa détention provisoire en indiquant le genre d'infraction pour laquelle elle est recherchée et en invoquant l'arrêt définitif de condamnation ou le mandat d'arrêt » (art. 647 § 1, l. 21 janvier 1931)¹⁵⁹). Seulement, dans tous ces cas, il faudra accorder au prévenu le droit de former opposition contre la décision de son arrestation provisoire en vertu de l'art. 164 § 2, car ici, la décision est entièrement laissée à la discrétion du tribunal (arg. art. 647 : « le tribunal indiqué à l'article précédent *peut...* »).

V. — Il est enfin entendu qu'une fois l'individu arrêté en vertu de l'art. 647 § 1, la procédure de l'extradition suivra son cours normal, notamment on ne procédera à l'examen de l'affaire qu'après qu'une demande d'extradition régulière aura été faite par l'Etat étranger et transmise au tribunal d'arrondissement par les soins du Ministre de la Justice. L'art. 647 § 2, introduit par la loi du 21 janvier 1932 art. 1 63), dispose en outre que « l'autorité étrangère sommante ou poursuivante, ainsi que le Ministère de la Justice doivent être immédiatement et directement informés du jour et du lieu de l'arrestation provisoire ».

VI. — La décision relative aux suites à donner à la requête d'extradition prise par le tribunal en Chambre du conseil, le procureur entendu, revêt la forme d'un *avis* qui doit être communiqué avec le dossier au Ministre de la Justice. Il est à remarquer

159) Cf. l. franç. 1927 art. 19.

qu'aucun délai n'est imposé par la loi ni pour l'examen de l'affaire ni pour la transmission de l'avis au Ministre de la Justice¹⁶⁰).

VII. — L'injustice flagrante qui pourrait résulter d'une détention n'étant pas renfermée dans un délai fixé d'avance, est atténuée par le fait que le Ministre de la Justice peut, à tout moment, enjoindre au tribunal de mettre en liberté la personne arrêtée aux fins d'extradition (art. 648). L'état *continuel* de détention provisoire de l'accusé, n'est donc guère une pièce essentielle de la procédure d'extradition, celle-ci pourrait très bien suivre son cours, l'individu en question restant momentanément en liberté¹⁶¹).

Il faut même admettre que le tribunal d'arrondissement peut de son propre gré ordonner la libération de l'inculpé. L'art. 648 doit, en effet, être interprété dans le sens que le tribunal est tenu à se conformer à cet égard à l'ordre du Ministre *également*. Quant à l'art. 646 § 2, qui impose au tribunal d'ordonner l'arrestation provisoire de l'inculpé, il n'a trait qu'à l'arrestation antérieure à la décision judiciaire, mais une fois cette décision prise, il est parfaitement loisible au tribunal de remettre l'accusé en liberté. Il va enfin de soi que l'inculpé sera libéré à la suite d'une rétractation de la demande d'extradition ou d'arrestation faite par les autorités de l'Etat requérant (art. 648 *in fine*).

VIII. — L'autorité de la décision prise par le tribunal d'arrondissement et transmise au Ministre de la Justice varie suivant qu'elle a été défavorable ou favorable à ce que le prévenu fût extradé.

Si le tribunal d'arrondissement repoussait la demande d'extradition, cette décision serait, à notre avis, définitive, et l'extradition ne pourrait pas s'effectuer. Le gouvernement ne pourra pas passer outre, du moment que les autorités judiciaires, estimant soit que les conditions légales ne sont pas remplies, soit que la demande d'extradition est fondée sur une erreur évidente, deux

160) Cf. l. franç. 1927 arts. 14 et 16 qui prévoit délais légaux.

161) Cf. l. franç. 1927 art. 14 *in fine*.

circonstances qui ont pu déterminer le juge, concluent au rejet de la requête.

IX. — Il faut qu'on pose nettement la question. Ou l'on considère l'extradition comme une affaire purement politique et, dans ce cas, il ne faudrait pas du tout faire intervenir l'autorité judiciaire ou bien, on lui attribue également un caractère judiciaire, il faut alors accorder, dans une certaine mesure, autorité aux décisions adoptées par la juridiction appelée à connaître de l'affaire. Soumettre la demande d'extradition à l'examen du juge pour n'en tenir par la suite aucun compte, nous paraît illogique, inutile et au surplus faire bon marché des décisions judiciaires.

X. — Nous estimons que la solution que nous préconisons est parfaitement conciliable avec l'art. 649 du Code de procéd. crim. Cet article est ainsi conçu : « De l'autorisation de l'extradition décide le Ministre de la Justice ». Qu'est-ce à dire ? Simple-ment que la remise *effective* de l'accusé entre les mains des autorités étrangères, ne peut se produire uniquement en vertu de la décision du tribunal d'arrondissement, mais il faut en plus qu'elle soit autorisée par le Ministre de la Justice. En effet, cet article reste en connexion étroite avec l'art. 646. Celui-ci soumet à l'appréciation du tribunal d'arrondissement la requête d'extradition. On aurait pu en conclure qu'une décision affirmative du tribunal suffirait à elle seule pour imposer au gouvernement l'extradition. Afin d'exclure cette façon de voir, l'article 649 vient disposer qu'il faut encore que la décision judiciaire soit corroborée par l'autorisation ministérielle. Si cette autorisation n'est pas donnée, l'extradition ne peut pas s'effectuer, mais il est clair que, si la décision du tribunal était défavorable, l'autorisation du gouvernement serait hors de cause, celui-ci ne pouvant pas ordonner une extradition qui ne réponde pas aux exigences juridiques.

D'ailleurs, l'art. 649 ne dit pas que le Ministre de la Justice décide de l'extradition et de la non-extradition, il ne dit même pas qu'il décide de l'extradition tout court, mais qu'il décide de « l'autorisation de l'extradition », ce qui n'est pas la même chose. En

effet, autoriser à extraditer suppose que l'extradition est déjà en principe décidée, mais qu'il s'agit seulement de mettre la décision en exécution.

XI. — Il est vrai que le fait que dans le projet primitif de Code de procédure criminelle, cette solution avait été consacrée en termes formels et le fait que des amendements y ont été apportés par la suite, et à dessein, dans le texte définitif, pourront servir d'argument contre notre thèse.

Mais nous sommes incliné à croire qu'il s'agissait là plutôt d'une question de rédaction, car, si les rédacteurs du dit code entendaient réellement rendre complètement indépendante l'institution de l'extradition de l'autorité judiciaire, ils l'auraient tout à fait soustraite à l'intervention du tribunal. Les questions relatives à l'extradition des délinquants auraient été entièrement réglées aux ministères des affaires étrangères et de la Justice. Du moment que le législateur fait intervenir la décision judiciaire, cela ne peut être que pour qu'on en tienne compte. En ajoutant à ceci l'argumentation, tirée du texte même, ci-dessus exposée, nous concluons au caractère *définitif* de l'avis *négalif* émis par le tribunal d'arrondissement en matière d'extradition¹⁶²).

XII. — Au contraire, dans le cas où le tribunal se prononcerait en faveur de l'extradition, cette décision ne lierait point le Ministre de la Justice (art. 649). Celui-ci peut avoir différentes raisons pour refuser de satisfaire à la demande d'extradition faite par l'Etat étranger. Ces raisons, qui seront toujours d'ordre politique, puisque les conditions juridiques ont été déjà constatées par le tribunal, il n'appartient pas à la loi de s'en occuper.

C'est ici que se révèle le caractère facultatif de l'extradition. Même si toutes les conditions légales se trouvent réunies, l'extradition n'aura pas nécessairement lieu, une entière liberté d'appréciation étant laissée au pouvoir exécutif. Celui-ci peut ne pas du

162) Cf. l. fr. 1927 art. 17. V. en sens contraire Silz, le dr. pén. int. d'apr. les nouv. codes polonais, Rév. dr. int. et lég. comp., p. 529; les arguments de l'auteur ne nous paraissent nullement concluants.

tout tenir compte de la décision du tribunal et refuser l'autorisation d'extrader.

XIII. — La considération de l'extradition comme une simple faculté est nettement contraire à l'esprit moderne de notre institution. Du moment qu'il s'agit d'organiser une répression universelle qui soit au-dessus des intérêts particuliers des Etats, toute préoccupation politique doit être complètement exclue. Dans l'extradition, on se propose uniquement de remettre le délinquant entre les mains du juge compétent ; il s'agit, par conséquent, d'une procédure purement judiciaire, et, à vrai dire, l'intervention même du gouvernement aurait dû être écartée. Les autorités judiciaires territoriales auraient dû pouvoir se mettre directement en relation avec celles de l'Etat étranger, et la décision prise par le tribunal en faveur de l'extradition aurait dû avoir la même force exécutoire que n'importe quel autre jugement rendu à l'intérieur du pays.

Mais si les relations entre les autorités judiciaires de différents pays ne peuvent pas encore s'établir librement et nécessitent l'intermédiaire d'un facteur diplomatique, en rendant par là l'intervention du Ministre de la Justice indispensable, tout au moins faut-il que celui-ci soit obligatoirement tenu de se conformer à la décision du tribunal dans une matière qui est foncièrement judiciaire et juridique.

XIV. — Il faut pourtant observer à la décharge du législateur polonais que toutes les lois et projets de lois récents, consacrent formellement le caractère facultatif de l'extradition¹⁶³). Il est naturellement à souhaiter que cette règle incompatible avec les tendances nouvelles du droit pénal international disparaisse des législations modernes.

XV. — Disons enfin un mot sur la procédure spéciale prévue par l'art. 650. Il s'agit d'autoriser le transit à travers le territoire polonais, d'un individu qu'un Etat étranger livre à un autre Etat

163) V. Wolter, Die Nouvelle zur polnischen Strafprozessordnung. Zf. für Ostrecht, 1932, p. 505.

étranger. La demande de transit doit être transférée par les soins du gouvernement au tribunal d'arrondissement à Varsovie. Celui-ci, après une délibération en Chambre du conseil, le procureur entendu, émet son avis. L'autorité de la décision du tribunal varie, ici encore, suivant qu'elle est positive ou négative. Dans le premier cas le Ministre de la Justice n'est pas du tout obligé de s'y conformer, mais dans le second, le transit doit être, selon nous, obligatoirement refusé. Le tribunal d'arrondissement à Varsovie décerne, s'il y a lieu, un mandat d'arrêt nécessaire pour effectuer le transit (art. 650 § 2).

SECTION IV.

Des effets de l'Extradition.

Ces effets concernent principalement le cas où la Pologne a obtenu l'extradition d'un inculpé qu'elle a sollicité d'un Etat étranger. Les effets que produit, à l'étranger, l'extradition effectuée par les autorités polonaises au profit de l'Etat requérant, le législateur n'a pas à les prévoir. Tout au plus peut-il stipuler des conditions auxquelles les autorités étrangères doivent se soumettre pour obtenir de l'Etat Polonais l'extradition d'une personne poursuivie par elles et se trouvant en Pologne. Ces conditions, nous les avons étudiées dans la section II du chapitre présent.

I. — D'abord nous rencontrons de nouveau ici le principe de la spécialité, mais imposé cette fois-ci aux autorités polonaises. L'individu dont la Pologne a obtenu l'extradition ne peut être ni poursuivi ni jugé par les autorités polonaises pour un fait antérieur à la remise et différent de l'infraction ayant motivé l'extradition. Un acte punissable que commettrait l'extradé *postérieurement* à sa remise ne tomberait naturellement pas sous l'application du principe de la spécialité et entraînerait directement la compétence du juge polonais ; le fait que l'auteur est une personne

extradée ne changerait en rien l'application de la territorialité de la loi pénale qu'il a enfreinte.

II. — Si l'extradition d'une personne accusée de plusieurs infractions a été obtenue sous la condition expresse qu'elle ne fût poursuivie que pour quelques-unes de ces infractions, la poursuite ne pourrait s'exercer que par rapport à ces infractions, les autres restant hors d'atteinte.

S'il s'agit d'une personne ayant déjà été définitivement jugée et condamnée pour plusieurs infractions, le tribunal, qui avait rendu l'arrêt devra, après avoir annulé, par un jugement spécial, la prononciation antérieure de la peine, fixer la peine seulement pour les infractions pour lesquelles l'extradition a été autorisée.

Ces solutions, qui, au fond, ne font qu'appliquer le principe de la spécialité au cas où elle a été *formellement* stipulée par l'État requis, se trouvent aujourd'hui législativement consacrées par l'art. 645¹ §§ 1 et 2, introduit dans le Code de proc. crim. par la loi du 21 janvier 1932 art. 1.⁶²).

III. — Le § 3 du même article dispose ensuite que « la poursuite, suspendue en vertu du § 1, peut être reprise, si l'accusé ne quittera pas la Pologne, de sa propre faute, pendant deux mois ou, après l'avoir quittée, il y reviendra. » C'est que la fuite à l'étranger, suivie d'une extradition conditionnelle, ne doit pas servir aux délinquants de moyen pour rester désormais impunis, dans le pays, pour les autres infractions. On a ingénieusement fait observer que cette disposition est susceptible de conduire à une sorte d'expulsion de fait de ses propres citoyens¹⁶³).

Ledit délai commence à courir « à partir de la date de la clôture définitive de la poursuite relative à l'infraction spécifiée dans l'autorisation de l'extradition, ou, en cas de condamnation, de celle de l'exécution de la peine ». La loi ajoute encore que « dans le cas prévu par le § 2, le tribunal se bornera à rendre un arrêt relativement à la peine » (art. 645¹ § 3). Toutefois, cet arrêt ne pourra pas édicter une peine plus sévère que celle qui a été prononcée antérieurement, pour la même infraction (art. 645¹ § 4).

IV. — Il va d'ailleurs de soi que la clause de la spécialité ne joue pas, si l'Etat requis consent, par la suite, formellement à ce que l'extradé soit jugé même pour les infractions qui n'ont pas été visées dans la demande d'extradition ayant été faite par la Pologne, ou s'il retire la réserve qu'il avait faite relativement aux actes dont l'extradé aurait à répondre devant les autorités polonaises. Mais pour obtenir le consentement du gouvernement étranger, il semble qu'il faille suivre la procédure établie par l'art. 643. Il faudrait donc que le tribunal compétent formulât une demande aux fins d'obtenir le consentement dont il s'agit de l'Etat qui avait accordé l'extradition et la transmitt au Ministre de la Justice avec pièces à l'appui. Ce dernier donnera à cette demande telles suites qu'il lui plaira.

V. — Au cas d'une demande faite par un Etat étranger aux autorités polonaises en vue d'obtenir leur consentement à ce que la personne qui a été remise par la Pologne soit poursuivie ou jugée pour des infractions qui n'avaient pas figuré dans la requête primitive d'extradition, il semble aussi qu'il faille suivre la procédure prescrite par l'art. 646¹⁶⁴). La demande supplémentaire de l'Etat étranger sera donc soumise à l'appréciation du tribunal d'arrondissement qui avait statué sur la requête primitive, et l'avis émis par ce tribunal sera transmis au ministre de la justice. S'il est favorable, le ministre aura à décider définitivement de l'autorisation à donner à l'Etat étranger de poursuivre la personne déjà extradée pour des infractions visées dans la nouvelle requête. Au contraire, en cas d'un avis défavorable, la nouvelle requête doit être, d'après nous, obligatoirement rejetée.

VI. — Le tribunal compétent pour juger l'extradé est celui qui avait formulé la proposition de demander l'extradition. D'ailleurs, cette proposition, il a été à même de la formuler précisément parce qu'il était compétent de connaître de l'affaire¹⁶⁵).

VII. — Si l'extradition avait été obtenue par les autorités po-

164) Cf. l. fr. de 1927 art. 22.

165) V. *supra*.

lonaises sous la condition que la peine de mort ne fût pas appliquée à l'égard de l'extradé, et s'il s'agit d'un crime qui, d'après la loi polonaise, est passible de la peine de mort, le tribunal devra, en cas de condamnation, substituer à la peine de mort la peine privative de liberté à perpétuité (art. 645 § 1).

Il est en effet d'une pratique générale et à très juste titre, de subordonner l'extradition des délinquants à la condition qu'on ne leur applique pas la peine de mort. Il est vrai que cette clause prétend en quelque sorte imposer la volonté de l'Etat requis au juge polonais, mais elle est tellement naturelle que le législateur n'a pas hésité à faire accepter aux autorités polonaises l'extradition, nonobstant cette réserve. Le remplacement de la peine de mort par l'emprisonnement à vie est dans ce cas obligatoire pour le juge. Ce qui résulte des termes impératifs employés par la loi.

VIII. — Si la même réserve a été faite à l'égard d'un extradé, ayant déjà été définitivement condamné à mort par un juge polonais, le tribunal compétent, statuant en Chambre du conseil, aura à modifier la peine de mort en peine privative de liberté à perpétuité (art. 645 § 2). Ici encore, la loi ne veut pas faire perdre aux autorités polonaises le bénéfice de l'extradition et consent à ce qu'un jugement définitif, rendu par un tribunal polonais, soit modifié en vertu d'une clause, stipulée par une puissance étrangère.

IX. — Il semble que, la loi ne parlant que de la peine de mort, si l'Etat requis stipulait d'autres conditions, par exemple que l'emprisonnement à vie ne soit pas prononcé, ou ferait toute autre réserve tendant à limiter l'application de la loi polonaise ou à gêner l'exécution du jugement rendu par un juge polonais contre l'extradé, il semble que, dans des cas pareils, l'extradition ne puisse pas être acceptée par les autorités polonaises.

X. — Au cas où l'extradition serait obtenue en violation des règles de fond ou de forme établies par la loi relativement à l'extradition, la nullité en doit être prononcée par le juge dont l'extradé relève, soit d'office, soit à la demande de l'extradé. Le droit de celui qui a été livré de demander l'annulation de son extradition

irrégulière, ne peut pas être mis en doute. Cependant la jurisprudence allemande, considérant l'extradition comme une affaire d'Etat à Etat, refuse ce droit à l'extradé. Pourtant il s'agit ici d'un droit personnel et non de la livraison d'une chose ¹⁶⁶).

Pour que l'extradition corresponde à son but, qui est la remise du coupable entre les mains de son juge naturel, il faut qu'on y voie, en premier lieu, un acte interjuridictionnel ; il faut qu'on la traite comme une procédure purement judiciaire qui n'ait rien à voir avec les relations diplomatico-politiques des deux Etats en présence. Or, en procédure judiciaire, le droit de défense de l'accusé est sacré ¹⁶⁷).

166) V. Kohler, op. citat., p. 185; la loi allem. de 1929 sur l'extr. paraît pourtant admettre le droit de l'accusé de demander la nullité de son extradition.

167) Cf. l. franç. de 1927 art. 23.

CONCLUSION

Nous avons parcouru toutes les institutions du droit pénal international tel que le conçoit le législateur polonais. Nous les avons étudiées et analysées chacune séparément. Nous avons fait ressortir leurs mérites et leurs lacunes ; il ne reste maintenant qu'à porter un jugement d'ensemble sur l'œuvre accomplie, en la matière, par le droit polonais.

L'idée qui préside à nos dispositions législatives du droit pénal international est, à coup sûr, celle d'élargir autant que possible le champ d'activité de la justice polonaise au delà des frontières. Certes, le principe territorial est consacré formellement par la loi, mais il reçoit tellement d'atténuations qu'il gênerait fort peu la coopération de la Pologne dans l'organisation d'une justice interétatique.

L'expression la plus parfaite de la volonté du législateur polonais de lutter, non seulement contre les crimes qui mettent directement en jeu les intérêts nationaux, mais contre les crimes tout court, est donnée par les *delicta juris gentium*. Cette institution laisse une fissure par où pourrait progressivement s'introduire en droit positif polonais l'ubiquité de la répression à l'égard des infractions du droit commun. Qu'une attitude analogue soit prise par des législateurs étrangers, et on aboutira bientôt à l'établissement du droit pénal universel, couronnement du droit pénal international.

Enfin une nouvelle ère dans la science pénale est ouverte par l'art. 113. Ici encore, il ne reste qu'à souhaiter que les législations de différents pays suivent l'exemple donné par la Pologne et on arrivera peut-être à nous débarrasser de tous ceux qui, par une

infinie stupidité ou par une inqualifiable cruauté, se plaisent à dresser les hommes les uns contre les autres.

Mais le système du droit pénal international polonais n'est pas exempt d'imperfections ; il en contient même d'assez considérables. Et d'abord, il assigne une place très restreinte à l'application de la loi étrangère. Celle-ci ne pourra jamais être positivement appliquée par le juge polonais. Même si elle est favorable à l'inculpé, elle ne s'applique pas non plus, mais elle peut seulement avoir une influence sur le jugement ; encore cette influence est-elle purement facultative. Ignorer de la sorte le droit étranger, c'est revenir au système répressif basé sur les intérêts égoïstes du groupe, système qui est par ailleurs nettement repoussé par le législateur polonais.

Pour ce qui est de l'efficacité des sentences répressives rendues à l'étranger, les solutions données par le Droit polonais ne sont pas non plus satisfaisantes. Certes, on reconnaît l'autorité négative du jugement étranger, on assimile d'une façon complète la récidive internationale à la récidive interne, on se base sur les sentences étrangères dans l'application des mesures de sûreté, on tient compte de la peine subie à l'étranger, autant d'effets accordés aux actes judiciaires émanant des autorités étrangères, mais le principe même de la non efficacité des sentences rendues à l'étranger reste en vigueur. Un individu, ayant subi un procès et ayant été condamné définitivement par un juge étranger, peut se voir de nouveau traduit devant le tribunal polonais pour le même fait, et celui-ci pourra considérer le jugement étranger comme non avenu. Faire de la sorte peu de cas des actes émanant d'un juge d'un autre Etat n'est guère propice à l'organisation de la lutte universelle contre le crime. La possibilité de faire exécuter les jugements étrangers, par la formule de *l'exequatur*, doit être admise en droit pénal comme elle l'est déjà en matière civile, ne fût-ce que pour la simple raison pratique de ne pas obliger le juge polonais à reprendre une affaire pour lui donner, dans la plupart des cas, la même solution que le juge étranger.

Enfin, la dernière lacune à signaler dans notre droit pénal international se révèle dans le caractère trop gouvernemental du régime d'extradition.

Toutefois, les imperfections qu'on vient de reprocher au législateur polonais, sont plus que naturelles dans l'état actuel de la politique législative des Etats européens. Si, en doctrine, on se trouve en présence de théories hardies et de tendances radicales à remplacer le vieux concept de la défense du groupe par celui de la défense de l'humanité, à faire régner, au lieu d'une justice étatique, une justice humaine, si, en doctrine, de telles théories se font jour de plus en plus, il s'en faut de beaucoup pour que le droit positif moderne réponde complètement à ce vœu de la science criminelle. Les législations particulières sont encore trop influencées par les préjugés de la territorialité de la loi pénale et de la souveraineté absolue de l'Etat, pour qu'elles puissent d'emblée embrasser la conception pure d'une justice qui procède directement du for intérieur de l'homme, d'une justice antérieure et supérieure aux Etats, d'une justice vraiment universelle.

Donc, les lacunes laissées par la législation polonaise sont celles laissées par le droit européen. Pour arriver à les combler, il ne suffit pas de proposer et de réaliser des réformes dans un pays particulier. D'ailleurs, il est impossible d'exiger d'un législateur de faire des concessions en faveur d'une collaboration répressive internationale, sans qu'on l'assure en même temps d'une attitude analogue de la part des autres puissances. Les réformes doivent se réaliser, dans les législations du monde entier ou tout au moins dans celles de l'Europe, d'une façon *simultanée*.

Nous ne préjugeons pas sur les moyens. Tous les moyens sont bons, s'ils sont sincères. Nos préférences vont pourtant vers le système des réunions périodiques des savants criminologues de différents pays, en vue d'élaborer des projets de textes unifiés à insérer dans les législations particulières ; méthode déjà pratiquée par les cinq Conférences internationales pour l'unification du droit pénal qui ont eu lieu jusqu'ici. Quant aux conventions internatio-

nales, elles sont fatalement toujours inspirées par des intérêts politiques.

Mais ce qui est essentiel, dans la construction d'un droit criminel universel, c'est d'avoir toujours présente à l'esprit la vérité que la source de la norme pénale ne peut être cherchée ailleurs que dans la conscience humaine et que son but consiste, en dernière analyse, à chasser les penchants criminels de la vie de l'homme ; ce qui est encore essentiel, c'est de bien inculquer aux rédacteurs de nos codes pénaux que l'exercice de la justice n'est pas l'affaire d'un Etat particulier, mais qu'elle est celle de l'humanité tout entière.

Vu :

Le Président,

H. DONNEDIEU DE VABRÈS

Vu :

Le Doyen,

E. ALLIX

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE¹⁶⁸⁾

Ouvrages

- Alvarez A.** — Le droit international de l'avenir, Washington, 1916.
- Canonne G.** — Essai de droit pénal international, Paris, 1929.
- Cybichowski S.** — Traité de droit international, 2^e éd., Varsovie, 1923 (en polonais).
- La compétence des tribunaux à raison d'infractions commises hors du territoire, Acad. de dr. int. Rec. des cours 1926 II p. 251.
- Donnedieu de Vabres H.** — Introduction à l'étude du droit pénal international, Paris, 1922.
- Les principes modernes du droit pénal international, Paris, 1928.
 - De la réciprocité en matière d'extradition d'après la loi française du 10 mars 1927 et le nouveau projet allemand, Paris, 1928.
 - La Justice pénale d'aujourd'hui. Paris, 1929.
 - L'action publique et l'action civile dans les rapports de dr. pén. intern., Acad. de dr. internat. Rec. des cours. 1929-I, p. 211.
 - Le Statut Personnel en matière Pénale devant l'Institut de droit international, Messina, 1929
- Garraud P.** — Le projet de C. p. polonais, Lyon, 1924.
- Précis de droit criminel, Paris, 1934.
- Glaser St.** — Traité de la procédure pénale polonaise. Varsovie, 1929. (en polonais.)
- Kohler J.** — Internationales Strafrecht. Stuttgart, 1917.
- Lapradelle (A. de).** — La Justice internationale, Cours de doct. à la Fac. de dr. à Paris, 1932-33.
- Makarewicz J.** — Le Droit pénal polonais, Partie générale, Léopol-Varsovie 1919. (en polonais.)
- Le Code pénal annoté. Léopol, 1932. (en polonais.)
- Makowski W.** — Précis de Droit criminel, Partie générale, Varsovie, 1920. (en polonais.)
- Niboyet J. P.** — Manuel de droit international privé, Paris, 1928.
- Pella V.** — Des incapacités résultant des condamnations pénales en droit international, Paris, 1920.
- La criminalité collective des Etats et le droit pénal de l'avenir, Bucarest, 1926, 2^e éd.
 - La répression de la piraterie, Acad. de dr. int. Rec. des cours, 1926-V, p. 149.
 - Vers l'unification du droit pénal par la création d'un Institut international auprès de la S. D. N. Paris, 1928.
 - La répression des crimes contre la personnalité de l'Etat. Paris, Acad. de dr. intern. 1930-III, p. 677.

168) Nous nous bornons ici à donner une bibliographie d'après-guerre, celle d'avant-guerre ne présentant aujourd'hui qu'une valeur historique.

- La protection de la paix par le droit interne. Paris, 1933.
- Politis N.** — La Justice Internationale, Paris, 1924.
- Portall R.** — L'affaire du Lotus devant la C.P.J.I. et devant l'opinion publique, Thèse, Paris, 1928.
- Rapport E. St.** — Esquisse des principes du droit pénal international d'après les législations pénales en vigueur dans le Royaume de Pologne. Varsovie, 1918. (en polonais.)
- Le problème de l'unification internationale du droit pénal, Varsovie, 1929.
- La propagande de la guerre d'agression comme délit du droit des gens. Varsovie, 1929.
- Le problème du droit pénal interétatique, Varsovie, 1930.
- Saldana Q.** — La justice pénale internationale, Acad. de dr. int. 1925-V p. 227.
- La défense sociale universelle, Paris, 1925.
- La criminologie nouvelle, Cahors, 1924
- Strupp K.** — Das völkerrechtliche Delikt, Berlin, 1920.
- Travers M.** — Le droit pénal intern. et sa mise en œuvre en temps de paix et de guerre, en 5 vol. Paris, 1922.
- Les effets internationaux des jugements répressifs. Acad. de dr. int. 1924-III, p. 419.
- L'entraide répressive internationale, Paris, 1928.

Revues

- Affaire du Lotus.** — R. I. D. P.¹⁶⁹ 1927, p. 323-442.
- Battaglini G.** — Responsabilité pénale des personnes juridiques, R. I. D. P., 1930, p. 347.
- La peine dans le système des sanctions juridiques, *ibid.*, 1924, p. 52.
- Beckett W. E.** — The Exercise of Criminal Jurisdiction over Foreigners, The British Year Book of Int. Law 1925, p. 44.
- Criminal Jurisdiction over Foreigners, *ibid.*, 1927, p. 108.
- Belloni G. A.** — L'individualisation de la peine et les raisons de l'école classique et de l'école positiviste, R. I. D. P., 1933, p. 332.
- Brierly J. L.** — Do we need an Intern. Criminal Court ? The Brit. Y. Book, 1927, p. 81.
- Buzea M. N.** — Règle de droit pénal et ses applications extraterritoriales, R. I. D. P., 1931, p. 125. W
- Caloyanni A.** — La justice pénale internationale, Rev. pén. de Pologne, 1925, p. 142.
- La cour criminelle internationale, R. I. D. P. 1928, p. 261.
- Castorskis D. E.** — Un traité-type d'extradition, Rev. de dr. int. privé 1928, p. 65.
- Conti U.** — Droit pénal pénitentiaire, R. I. D. P., 1926, p. 516.
- De Mendelenyi L.** — Poursuite criminelle par les juridictions hongroises après un acquittement définitif en Autriche, R. I. D. P., 1934, p. 239.
- Dolenc M.** — Die Einstellung Yugoslaviens zum zwischenstaatlichen Strafrechte, Zeitsch. für Ostrecht, 1931, p. 401.
- Donnedieu de Vabres H.** — Le système de la répression universelle, Rev. de dr. int. privé 1923, p. 533.

- La cour permanente de Justice Internationale et sa vocation en matière criminelle, R. I. D. P., 1924, p. 175.
- Essai d'un système rationnel de distribution des compétences en droit pén. international, Rev. de dr. int. privé 1924, p. 48.
- La communauté internationale en droit pénal et les limites que lui impose le particularisme des Etats, *ibid.*, p. 481.
- L'affaire du Lotus et le droit pénal international, Rev. de dr. int. 1928, p. 135.
- Note sur l'arrêt du Lotus, Rev. de droit intern. privé, 1928, p. 377.
- Les tendances actuelles du droit extraditionnel d'après la loi française du 10 mars 1927 et le projet de loi allemand sur l'extradition, R. I. D. P., 1928, p. 327.
- Le régime nouveau de l'extradition d'après la loi du 10 mars 1927, Rev. de dr. int. privé 1927, p. 169.
- Dorning H.** et **Hajnal H.** — Le droit pénal international hongrois, Rev. de dr. int. et de légis. comparée 1931, p. 578.
- Drost H.** — Völkerrechtliche grenzen für den Geltungsbereich staatlicher Strafrechtsnormen, Zeitschrift für internationales Recht, 1930-31, p. 111.
- Dumas J.** — Y a-t-il des crimes internationaux ? Rev. de dr. int. et lég. comp., 1932, p. 721.
- Dworzak L.** — L'application de la loi pénale aux infractions commises par des étrangers hors de leur territoire, Rev. Polonaise de lég. Civ. et Crim., V. III-IV 1931-32, p. 45.
- Ferri Enrico.** — La justice pénale, R. I. D. P., 1924, p. 80.
- Giannitrapani A.** — Vers la synthèse du problème pénal, R. I. D. P., 1931, p. 76.
- Glvanovitch T.** — Situation du Droit criminel dans le système des sciences, 1935, R. I. D. P., p. 23.
- Glaser St.** — L'uniformisation du droit d'extradition, Rev. Pol. de Lég. Civ. et crim. V. III-IV 1931-32, p. 26.
- Das neue polnische Strafgesetzbuch und die deutsche Strafrechtsreform Zeitschrift für Ostrecht, 1933, p. 348.
- Gleispach W.** — Das polnische stragesetzbuch Zeitschrift für Ostrecht 1933, p. 331.
- Kelsen H.** — La technique du droit international et l'organisation de la paix, Rev. dr. int. et lég. comp. 1934, p. 5.
- Kleinfeller G.** — Internationales Strafrecht nach dem neuen italienischen und dem künftigen deutschen Strafgesetzbuch. Zeitschrift für intern. Recht 1930, p. 172.
- Kraus H.** — Observations concernant les tendances de l'évolution du droit intern. de l'extradition. Rev. de droit int. et de lég. comparée 1927, p. 161.
- Le Fur L.** — Le droit naturel et le droit rationnel ou scientifique. Rev. de dr. intern. 1927, p. 658.
- Lemkin R.** — Les principes essentiels du C. P. polonais de 1932. Rév. Pol. de lég. civ. et crim. Vol. III-IV 1931-32, p. 13.
- Levitt A.** — Projet de code pénal international, R. I. D. P., 1929, p. 33.
- Makarewicz J.** — Das Strafgesetzbuch für die Republik Polen, Zeitsch. für Ostrecht, 1933, p. 315.
- Makowski W.** — Le crime d'incitation à la guerre d'agression. Rev. Politique 1931, Varsovie. (en polonais.)
- Marcel de Illès.** — Le problème de l'unification du dr. pén. et la défense int. contre le crime, R. I. D. P., 1931, p. 147.

- Maurach R.** — Das Sovefstrafrecht 1919-1931. *Zeitsch. für Ostrecht* 1931, p. 410.
- Mercier A.** — Le conflit des lois pénales en matière de compétence, *Rev. dr. int. et lég. comp.* 1931, p. 439.
- Neymark E.** — Le problème de l'unification du dr. pén., *Rev. de dr. pén. et de criminologie*, 1926, p. 342.
- Niboyet J.-P.** — Qu'est-ce que la loi étrangère aux yeux des juges d'un pays déterminé ? *Rev. dr. int. et lég. comp.*, 1928, p. 753.
- Noël-Henry.** — Le Lotus à la Cour de La Haye. *Rev. de dr. int.* 1928, p. 65.
- Pella V.** — Rapport sur un projet de statut d'un Cour crim. int. présenté au conseil de l'A. I. D. P., *R. I. D. P.*, 1928, p. 265.
— La criminalité de la guerre. *Idem.* 1932, p. 65.
- Protonotarios B.** — La civilisation en péril, *R. I. D. P.* 1934, p. 232.
- Procès-verbaux** des travaux de la commission chargée de la rédaction d'un projet de code pénal int., *R. I. D. P.* 1931, p. 191.
- Rappaport E. St.** — Autour de la réforme du droit pénal en Pologne. *R. I. D. P.* 1924, p. 67.
— Les étapes des tendances d'évolution en dr. pén. int., *Rev. de dr. pén. et de criminologie* 1934, p. 401.
- Rundstein S.** — Le fondement du droit international et le problème de la compétence étatique. *Rev. dr. int. et lég. comp.* 1931, p. 491.
- Roux J. A.** — A propos d'une cour de cassation internationale, *R. I. D. P.* 1929, p. 12. W
— La criminalité de grande envergure, *R. I. D. P.* 1935, p. 12.
- Saldana Q.** — La nouvelle philosophie pénale. *Rev. Pénit. de Pologne* 1927, p. 3.
- Salvagno-Campos C.** — Le délit innommé et l'interprétation analogique, *R. I. D. P.* 1933, p. 162.
- Silz Ed.** — Le dr. pén. intern. d'après les nouveaux codes polonais. *Rev. dr. int. et lég. comp.* 1934, p. 325.
- Sokalski W.** — De l'exécution des jugements répressifs étrangers, *Gazette de Palais de Varsovie*, 1929, p. 390. (en polonais.)
- Saint-Aubin.** — L'extradition des étrangers. *Rev. gén. de dr. int. public* 1928, p. 10.
- Ténékides C. G.** — Le projet du nouveau code pénal hellénique et le droit des gens, *R. I. D. P.* 1928, p. 165.
— Rapports de droit interne et de droit international en matière de chose jugée, *R. dr. int. et lég. comp.* 1934, p. 683.
- Thot L.** — La politique criminelle. *R. I. D. P.* 1925, p. 355.
- Travers M.** — La loi française d'extradition du 10 mars 1927, *J. du dr. int.* 1927, p. 595. W
- Vaccaro M.** — Pour une nouvelle organisation scientifique du droit pénal, *R. I. D. P.* 1928, p. 308.
- Vicites A.** — Triple aspect de l'état dangereux de l'homme vis-à-vis de la loi pénale, *R. I. D. P.*, 1928, p. 416.
— Le monde veut-il vraiment éviter les guerres ? *idem* 1933, p. 216.
- Wroblewski Br.** — Pénologie et sociologie des peines *R. I. D. P.*, p. 1928, p. 116.

Documents

- Actes du I^{er} Congrès International du droit pénal de 1926 à Bruxelles.*
Actes du II^e Congrès International du droit pénal de 1929 à Bucarest¹⁷⁰⁾.
Actes de la I^{re} Conférence Intern. pour l'unification du Droit Pénal de 1927 à Varsovie.
Actes de la II^e Conférence Intern. pour l'unification du Droit Pénal de 1928 à Rome.
Actes de la III^e Conférence Intern. pour l'unification du Droit Pénal de 1930 à Bruxelles.
Actes de la IV^e Conférence Intern. pour l'unification du Droit Pénal de 1931 à Paris.
Actes de la V^e Conférence Intern. pour l'unification du Droit Pénal de 1933 à Madrid¹⁷¹⁾.
Commission de codification de Pologne, Rec. général, Varsovie, 1920-1932.
Exposé sommaire des travaux législatifs de la Diète et du Sénat polonais, Varsovie 1928-1931 en V vol.
Le conflit des lois pénales en matière de compétence. Institut de Dr. Int., session de Cambridge, Annuaire 1931 v. 2, p. 109-140.
Traité d'extradition franco-polonais du 30 décembre 1925.

Textes législatifs

- Allemagne.** — Loi du 29 décembre 1929 sur l'extradition.
 — Projet de code pénal.
Espagne. — Code pénal de 1928.
France. — Loi du 10 mars 1927 sur l'extradition.
 — Projet de code pénal.
Italie. — Code pénal de 1931.
 — Code de procédure pénale de 1931.
Pologne. — Code pénal de 1932 traduit en français par M. Berezowski et publié par l'A. I. D. P.
 — Code de proc. crim. de 1928, traduction française partielle dans Exp. som. de trav. lég. D. et S. pol.
Roumanie. — Projet de code pénal.
Tchécoslovaquie. — Projet de code pénal.
Turquie. — Code pénal de 1926.
 — Code de procédure pénale de 1926.
U. R. S. S. — Code pénal de 1926.
Yougoslavie. — Code pénal de 1929.
 — Code de procédure criminelle de 1929.

170) Pour la documentation sur le III^e Congrès Int. du dr. pénal à Parme, en 1933, v. R. I. D. P. 1931-1933, ainsi que Rev. dr. pén. et crim. 1933; le IV^e Congrès se tiendra à Athènes en 1936, v. les questions inscrites à l'ordre du jour. R. I. D. P., 1935, p. 8 et suivantes.

171) Encore sous presse.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	V
Introduction	1
P R E M I E R E P A R T I E	
NOTIONS PRELIMINAIRES	3
C H A P I T R E U N I Q U E	
CONCEPTION GENERALE DU DROIT PENAL INTERNATIONAL	5
SECTION PREMIERE	
Définition et nature	5
SECTION II	
Historique	8
§ 1. — <i>Antiquité</i>	8
§ 2. — <i>Moyen-Age</i>	11
§ 3. — <i>Temps modernes</i>	13
SECTION III	
Sources	15
SECTION IV	
Méthodes	18
SECTION V	
Rôle	20
D E U X I E M E P A R T I E	
LES PRINCIPES DIRECTEURS DU DROIT PENAL INTERNATIONAL POLONAIS	22
C H A P I T R E P R E M I E R	
LE PRINCIPE TERRITORIAL	23

SECTION PREMIERE	
Enoncé et portée	23
SECTION II	
Historique	25
SECTION III	
L'étendue du territoire	26
§ 1. — <i>Etendue réelle</i>	26
§ 2. — <i>Etendue fictive</i>	28
A. — Navires et aéronefs	28
B. — Territoire sans maître	30
C. — Pays soumis à la juridiction consulaire	31
SECTION IV	
La détermination du lieu de l'accomplissement de l'infraction	32
SECTION V	
Exceptions au principe territorial	35
C H A P I T R E I I	
LE PRINCIPE DE LA PERSONNALITE ACTIVE	38
SECTION PREMIERE	
Formule et fondement	39
SECTION II	
Historique	42
SECTION III	
A quel moment la qualité de citoyen polonais est-elle requise ?	44
SECTION IV	
Conditions d'application de la personnalité active	46
A. — <i>Fait puni par la loi polonaise</i>	47
B. — <i>Fait puni par la loi étrangère</i>	47
C. — <i>Retour de l'accusé en Pologne</i>	49
D. — <i>Absence d'un jugement d'acquiescement ou d'une peine purgée à l'étranger</i>	51
C H A P I T R E I I I	
LE PRINCIPE DE LA PERSONNALITE PASSIVE	52
SECTION PREMIERE	
Formule et fondement	52
SECTION II	
Historique	54

TABLE DES MATIERES

183

SECTION III	
Cas d'application	55
SECTION IV	
Conditions d'application	58
SECTION V	
Examen critique	59

C H A P I T R E I V

<i>LE PRINCIPE REEL</i>	61
SECTION PREMIERE	
Formule et fondement	61
SECTION II	
Historique	64
SECTION III	
Cas d'application	65

C H A P I T R E V

<i>LE DROIT PENAL SUBSIDIAIRE</i>	67
SECTION UNIQUE	
§ 1. — <i>Formule et portée</i>	67
§ 2. — <i>Historique</i>	68
§ 3. — <i>Conditions d'application</i>	70

C H A P I T R E V I

<i>LE PRINCIPE UNIVERSEL</i>	72
SECTION PREMIERE	
Formule et fondement	73
SECTION II	
Historique	77
SECTION III	
Quels sont les <i>delicta juris gentium</i> ?	82
§ 1. — <i>La piraterie</i>	82
§ 2. — <i>Les infractions contre le crédit public</i>	84
§ 3. — <i>Traite des esclaves</i>	85
§ 4. — <i>Traite des femmes et des enfants</i>	87
§ 5. — <i>La provocation d'un danger commun</i>	88

§ 6. — <i>Trafic des stupéfiants</i>	89
§ 7. — <i>Trafic des publications obscènes</i>	89
§ 8. — <i>Infractions prévues par des conventions internationales</i>	90
SECTION IV	
Conditions d'exercice de la compétence universelle	91
SECTION V	
Réfutation des critiques qui ont été formulées contre le principe universel	93
SECTION VI	
La propagande de la guerre d'agression	98
§ 1. — <i>Origine et étapes de développement</i>	98
§ 2. — <i>Eléments constitutifs</i>	101
§ 3. — <i>Caractère et fondement</i>	103
§ 4. — <i>Sanction</i>	107
§ 5. — <i>Conditions de poursuite</i>	108
§ 6. — <i>Réfutation des critiques</i>	108
TROISIEME PARTIE	
DE LA COLLABORATION DE LA JUSTICE PENALE POLONAISE	
AVEC CELLE DES PAYS ETRANGERS	112
CHAPITRE PREMIER	
DE L'APPLICATION, PAR LE JUGE POLONAIS, DES LOIS PENALES ETRANGERES	
113	
SECTION PREMIERE	
Justification théorique de l'application de la loi étrangère	113
SECTION II	
Cas d'application de la loi pénale étrangère	115
SECTION III	
Sous quelles formes la loi étrangère est-elle prise en considération ?	117
SECTION IV	
Exceptions au principe de la prise en considération de lex loci	120
SECTION V	
Sanction	122
SECTION VI	
Examen critique	124
CHAPITRE II	
DES EFFETS DES SENTENCES REPRESSIVES RENDUES A L'ETRANGER	
125	

SECTION PREMIERE

Le principe	125
-------------------	-----

SECTION II

Tempéraments	127
§ 1. — <i>L'autorité négative de la chose jugée</i>	127
§ 2. — <i>La peine subie à l'étranger</i>	131
§ 3. — <i>Imputation de la peine</i>	132
§ 4. — <i>Mesures de sûreté</i>	134
§ 5. — <i>La perte des droits</i>	136
§ 6. — <i>La récidive internationale</i>	139

C H A P I T R E I I I

DE L'EXTRADITION	142
------------------------	-----

SECTION PREMIERE

Historique	142
------------------	-----

SECTION II

Des conditions de l'extradition	148
---------------------------------------	-----

SECTION III

De la procédure de l'extradition	157
§ 1. — <i>L'extradition demandée par la Pologne</i>	158
§ 2. — <i>L'extradition demandée à la Pologne</i>	159

SECTION IV

Des effets de l'extradition	166
-----------------------------------	-----

C O N C L U S I O N	171
---------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	175
---------------------	-----

ERRATA

- P. 5. — Fin 15 ligne lire **transition**.
P. 13. — Fin 11^e ligne lire on fit tôt .
P. 17. — Fin 2^e ligne et 19^e ligne mettre signe ».
P. 12. — Commencement 8^e ligne lire **Flandre**
P. 12. — Commencement 9^e ligne lire **à la**.
P. 20. — Lire la 17^e ligne après la 14^e
P. 89. — 23^e ligne, au lieu de **de l'art**, lire **par l'art**.
P. 105. — Les lignes 8^e, 9^e et 10^e doivent être respectivement 1^{ère}, 2^e et 3^e.
P. 127. — Compléter la sec. II p. son titre « **Tempéraments** ».
P. 136. — 15^e ligne, au lieu de **jours** lire **toujours**.
P. 142 — Au lieu de chap. II lire chap. III.

Remarque : Les notes 18, 28, 52, 57, 67, 79, 97, 113, 134, 135, 139, 142 et 165 renvoient respectivement aux pages 12, 35-36, 65, 13, 30 28, 66, 51, 80 et suiv., 43, 95, 39 et 160.

Les notes 30, 38, 54 et 83 renvoient respectivement aux pages 45, 113 et suiv., 96 et 105.

IMPRIMERIE "IDÉALE"
60, Rue des Tournelles
Paris

IMPRIMERIE "IDÉALE"

60, Rue des Tournelles

Paris
